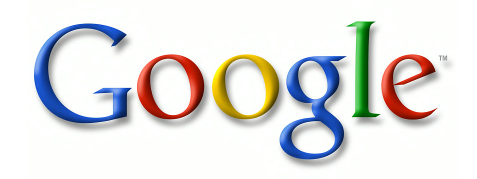
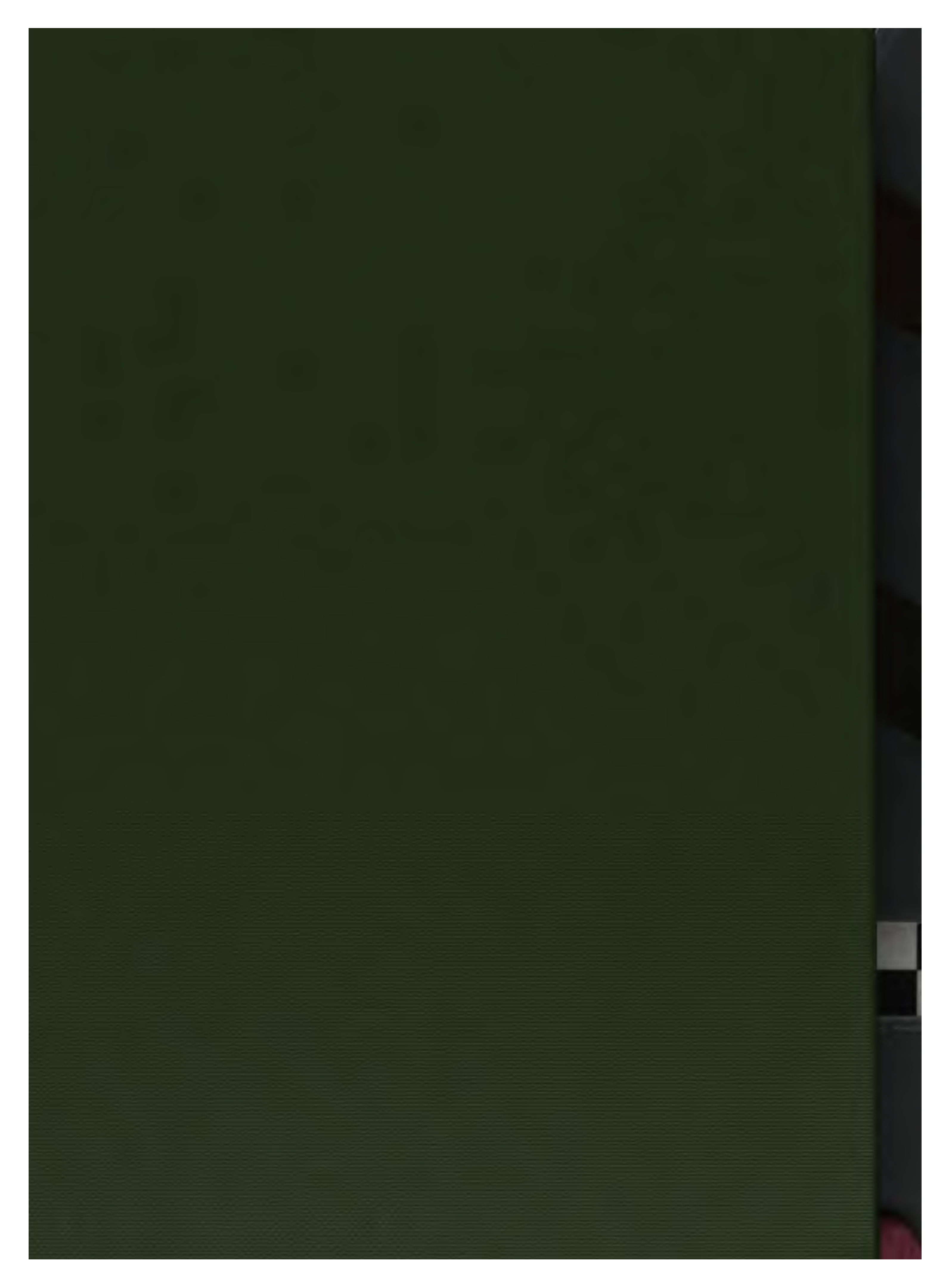




CARTULAIRE MUNICIPAL

DE

SAINT-MAXIMIN,

SUIVI

de documents puisés dans les archives de cette ville;

PUBLIÉ

PAR M. L. ROSTAN,

CORRESPONDANT DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
POUR LES TRAVAUX HISTORIQUES.

SOUS LES AUSPICES ET AUX DÉPENS

DE M. H. D'ALBERT, DUC DE LUYNES,

MEMBRE DE L'INSTITUT.



PARIS,

TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON,

IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR,

8, RUE GARANCIÈRE.

1862

CARTULAIRE MUNICIPAL

DE

SAINT-MAXIMIN.

CARTULAIRE MUNICIPAL

DE

SAINT-MAXIMIN,

SUIVI

de documents puisés dans les archives de cette ville;

PUBLIÉ

PAR M. L. ROSTAN,

CORRESPONDANT DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
POUR LES TRAVAUX HISTORIQUES,

SOUS LES AUSPICES ET AUX DÉPENS

DE M. H. D'ALBERT, DUC DE LUYNES,

MEMBRE DE L'INSTITUT.



PARIS,

TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON,

IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR,

8, RUE GARANCIÈRE.

1862

PRÉFACE.

On conserve dans les archives communales de Saint-Maximin (Var) un ancien cartulaire qui contient les priviléges et statuts de cette ville. C'est un registre de parchemin, relié en bois, avec couverture de peau jaune, dont les angles sont garnis en cuivre doré, et où se trouvent les restes de quatre agrafes ou fermoirs aujourd'hui brisés.

Ce livre renferme la transcription en caractères minuscules gothiques d'une belle exécution des chartes de libertés, franchises et immunités concédées à la ville de Saint-Maximin par les comtes de Provence.

La première de ces chartes, du 17 août 1295, émane du comte Charles II; celle qui termine le livre, du 13 novembre 1387, est de la reine Marie de Blois, mère et tutrice de son fils Louis II, de la deuxième maison d'Anjou.

Ce cartulaire paraît dater partie du milieu du quatorzième siècle, partie de la fin de ce même siècle ou des premières années du quinzième. L'écriture des diverses chartes porte les caractères de ces deux époques, sauf une seule intercalée vers le milieu du quinzième siècle; celle-ci à la date du 7 mai 1425, due à Charles du Maine, frère de Louis III, et ainsi intitulée : *Privilegium quo nullus de villa sit officialis nec locuntenens.*

Quatre-vingt-treize feuillets format in-quarto composaient autrefois ce livre; trois de ces feuillets n'existent plus aujourd'hui. L'un était consacré à la formule qui accompagnait le nom du notaire aux statuts pour la justice de la reine Jeanne et de Louis de Tarente; le deuxième contenait la fin du tarif du pain, et le troisième la dernière page de la table des priviléges de la reine Marie, page que nous pouvons aisément rétablir à l'aide des titres des chapitres de ces mêmes priviléges.

Sur les quatre premiers feuillets du cartulaire se trouve la table des diverses chartes jusqu'à celle de la reine Marie exclusivement, pour laquelle il existe un index spécial à la fin.

Ce livre forme pour ainsi dire deux parties séparées entre elles par un tarif du pain en langue provençale. La première partie, qui a été transcrite vers 1360, renferme seize chartes, dont quatre de Charles II, deux du roi Robert, huit de la reine Jeanne et de Louis de Tarente, son second mari; une encore de Philippe de Tarente, frère du roi, et enfin celle de Charles du Maine, frère de Louis III, transcrite postérieurement.

Deux de ces chartes ne sont point spéciales à Saint-Maximin : ce sont les statuts pour la justice, publiés par Louis de Tarente et la reine Jeanne en 1352, et ceux de Philippe de Tarente, portant amnistie générale en 1356, toutes deux octroyées pour la Provence entière.

Le tarif du pain, comprenant aujourd'hui quatre feuillets seulement au lieu de cinq, et dont l'encre a subi de graves altérations, est très-important quoique incomplet; son écriture porte aussi les caractères du milieu du quatorzième siècle.

Les priviléges de la reine Marie, composant ce que nous appelons

la deuxième partie de ce cartulaire, et dont l'écriture semble dater des premières années du quinzième siècle, renferment des chapitres généraux pour les diverses villes primitivement déclarées en faveur de Charles de Duras, et des chapitres spéciaux pour Saint-Maximin, compris au nombre de ces villes. L'encre de cette dernière partie se trouve aussi avoir considérablement perdu de sa teinte primitive.

Les titres des chapitres des diverses chartes sont peints en rouge; dans les premières même ces titres sont précédés de guillemets bleus ou alternativement bleus et rouges; les lettres initiales de ces chapitres sont également en couleur assez ornées, et celle du commencement de chaque charte est historiée avec un très-grand soin.

Les articles les plus importants sont désignés par l'indicateur d'une main tracée à la marge, afin d'appeler plus spécialement sur eux l'attention.

Quelques notes, soit dans les marges, soit au commencement et à la fin du livre, y ont été aussi écrites dans le cours des siècles.

Ce cartulaire renferme ainsi l'histoire municipale de Saint-Maximin, depuis la fin du treizième siècle jusqu'au commencement du quinzième. C'est la constitution politique, administrative, judiciaire de cette ville sous les comtes des deux maisons d'Anjou; le recueil des franchises et priviléges concédés aux habitants sur leur requête, franchises et priviléges qui sont demeurés debout jusqu'à l'époque de la révolution de 89, et ont été la loi vivante de cette communauté pendant cinq cents ans; car les rois de France en succédant aux comtes de Provence n'avaient point manqué aussi de les confirmer. Après sa réunion à la monarchie française, la Provence avait en effet gardé sa personnalité distincte, son autonomie, et en

la léguant à Louis XI et à ses descendants, le testament de Charles du Maine avait réservé tous les droits particuliers dont elle jouissait[1]. Aussi les états tenus à Aix au mois d'août 1486, en délibérant de se *donner d'un cœur franc au roi de France,* n'avaient point omis de réclamer le maintien des statuts, coutumes, libertés et priviléges du pays, voulant être unis à la couronne *non comme un accessoire à son principal, mais principalement et séparément du reste du royaume,* conformément à la dernière disposition de leur dernier comte, ce que ne manquèrent jamais d'approuver et de confirmer les rois de France, dans les termes les plus explicites.

Les priviléges des communautés avaient donc été conservés et se sont perpétués depuis le moyen âge jusqu'à l'époque de la révolution de 1789, à travers tout le temps qu'on est convenu d'appeler l'ancien régime.

Aussi ce vieux livre, tout disloqué qu'il est par les années, est un monument précieux pour l'histoire de notre pays. Dépositaire et gardien des statuts municipaux d'une ville bien humble, il est vrai, pour l'importance matérielle, mais dotée toutefois de priviléges considérables, à cause de la célébrité dont elle jouissait sous le rapport religieux, ce vénérable manuscrit imprime un profond sentiment de respect sur l'esprit de celui qui en ouvre les pages jaunies par le temps et par la main des hommes qui les ont feuilletées; car ces pages ont été le code de la vie politique de cette cité; elles ont régi pendant de longs siècles l'existence sociale de

[1] Le roi de France est vrai seigneur et maître du pays de Provence non comme roi de France, mais comme *comte de Provence.* (Bouche, *Hist. de Prov.,* t. II, p. 488. — De Ribbe, *Pascalis, Étude sur la fin de la constitution provençale,* p. 33.)

nos aïeux, et il est difficile à leur aspect de se défendre d'une certaine émotion.

Cependant, avant la concession du premier statut de Charles II, transcrit en tête de ce cartulaire, la communauté de Saint-Maximin existait déjà. Quelle était alors son organisation particulière? Les archives sont muettes sur ce point, et la plus complète obscurité règne à cet égard.

On sait qu'à l'imitation des républiques italiennes les communautés provençales avaient brillé d'un vif éclat, et il n'est point étonnant qu'elles aient longtemps conservé l'empreinte caractéristique d'un ordre de choses qui avait antérieurement jeté sur le sol méridional de si profondes racines. Celle de Saint-Maximin avait dû jouir de certaines facultés à cet égard, la lecture du premier statut de Charles II présuppose même une organisation quelconque sous ce rapport. Il est toutefois impossible de découvrir la mesure des pouvoirs qu'elle possédait, ainsi que les droits civils ou politiques de ses citoyens.

L'histoire municipale de Saint-Maximin ne commence véritablement qu'à Charles II; c'est du moins du règne de ce prince qu'on peut en suivre les traces dans des documents authentiques. Jusqu'alors tout demeure confus et enveloppé de ténèbres. Avant ce temps, cette ville était, il est vrai, fort peu développée, bien qu'elle eût été déjà déclarée ville royale par le comte Raymond-Bérenger Ier, de la maison de Barcelone, qui lui avait aussi donné des armoiries[1]; c'est Charles II d'Anjou qui doit pour ainsi dire en être

[1] *De gueules à 5 pals d'or.*
Une *fleur de lys brochant sur le tout* fut ajoutée par Henri IV, après le siége soutenu par cette ville contre les ligueurs en 1590.

considéré comme le véritable fondateur, et c'est l'invention des reliques de sainte Madeleine, à la fin du treizième siècle, qui forme le point de départ de ses annales tant religieuses que civiles. Cette découverte fut aussi le motif de toutes les franchises et immunités que ce prince et ses successeurs accordèrent aux habitants.

L'année 1295 fut solennelle pour les fastes de cette communauté. De cette année date la fondation de sa belle église, celle de son célèbre couvent de dominicains; c'est à elle encore que remonte l'origine de ses priviléges et de ses libertés officiellement formulés.

Avant cette époque, on sait seulement par la tradition religieuse corroborée par quelques anciens monuments, qu'au lieu même où s'élève aujourd'hui cette petite ville se trouvait à l'origine du christianisme l'oratoire de l'évêque Maximin, l'un des soixante-douze disciples du Christ, qui avait abordé en Provence avec divers saints compagnons; que Marie-Madeleine, la célèbre pécheresse de l'Évangile, après de longues années de pénitence dans la solitude de la Sainte-Baume, était venue, aux approches de sa mort, demander les dernières bénédictions à ce saint pontife, et avait été ensevelie en ce lieu même; qu'une abbaye de cassianites avait été fondée auprès de son tombeau devenu l'objet d'une grande vénération, quand au huitième siècle les religieux qui veillaient à sa garde jugèrent à propos de cacher les ossements sacrés qu'il renfermait pour les soustraire à la profanation des Sarrasins, et que c'est Charles II, alors prince de Salerne, qui plusieurs siècles après en fit la découverte.

Le cartulaire de Saint-Victor contient des chartes du onzième siècle relatives à Saint-Maximin. Ce sont les premiers monuments écrits qui se rapportent à l'histoire de cette localité. Il s'agit de

donations envers le monastère, de biens possédés en ce lieu par divers seigneurs.

Les premières cessions de ce genre sont de l'année 1038. Par l'une d'elles, Pierre Ier, archevêque d'Aix, et ses trois frères, avec la femme et les enfants d'un quatrième déjà mort, font donation à Saint-Victor d'une partie de l'alleu qu'ils tiennent de leurs parents dans le comté d'Aix; ce sont les églises de Saint-Maximin, de Sainte-Marie, de Saint-Jean et de Saint-Mittre, avec les droits qui leur sont attachés, et certaines terres adjacentes, toutes situées dans le territoire de *Castrum Rodenas* (*in territorio castri quod vocatur Rodenas* [1]).

Plus tard, en 1050, les neveux de Pierre, Guillaume et Elfant, confirment sous forme de vente la donation [2] de leur part d'alleu (*infra muros claustræ S. Maximini*); et en 1053, abandonnant tous leurs droits dans ces églises, ils s'expriment ainsi : *Ipse vero locus cujus donationem facimus Sancto Victori et monachis ejus videlicet S. Maximini est in comitatu Aquensi in territorio castri quod vocatur Rodenas* [3].

Diverses autres donations suivirent bientôt celles-ci; elles sont toutes contenues dans le cartulaire de Saint-Victor, et on peut induire de ces documents, d'une manière indubitable, que Saint-Maximin, situé dans la vallée de *Castrum Rodenas* ou *Rodani* [4],

[1] *Cartulaire de Saint-Victor.*

[2] *Id.*

[3] *Id.*

Dans les textes du moyen âge *castrum* a habituellement le sens de bourg fermé de murs et fortifié. (*Préface du Cartulaire de Saint-Victor.*)

[4] *Rodani*, nom primitif de la localité, resta le nom du château fort, du *castrum* proprement dit. *S. Maximinus* était la villa bâtie en dehors des murailles autour du

n'était au onzième siècle qu'une simple abbaye ou un prieuré dépendant de Saint-Victor, autour duquel étaient venues se grouper un certain nombre d'habitations formant une *villa*[1].

« . . . . . . En 1038, dit de Haitze, l'étendue du terroir où » cette ville est bâtie estoit comprise sous les prieurés des quatre » églises rurales appelées de *Saint-Maximin*, de *Sainte-Marie*, de » *Saint-Jean* et de *Saint-Mitre*, qui faisoient partie du territoire » d'une ville qu'on nommoit *Rodan*. . . . .

» Ces quatre églises, avec les droits de leurs autels, apparte- » noient à la famille de Pierre Ier, archevêque d'Aix, ce qui estoit » une suite de l'ancien usage de l'inféodation des églises en faveur » de la noblesse, introduit en France depuis l'establissement de la » royale maison des Carlovingiens.

» Ce prélat, en l'année que j'ai marquée ci-dessus, porta les » seigneurs de sa famille à se dépouiller avec lui de ces domaines » et de toutes les terres qu'ils possédoient aux environs pour en » revêtir les moines cassianites de Saint-Victor de Marseille. Ceux-ci » estant maîtres de ces églises, s'establirent près la principale, qui » estoit celle de Saint-Maximin; remparèrent cette habitation de » murs et de tours, suivant la coustume des moines bénédictins » d'alors . . . . . .[2]. »

monastère de Saint-Maximin. « *Et est ipse alodis in comitatu Aquensi in territorio ville S. Maximini, subtus castrum qui vocatur Rodenas.* » Vers la fin du douzième siècle, *Rodani* est à peu près tombé en désuétude : *S. Maximinus* reste la seule désignation usitée. (Note de la *préface du Cartulaire de Saint-Victor*.)

[1] Le mot *villa* signifie une agglomération d'habitations rurales, un village ou petit bourg non fortifié. (*Préface du Cartulaire de Saint-Victor*.)

[2] Manuscrit de la bibliothèque de Marseille, t. VI. *Dissertation sur l'origine de la ville de Saint-Maximin*, par Joseph-Pierre de Haitze.) « L'abbaye de cassianites..... » bâtie par les disciples de saint Cassien, et que l'auteur des *Annales de Marseille* dit

D'après cet auteur, les moines départirent des terres incultes à ceux qui venaient habiter près d'eux. « Ces colons, ajoute-t-il, » desséchèrent les terres marécageuses qui comprenoient presque » l'étendue de la grande plaine du terroir d'alentour, et défri- » chèrent les autres qui n'avoient pas encore senti le fer. Comme » ces gens-là firent bien leurs affaires en ces défrichements, ils » eurent par là moyen d'ajuster et d'agrandir le lieu de leur nou- » velle demeure. Ces profits, qui estoient très-considérables, et » par conséquent très-visibles, firent bruit, car de tous temps on » s'est volontiers transféré où il y avoit du bien à acquérir, en » manière qu'il se forma peu à peu, en cet endroit, un lieu d'habi- » tation très-important, qui prit comme il convenoit le nom de » *Saint-Maximin*, par rapport à l'église qui en estoit le premier et » le plus ancien bâtiment.

» Cette nouvelle habitation fit déserter l'ancien lieu voisin de » *Rodan*, dont il ne reste plus aucun vestige. . . . .
» . . . . . . D'ailleurs, la nouvelle habitation de Saint-Maximin » estoit et plus commode et plus riante par la plaine de son sol.

» Il y avoit déjà près de cent ans que ces choses avaient été » commencées et portées à un estat d'une ville presque entièrement » fondée, lorsque le comte Raymond-Béranger, premier du nom, » prince catalan, et la comtesse Douce, son épouse, souveraine de » ce pays par son chef, pour augmenter de leur part le culte de la » glorieuse Madeleine, patronne de leur pays, érigèrent la nouvelle » habitation de Saint-Maximin en ville parfaite pour ne dépendre

» avoir été fondée par l'abbé saint Macaire, est la première cause de la fondation » de cette ville que nous appelons Saint-Maximin.... » (Pitton, *Annales de l'église d'Aix*, p. 98.)

» que du domaine comtal, érection dont les armoiries de cette ville,
» prises du blason de ce prince et par lui concédées, sont un hono-
» rable tesmoignage[1]. . . . . »

Mais quelles ont été les institutions de cette communauté ainsi établie? Nous l'ignorons complétement.

Aucune charte avant l'époque de Charles II ne nous fait connaître le mécanisme et les ressorts de ces institutions. C'est à partir de 1295 seulement que nous sortons du domaine des conjectures pour marcher sur le terrain des faits positifs, conservés par des titres incontestables. On voit ici qu'un travail organique s'est opéré, et qu'une véritable constitution municipale s'est développée, grâce aux généreuses concessions de nos comtes provençaux.

Le livre des priviléges de Saint-Maximin offre donc un vif intérêt; bien qu'il appartienne aux archives d'une communauté tout à fait modeste, il se rattache néanmoins à l'histoire générale du pays, et aide à soulever un coin du voile qui recouvre la vie politique et sociale de nos ancêtres du moyen âge.

Les constitutions des communautés, leurs libertés et leurs franchises sont les titres de noblesse de notre patrie. En les remettant au jour, nous éclairons de souveraines clartés les pages les plus instructives et quelquefois les plus glorieuses de notre histoire nationale.

Pour conserver à la reproduction de ce cartulaire toute sa physionomie, nous laissons subsister les erreurs et les fautes des copistes des quatorzième et quinzième siècles, en les indiquant au bas de la page par une note corrective.

[1] Manuscrit de la bibliothèque de Marseille, t. VI. (*Dissertation sur l'origine de la ville de Saint-Maximin*, par Pierre-Joseph de Haitze.)

Nous ajoutons aussi des notes historiques pour servir d'explication au texte des diverses chartes, et nous croyons devoir insérer à la fin du volume certains documents appartenant aux archives de Saint-Maximin, qui nous paraissent former le complément de ce cartulaire.

Toutefois, avant de terminer ces lignes, qu'il nous soit permis d'adresser nos remercîments à M. le duc de Luynes, non-seulement pour les conseils si éclairés dont il a eu l'extrême obligeance de nous aider dans le cours de notre travail, mais encore pour nous avoir offert lui-même de prendre sous son généreux patronage cette publication. Qu'il veuille bien recevoir ici l'expression de toute notre gratitude[1] !

[1] Nous ne devons pas oublier de remercier aussi M. Deloye, conservateur de la bibliothèque d'Avignon et savant paléographe, pour les avis qu'il nous a si amicalement donnés.

CARTULAIRE MUNICIPAL

DE

LA VILLE DE SAINT-MAXIMIN.

Incipit tabula super capitulis privilegiorum infra continentium, ad inveniendum infra scripta capitula per numerum.

Et primo, capitulum franquesie et immunitatis personarum habitantium villam Sancti Maximini de talliis et questis. . . . . I.

Capitulum focagii percipiendi. . . . . II.

☞ *Capitulum franquesie et libertatis pedagii et lesde incasiarum transeuntium per loca regia.* . . . . III.

Capitulum ne aliquis dominus prohibeat ejus subditis ne ligna et res alias portari ad vendendum. . . . . IIII.

☞ *Capitulum de rebus franquis que possunt dari ad acaptum absque ulla prestatione trezeni.* . . . . V.

De verbis injuriosis pacificatis infra decendium; si inquisitio inchoata fuerit vel facta jubetur cancellari. . . . . VI.

Capitulum de super ordinandis et instituendis hominibus consiliariis ville Sancti Maximini. . . . . VII.

Capitulum de ordinandis ponderatoribus et talliatoribus ville. . . . . . . VIII.

De concessione quam facere tenetur bajulus pro consilio. . . . . VIIII.

☞ *Capitulum de lata non solvenda in prima petitione nec ullo modo debetur.* X.

De non tenendo aliquem in carcere, nisi tamen casus requireret mortem. . . XI.

De non extrahendis pannis sive lectis pannorum per officiales. . . . . . . XII.

De juramento prestando per officiales . . . . XIII.

Capitulum de syndicatu officialium. . . . . XIIII.

Capitulum de justicia ministranda per officiales taliter ut non opporteat recurrere alibi. . . . . XV.

Capitulum de non solvendo injuste cancellagium. . . . . XVI.

Capitulum de syndicis universitatis vel ville concedendis. . . . . XVII.

De concessione que sit de cartulariis legatis pro notarium. . . . . XVIII.

De non appellando a sententia judicis ordinarii nisi Aquis vel Brinonie. . XIX.

De non faciendo inventarium bonorum alicujus delati nisi convocatis parente proximo dicti delati vel probis duobus dicte ville.. . . . . XX.

De constituendis per dominum senescallum vicariis, judicibus, bajulis, castellanis, notariis et aliis officialibus de villa. . . . . XXI.

De transferendo impune et vendendo bona immobilia pro apportando ea ad dictam villam. . . . . XXII.

De habitatoribus potentibus pro eorum usu facere calcem et depascere averia in locis unde sint. . . . . XXIII.

De favore et observatione quas facere debent bajuli consilio dicti loci Sancti Maximini. . . . . XXIIII.

De juramento prestando per officiales in introitu eorum officii. . . . . . XXV.

Comissio directam per dictam excellentiam bajulo tunc Sancti Maximini de impetu Johanis Campanhani in lesione franquesiarum. . . . . XXVI.

De subsidio requisito per dictam excellentiam reginalem. . . . . XXVII.

Privilegium domini regis Roberti de nundinis Sanctorum Simonis et Jude. XXVIII.

Retentio facta per dictam excellentiam de diruptione domorum edificatarum supra menia et vallata ac postatorum supra carreriam edificatorum. . XXVIIII.

Sequuntur capitula super privilegiis dominorum Ludovici et Johanne.

De nichil accipiendo pro carceragio ab aliquo incarcerato injuste detento. Sequitur infra tenor additionis. . . . . XXX.

Quod notarius habitans villam Sancti Maximini in suo testamento possit relinquere cartularia sua alio notario de villa. . . . . XXXI.

De exsecutione fieri mandata rerum ordinatarum per probos juratos ville predicte Sancti Maximini.. . . . . XXXII.

☞ *De inhibitione jussa dominis circumvicinis eorum hominibus portantibus ligna et res alias ad vendendum*[1]. . . . . XXXIII.

De verbis injuriosis infra decendium pacificatis. Tenor sequitur[2].. . . . . XXXIIII.

De super ordinandis hominibus consiliariis ville Sancti Maximini[3]. . . . XXXV.

De super ordinandis et instituendis probis hominibus qui sint super questiones finium caminorum et vallatorum. . . . . XXXVI.

Quod bajuli eligant cum deliberatione consilii tres probos homines de villa qui habeant ponderare panem venalem. Tenor sequitur. . . . . XXXVII.

[1] En marge : *Vide I-IIII°.* — [2] *Vide I-VI°.* — [3] *Vide I-VII°.*

De statuendo anno quolibet consilio cum auctoritate et consensu bajulorum vel locatenentium eorumdem. . . . . XXXVIII.

De non pignorandis personis banna debentia donec et quousque cognitum esset per bajulos vel judices. . . . . XXXVIIII.

De non receptando bajulos nisi gratos. . . . . XL.

Capitulum super observatione que ibi expressantur. . . . . XLI.

De concessione facta per dictam excellentiam regiam et reginalem universitati ville Sancti Maximini de non donando nec impignorando villam eandem nec redditus ejusdem. . . . . XLII.

De revocatione facta per dictam excellentiam reginalem. . . . . . . XLIII.

Requisitio et supplicatio et inde responsio super confirmatione privilegiorum.. . . . . XLIIII *et* XLV.

Confirmatio ipsorum privilegiorum et immunitatum. . . . . XLVI.

Requisitio de non faciendo compositionem cum emptoribus bannorum. . XLVII.

Sequitur concessio predicte requisitionis. . . . . XLVIII.

☞ *Privilegium de nullo dando jure polveragii de averiis seu animalibus transeuntibus per loca seu territoria dominorum vassaliorum Provincie et Forcalquerii.* . . . . XLVIIII.

Confirmatio que fieri debet per dominum senescallum. . . . . L.

Privilegium de concessione maleficorum rebellorum dicte regie et reginali majestati capiendorum vivorum ac mortuorum. . . . . LI.

De eligendo capitaneo tempore guerre. . . . . LII.

De non faciendis preconizationibus rerum ad universitatem predictam spectabilium per officiales absque voluntate consilii. . . . . LIII.

De inhibitione facta officialibus de non auferendo arma a Romipetis seu aliis extraneis donec hospicium invenerint. . . . . LIIII.

De potestate commissa senescallis de ministrando justicia hominibus dicte universitatis de rebus captis ab eis tempore guerre. . . . . LV.

De remissione facta hominibus terre predicte et ejus bajulie de tempore guerre, de quocumque crimine, excepto crimine lesie majestatis. . . . LVI.

Privilegium super concessione nundinarum Sancte Lucie. . . . . . . LVII.

☞ *Privilegium super observatione jurium et consuetudinum antiquarum universitati dicte ville facienda, per officiales curie et cum pena.* . . . . LVIII.

Presentatio litterarum seu privilegiorum facta domino Fulconi de Agouto tunc senescallo Provincie pro parte consilii. . . . . LVIIII.

Locutio majestatis regie et ex inde sequitur comissio . . . . LX.

Capitula statutorum concessorum per dictam regiam et reginalem majestatem, et primo capitulum appellationis. . . . . LXI.

Capitulum casuum regalium quorum cognitio ad officiales regios et reginales pertinet. . . . . LXII.

Capitulum de non compellendo aliquem per dictum unius testis. . . . . LXIII.

Notariis vero contra hoc statutum venientibus pena librarum XXV. . . . LXIIII.

Capitulum de non recipiendo carceragium ab incarceratis pena X *librarum.* LXV.

De non recipiendo aliquid per subvicarios a delatis de quovis crimine et sub pena X *librarum et duppli.* . . . . LXVI.

Privilegium quo nullus de villa sit officialis nec locuntenens [1].

De non recipiendo aliquid per notarios de confectione inventariorum bonorum delatorum et sub pena X *librarum et dupli rei recepte.* . . . LXVII.

Statutum contra blasphemantes et contra juratores de Deo et de Beata Virgine Maria. . . . . LXVIII.

De judicibus seu comissariis aut nunciis nil recipiendis a delatis causa salarii vel laboris. . . . . LXVIIII.

De notariis non conficiendis instrumenta absolutionum delatorum nisi sub breviori forma, sub pena X *librarum.* . . . . LXX.

Quod judices sententias absolutorias promulgent ut brevius poterunt. . LXXI.

Quod notarii in eorum officio recipientes scripturas publicas teneantur dimittere protocolla. . . . . LXXII.

Quod judices anno quolibet duo faciant parlamenta. . . . . LXXIII.

Quod in qualibet inquisitione ponatur nomen denunciantis et sub pena XXV *librarum judicibus et notariis.* . . . . LXXIIII.

Quod judices de primo nec secundo decreto interlocutorie sententie vel diffinitive nil recipiant. . . . . LXXV.

Quod clavarii nil aliud recipiant a condempnatis quam condempnationem et sub pena duppli. . . . . LXXVI.

Quod notarii non audeant clavarium vel subclavarium tenere in substitutum et sub pena officii privationis. . . . . LXXVII.

[1] Au bas de la page, d'une encre qui indique une addition postérieure.

Quod judices vel notarii non gravent aliquem delatum de extrahi faciendo instrumentum ab absolutoria sententia. . . . . LXXVIII.

☞ *Quod officiales non gravent aliquem de solvendo incantum, nisi juxta statutum antiquum.* . . . . LXXVIIII.

Jussio missa senescallo Provincie et Forcalquerii super observatione constitutionum et statutorum eorumdem. . . . . LXXX.

Sequitur exequtio predicti domini senescalli. . . . . LXXXI.

Concessio combustionis et remissionis cartulariorum condempnationum et penarum fallitarum. . . . . LXXXII.

Quod cartularia et inquisitiones cancellentur et devastentur. . . . . . LXXXIII.

Remissio facta per dictum dominum vicarium de quocumque crimine seu delicto. . . . . LXXXIIII.

Retentio criminis lese majestatis. . . . . LXXXV.

Remissio cujuscumque debiti in thesauraria regia. . . . . LXXXVI.

Remissio quorumcumque defectuum cavalcatarum. . . . . LXXXVII.

Confirmatio compositionum. . . . . LXXXVIII.

Concessio quod non imponatur focagium de uno anno. . . . . LXXXVIIII.

Hic continetur infra remissio defectuum comissorum per officiales. . . . XC.

Remissio penarum in questionibus impositarum. . . . . XCI.

De preconizatione que fieri debet in ingressu cujuslibet officialis. . . . . XCII.

Quod subvicarius non possit denunciare nisi tamen nomen denunciantis exprimat. . . . . XCIII.

Quod omnes inquisitiones sint terminande seu terminate infra terminum statutum. . . . . XCIIII.

Remissio bonorum contumatium. . . . . XCV.

Quod focagium servetur juxta statutum antiquum. . . . . XCVI.

Quod omnis [1] *pro curia vinculo excomunicationis innodati absolvantur.* XCVII.

Quod omnis [2] *officialis curie sit ausus recipere debita a baronibus et sub certa pena.* . . . . XCVIII.

Capitulum super conservatione privilegiorum per officiales curie. . . . . XCVIIII.

Quod statuta antiqua observentur. . . . . C.

☞ *Observatio libertatum, conventionum et permutationum.* . . . . . . CI.

[1] *Omnes.*
[2] Lisez *nullus.*

Revocatio jurium occupatorum baronibus et nobilibus. . . . . CII.

Confirmatio statutorum antiquorum contra notarios nuncios et alios officiales stabilitorum. . . . . CIII.

Revocatio cujuscumque dubietatis inter curiam et barones. . . . . . . CIIII.

Sequitur de predicto privilegio ut infra continetur. . . . . CV.

Promissio facta per dictum dominum super ratificatione predictorum. . CVI.

Conclusio omnium promissorum et singulorum. . . . . CVII.

Incipiunt capitula seriatim descripta continentia privilegia, franquesias, libertates et immunitates ville Sancti Maximini.

I. — *Et primo, capitulum franquesie et immunitatis personarum habitantium ipsam villam de talliis et questis*[1].

Karolus secundus, Dei gracia rex Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii comes, universis presens privilegium inspecturis. — Si premia conferuntur hominibus, retributiones merentibus impenduntur divine clementie a qua cuncta que habet recipit humana conditio largitiones sunt exhibende prestantius et promptis affectibus munificentius impendende. — Sane ad beate Marie Magdalene corpus inventum per nos ab olim inspiratione divina quod in terra nostra Sancti Maximini de Provincie comitatu quiescit, ob cujus reverenciam et beati dominici confessoris honorabilem conventum fratrum predicatorum ordinis confessoris ejusdem, ad celebrandum divina in ecclesia ipsius gloriose ordinari decrevimus, ipsius ordinis jam precedente principio sincerum devotionis fervorem habentes hominibus dicte terre quos zelus ad nos fidei comprobat illibate, immunitates et indulgencia denotata inferius, de ignata[2] nobis clemencia ad ipsius beate Magdalene ac confessoris ejusdem laudem graciose duximus concedenda

[1] Une partie de cette charte a été reproduite par M. l'abbé Faillon (*Mon. inéd. sur l'apostolat de sainte Marie-Madeleine*, t. II, p. 250). Dans le préambule, Charles II a soin de faire connaître le motif de ses concessions envers les habitants de Saint-Maximin : c'est à cause de la découverte du corps de sainte Madeleine en ce lieu qu'il leur accorde ces importants priviléges. Les franchises et immunités de la ville de Saint-Maximin sont par conséquent dues, comme son église et son couvent, aux reliques de sainte Madeleine.

[2] *Innata.*

ut ipsius gloriose oratorio nostreque celsitudini specialitatis devotionis augmento fervencius accendantur.

☞ Igitur quod omnes et singulos incolas dicte terre aliosque ad inhabitandum terram ipsam venire volentes ab omnibus et singulis talliis[1] sive questis[2] esse volumus liberos et immunes nostre tamen curie reservato, sicut ipsi homines petierunt.

II. — *Capitulum focagii percipiendi.*

Quod quelibet persona terram ipsam incolens, pro foco suo[3] exhibere annis singulis in festo videlicet beati Michaelis duodecim denarios tantum nostre curie teneantur[4].

[1] La *taille*, c'était l'impôt foncier.

[2] Les droits de *queste* ou *quiste* étaient perçus dans certaines occasions solennelles.

[3] Par ce privilége, les habitants de Saint-Maximin sont déclarés francs et immunes de tous impôts, sauf le droit de *fouage*, payable chaque année à l'époque de Saint-Michel à raison de douze deniers par feu.

On sait que le nombre des feux servait de base au prélèvement de la contribution.

La communauté de Saint-Maximin devait aussi le *fouage* aux cas impériaux, à raison de six sols pour chaque feu, ainsi qu'il conste du *Leopardus*, ancien livre de la chambre des comptes dressé en 1332. — Ces cas impériaux étaient au nombre de six, savoir : lorsque le seigneur comte était obligé de se rendre à la réquisition de l'empereur, lorsqu'il armait son fils chevalier, qu'il mariait un fils ou une fille, lorsqu'il faisait le voyage de la terre sainte, qu'il lui fallait une rançon pour être délivré des mains de ses ennemis, et enfin quand il faisait une acquisition de la valeur de plus de mille marcs d'argent. (Voir M. de la Plane, *Essai sur l'hist. municipale de Sisteron*, p. 82; et l'*Hist. de Sisteron*, t. I, *pièces justificat.* — Guichard, *Essai sur le cominalat dans la ville de Digne*, t. II, preuves.) — Ce droit était rigoureusement prélevé en Provence et partout où les empereurs d'Allemagne prétendaient à la souveraineté.

Le nombre de feux auxquels a été taxee la communauté de Saint-Maximin a souvent varié. Dans une imposition établie en 1422 par les états assemblés à Aix nous la trouvons fixée à 70 feux; en 1442, dans le don gratuit fait au roi de cinq mille cinq cents florins par les mêmes états, elle est sur le pied de 57 feux; en 1458, le roi René, en exemptant le couvent de toutes contributions, fut obligé de réduire la cotisation de Saint-Maximin, et porta le nombre des feux à 52 au lieu de 54 auquel elle se trouvait établie. Dans le refouagement de 1471, nous la trouvons fixée à 48 feux; et en 1540 à 46. Sous Charles IX, en 1564, elle fut réduite de 20 feux, et en 1578, sous Henri III, elle obtint encore la même réduction. Plus tard, nous la trouvons cotée à 42 feux. — Par l'afouagement de 1699, la communauté de Saint-Maximin fut comprise pour 35 feux seulement, et elle a payé sur ce pied jusqu'en 1733, où elle fut établie à 32.

[4] *Teneatur.*

III. — *Capitulum franquesie et libertatis pedagii et lesde incolarum transeuntium per loca regia*[1].

☞ Statuimus quoque quod quilibet terram ipsam inhabitans possit habere transitum libere per terram et loca nostra cum rebus suis necessariis, tantum ad usus eorumdem hominum ipsorumque familie, nec non fratrum predicatorum et conventus ejusdem ad terram ipsam ferendis absque pedagio seu lesda qualibet proinde persolvendis.

IIII. — *Capitulum ne aliquis dominus prohibeat ejus subditis ne ligna et res alias portari ad vendendum.*

Inhibemus insuper dominis castra et jurisdictionem habentibus infra bajuliam[2] dicte terre Sancti Maximini ne quis hominibus eorum vassalis ipsorum prohibeat quominus homines ipsi ligna et res alias ad terram eandem deferant ad vendendum.

V. — *Capitulum de rebus franchis que possunt dari ad acaptum absque ulla prestatione trezeni*[3].

☞ Permittimus preterea predictis hominibus tam eis qui nunc sunt quam qui erunt pro tempore in terra predicta, quod ipsi possessiones et

[1] La franchise de ces deux droits était importante à cette époque, à cause de leur multiplicité dans le comté.

Le *péage* était un droit de passage perçu sur les ponts, rivières et chemins. Cette exemption donna lieu à de nombreux procès dans les siècles passés, à cause des prétentions de divers seigneurs de Provence qui voulaient exiger ce droit des habitants de Saint-Maximin; mais le parlement maintint constamment la communauté dans l'exercice de cette franchise.

La *leyde* était un droit prélevé sur les marchandises apportées aux foires ou marchés; on l'acquittait en argent ou en denrées.

[2] Le bailliage était alors constitué à Saint-Maximin.

[3] Le trezain était une sorte de droit de mutation dont fut exempte par ce privilége la communauté de Saint-Maximin.

Les droits de *lods* et *trezain* étaient un impôt qu'on payait au seigneur toutes les fois qu'on vendait ou achetait des terres dans les limites de la seigneurie, et comme Saint-Maximin

jura et habebunt libera[1] in dicta terra ejusque territorio possint cum voluntate alienare ac vendere absque aliquo jure trezeni solvendo pro eis nostre curie prout est solvi solutum ab antiquo jure superioris dominii[2] ipsi curie et cujuslibet alterius semper salvo. — Concedentes eis nichilominus quod possessiones seu bona stabilia que habent libera inibi et absque stabilia que habent libera inibi[3] et absque cujuslibet onere servitutis possint locare vel concedere ad acaptum, cui vel quibus voluerint sive ad certam partem vel ad certum annuum censum salvis juribus supra dictis.

VI. — *De verbis injuriosis pacificatis infra decendium, si inquisitio fuerit inchoata vel facta, jubetur cancellari*[4].

De injuriis autem dictis vel verbis injuriosis committendis absque instancia injuriam passi inquisitionem fieri prohibemus, et si de hujusmodi verbis injuriosis accusationem vel inquisitionem fieri contingat et infra decendium passi et inferentis injuriam componant ad invicem vel

était ville royale appartenant au domaine du comte de Provence, c'était à ce prince qu'était dû ce droit.

Le droit de *lods* était un droit ordinairement du treizième; aussi en Provence le *lods* et le *trezain* étaient synonymes, mais quelquefois pourtant le lods était moins du treizième.

« ..... Habet dominus noster rex in villâ S. Maximini super possessionibus que servitium faciunt trezenum cum venduntur, in franquis cum venduntur non habet trezenum juxta privilegia ville S. Maximini concessa...... » (*Information prise par le clavaire de Saint-Maximin le* 6 *novembre* 1308, *en vertu des lettres de commission de Jean Cabassol, maître rational de la chambre des comptes.* — Arch. comm.)

La cour royale percevait le trezain à Saint-Maximin pour la vente ou transfert des maisons, vignes, terres et possessions à raison de vingt deniers pour chaque livre de la monnaie avec laquelle étaient achetées ou vendues ces possessions. (*Leopardus,* 1332.)

[1] *Biens libres*, c'est-à-dire en *franc alleu*, ceux qui étaient francs de toutes censes et charges féodales.

[2] Sauf le droit de haute juridiction : « Item habet dominus noster rex in villa S. Maximini merum et mixtum imperium et omnimodam jurisdictionem et illa que ad merum et mixtum imperium et omnimodam jurisdictionem pertinere dinoscuntur. » (*Information du clavaire,* 1308).

[3] *Sic.*

[4] On remarquera le mélange de prescriptions diverses qui existent dans ces statuts; l'unité de matière, l'ordre et la régularité des dispositions ne faisaient point leur principal mérite. Il s'agit ici de la nullité de l'information des injures, quand les parties se repatriaient dans les dix jours.

pacem inde faciant nostreque constet curie de compositione vel eadem pace infra predictum decendium facta accusatio predicta vel inquisitio annulletur nec aliqua infra, vel post predictum decendium condempnatio ex inde subsequatur.

VII. — *Capitulum de super ordinandis et instituendis hominibus consiliariis ville*[1].

Concedimus insuper et mandamus ut anno quolibet statuantur decem homines de sufficiencioribus et legalioribus dicte terre per ipsius terre bajulos qui erunt pro tempore eligendi, super ordinandis et statuendis cum assensu et voluntate bajulorum ipsorum, omnibus et singulis que nostrum et heredum nostrorum honorem respiciant et bonum statum ac comodum eorumdem : mutandi deinde in fine anni cujuslibet cum

[1] Ce chapitre est relatif à l'établissement du conseil; dix conseillers devaient être choisis parmi les hommes les plus capables et les plus dignes par les baillis, pour régler avec l'assentiment de ces baillis tout ce qui concerne le bien et l'intérêt de la ville, et ces dix conseillers à la fin de chaque année concouraient à l'élection de leurs successeurs. (Ce nombre d'administrateurs des affaires communes fixé à dix, ainsi que dans beaucoup d'autres villes, semble être une continuation traditionnelle des dix premiers de la curie, *decem primi,* dans le régime municipal romain, ainsi que le fait observer Augustin Thierry, *Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du tiers état*, t. II, p. 60.)

Ces baillis et conseillers désignaient *trois estimateurs* pour juger les différends relatifs aux termes, limites, fossés et chemins, régler ce qui concerne les rues, traverses, murs et égouts des maisons, sans recours au juge. Le bailli était tenu de faire exécuter l'ordonnance, ainsi que nous le verrons dans la charte suivante.

Ces mêmes baillis et conseillers élisaient encore *trois peseurs publics* pour veiller au poids du pain, à la mesure du vin et des autres denrées, et pour punir d'une amende les transgresseurs des règlements.

Le conseil ne pouvait s'assembler qu'avec l'autorisation du bailli; cette convocation se faisait à son de trompe, et chacun des conseillers était tenu de prêter serment de rendre bon et loyal conseil.

Cette organisation est assez remarquable; elle porte l'empreinte du régime municipal qui, dans les siècles antérieurs, avait obtenu un si puissant développement en Provence, et c'est une tradition vivante des institutions anciennes que nous voyons reparaître ici avec des modifications imposées par les circonstances. Ainsi un trait caractéristique du nouveau régime, c'est l'incessante intervention du bailli, représentant de la puissance royale; l'indépendance est loin d'être aussi complète que dans les gouvernements municipaux antérieurs, qui étaient pour ainsi dire souverains; et cette intervention des officiers royaux continua de s'accroître si généralement partout dans les siècles postérieurs, qu'aux états généraux

consilio precedenti anno electorum. Dictique bajuli cum consilio predictorum decem hominum electorum eligant tres alios probos viros[1] ejusdem loci ad audiendas, dirimendas et terminandas questiones omnes que inter habitatores dicti loci verti contigerit ratione terminorum et finium vallatorum et caminorum, nec non ad carrerias ordinandas, traversias, parietes, adaygueria et stillicidia domorum, ac similia, quorum trium proborum virorum arbitrio et determinatione stetur per altercantes super hiis vel similibus; ita tamen quod si dicti tres altercantes ipsos minus debito in hiis opprimerent vel gravarent liceat eis ad judicem dicte terre per modum appellationis vel querele habere recursum quem audire eos volumus absque solutione propter ea salarii alicujus et gravamen indebitum prout justum fuerit removeret[1].

de 1614 le tiers état, réclamant contre l'envahissement par le pouvoir central des anciens droits municipaux, demanda que les magistrats des villes fussent nommés par l'élection sans l'intervention et hors de la présence des officiers royaux.

Toutefois, c'était à la prière et sur l'initiative des habitants qu'étaient accordées les libertés des villes par les souverains. Le comte n'intervenait ordinairement que sur la demande formelle des communautés pour approuver les demandes qui lui étaient soumises; c'étaient elles qui provoquaient les concessions qui leur étaient octroyées.

« Rien dans notre histoire, dit M. de la Plane, rien absolument n'autorise à penser que nos villes essentiellement municipales aient jamais été régies autrement que par le droit en vertu duquel elles existaient. Ainsi, les changements opérés au quatorzième siècle dans leur administration ne furent point des concessions nouvelles, de nouveaux droits conférés par le prince, mais des mesures purement réglementaires qu'il autorisa.... » (*Hist. de Sisteron*, t. I, p. 120.)

Les communes en Provence ne furent jamais précisément une concession royale, elles ne devaient pas non plus leur origine à l'insurrection populaire. Une tradition immémoriale était la base de leur existence qu'accrurent et développèrent les souverains comtes de Provence. « Chez nous, disait l'assesseur Pascalis en 1756, les communes ne sont point des concessions; les élections, point des priviléges; leur possession n'a point de commencement et ne saurait avoir de fin sans oppression manifeste. » (*Pascalis*, *Étude sur la fin de la constitution provençale*, par Ch. de Ribbe.)

[1] Ces *probi homines* portèrent à Saint-Maximin le nom d'*estimateurs;* dans diverses villes de Provence ils s'appelèrent *cominaux*. Le cominalat est une institution toute provençale qu'on ne retrouve pas ailleurs et qui eut un grand développement dans certaines localités. (Voir Guichard, *Essai hist. sur le cominalat dans la ville de Digne.*)

[2] *Removere*. La correction se trouve en marge, d'une écriture plus récente.

Le juge ne peut réclamer aucun salaire. Ce n'était qu'en appel qu'on pouvait s'adresser à lui. Les estimateurs jurés de la ville connaissaient seuls de toutes ces causes en première instance.

VIII. — *Capitulum de ordinandis ponderatoribus et allialatoribus*[1] *ville*[2].

Predicti etiam bajuli eligant annis singulis cum deliberatione dictorum decem consiliariorum tres alios probos viros de terra ipsa, qui habeant ponderare panem venalem ut sit justi ponderis juxta quod bladum communiter emitur et venditur, ac mensurare vinum et alia quelibet que in pondere et mensura consistunt ad mensuras per eos signo curie consignandas; et si qui invenientur falsas tenere mensuras aut pondera aut uti eisdem exigere a quolibet transgressore hujusmodi falsa pondera et mensuras et penam etiam quinque solidorum quorum duas partes dicto conventui fratrum ipsorum et reliquam terciam partem predictis mensuratoribus statuendis applicari jubemus.

VIIII. — *De concessione quam facere tenetur bajulus pro consilio.*

Et cum dicti bajuli per aliquem aut aliquos ex predictis consiliariis requirentur, teneantur consilium ipsum facere voce preconia congregari, ita tamen quod dicti bajuli circa hoc ex justa causa et rationabili requiratur, dictique consiliarii juramento astricti in locum ad dictum consilium assignatum venire teneantur, et in consilio ipso sub juramento similiter eorum bonum et legale consilium adhibere.

X. — *Capitulum de lata non solvenda in prima petitione nec ullo modo debetur*[3].

In querimoniis autem peccuniariis vel aliis extimandis aut non extimandis que in curia ejusdem loci fieri contigerit lata non detur in prima

[1] *Talliatoribus.*

[2] *Est alia, vide infra* XXXVII. (En marge, d'une écriture plus récente.)

[3] On lit en marge : *Des lates.*

Le droit de latte était la taxe imposée au débiteur en retard. Il n'était dû, d'après cet article, qu'à la seconde demande en justice. On voit apparaître cette exception dans la plupart des statuts concédés par les comtes de Provence aux diverses communautés de leurs États. Nous la retrouverons de nouveau plus tard dans les statuts de la reine Marie.

Il y avait en Provence la latte simple et la latte triple. La latte simple était due par le seul fait de la demande devant le juge; la latte triple était due lorsque le débiteur niait la dette.

Ce droit était de neuf deniers par florin pour latte simple et de vingt-sept deniers pour latte triple. (Guichard, *Essai sur le cominalat dans la ville de Digne,* t. I, p. 22 et 23.)

Sequitur infra secundum privilegium continens inde multa capitula [1].

XIIII. — *Et primo capitulum de syndicatu officialium.*

Karolus secundus, Dei gracia rex Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Folcalquerii comes, presentis scripti serie notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod nos supplicationibus universitatis hominum ville Sancti Maximini, nostrorum fidelium benignus annuentes eis graciose concessimus, quod judices, bajuli, ceterique officiales regii qui in eadem villa sunt et pro tempore fuerint in villa ipsa, per quadraginta dies a die amotionis eorum ab officiis gestis per eos remanere teneantur [2] et debeant de se conquerentibus responsuri caute, per eos idoneos sub pena quinquaginta librarum coronatorum, ut tam diu inde discedere non presumant quamdiu satisfacere distulerint vel de satisfaciendo cognitionem judicis ville ipsius satisdederint dampna passis.

XV. — *Capitulum de justicia ministranda per officiales taliter ut non opporteat exire recurrere alibi.*

Item quod habitatoribus omnibus dicte ville tam in agendo quam in defendendo quocumque inter se experiantur judicis genere super civilibus mere et originaliter in eadem villa justicia ministretur, nec pro habenda vel alibi querenda justicia eos exire opporteat villam ipsam.

[1] Ce privilége, concédé deux ans après le premier, sur la réquisition accoutumée des habitants, contient des dispositions très-importantes en leur faveur, surtout relativement à l'administration de la justice, entre autres la faculté pour eux d'avoir tous leurs procès jugés à Saint-Maximin en matière civile, sauf appel à Aix (le comte ne se réservant que les causes criminelles), et celle aussi d'avoir des syndics ou procureurs tant en demandant qu'en défendant, contre toutes personnes, excepté toutefois les comtes de Provence.

[2] Les officiers royaux en sortant de charge étaient tenus de faire leur syndicat pendant le laps de quarante jours, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient, sous peine de cinquante livres couronnats, quitter Saint-Maximin pendant ce temps, afin d'avoir à répondre aux plaintes qui pourraient s'élever contre eux relativement à leur gestion. Ce syndicat était dans beaucoup de localités seulement de quinze jours.

XVI. — *Capitulum de non solvendo injuste cancellagium*[1].

Item quod si aliqua persona ville predicte in ea captivitati seu carceri mancipetur injuste nichil de prosonagio solvere teneatur.

XVII. — *Capitulum de syndicis universitati vel ville concedendis.*

Item quod ipsa universitas habere possit syndicos vel actores tam in agendo quam in defedendo[2] contra quascumque personas nobis heredibus curiisque nostris dumtaxat exeptis quodque judices ville predicte presentes scilicet et futuri, auctoritatem propriam et assensum prout de jure fuerit premissis absque difficultate qualibet interponant cum per universitatem vel habitatores eosdem ex in inde[3] legitime fuerint requisiti[4].

[1] Le droit d'*écrou*.

[2] *Defendendo.*

[3] *Ex inde.*

[4] Ce sont seulement ici des défenseurs ou agents spéciaux pour les causes litigieuses. — Des syndics furent ensuite chargés des affaires générales de la communauté, ils formèrent le pouvoir exécutif du conseil; dans certaines villes ces agents portaient le titre de consuls, par réminiscence du consulat ancien; et quelquefois aussi les syndics quittèrent leur dénomination pour prendre cette dernière, qui les flattait davantage. « Si le titre de consuls se montre encore, dit A. Thierry, ce n'est qu'une formule sans valeur consacrée par les regrets populaires; du reste, la vanité municipale suffisait pour introduire ce titre dans des villes où le consulat proprement dit n'exista pas même un seul jour.... — Les bourgs de la Provence et du Languedoc tenaient à honneur d'être autorisés légalement à changer le nom de leurs syndics en celui de consuls; des demandes à cet effet eurent lieu jusqu'au dix-huitième siècle. » *Essai sur l'hist. de la formation des progrès du tiers état*, t. II, p. 131. — La communauté de Saint-Maximin sollicita aussi et obtint cette faveur de la part de François Ier. Des lettres patentes de ce roi, données à Évreux le 11 septembre 1517, autorisent, sur sa demande, la communauté de Saint-Maximin à appeler dorénavant ses syndics consuls et son baijli viguier, *ainsi que l'ont fait les gouvernements de plusieurs autres bonnes villes de Provence.*

XVIII. — *De concessione que sit de cartulariis legatis pronotarium deputatum.*

Item quod quilibet dicte ville auctoritate domini patris nostri vel nostra notarius in ultimo testamento ipsius possit sua cartularia sive prothocolla relinquere alii notario regio ville ipsius ydoneo et fideli cujus ydoneitas appellatione remota, mero arbitrio ejusdem ville judicis committatur, nec ipse notarius cujus sit cartularia et prothocolla relinqui contingerit, ante commissa sibi substitutione utetur qua ab eodem judice proinde licentias habeat competentes.

XVIIII. — *De non appellando a sententia judicis ordinarii, nisi Aquis vel Brinonie.*

Item si eveniat quod aliquis ex habitatoribus ipsis appellet a sententia ordinarii judicis dicte ville causa prosequendi appellationem eandem sequi majorem judicem comitatuum Provincie et Forcalquerii ad quem appellatum extitit, nisi in civitatem Aquensem, Brinoniam et in villam predictam nullatenus teneatur.

XX. — *De non faciendo inventarium bonorum alicujus delati nisi convocatis parente proximo dicti delati vel probis duobus dicte ville.*

Item si quando bona alicujus delati sive inculpati de villa prefata super delicto aliquo per curiales regios annotari vel describi contigerit, annotatio ipsa fiat vocatis per curiales eosdem aliquibus ex agnatis proximioribus delati vel inculpati predicti, vel ejusdem ville duobus probis aliis viris qui scripturam unam dicte annotationis retineant similem, ad cautelam ipsius ville, curie remanente.

XXI. — *De constituendis per dominum senescallum vicariis, judicibus, bajulis, castellanis, notariis et aliis officialibus de villa*[1].

Item quod senescalli nostri comitatuum predictorum presens videlicet et futuri creare semper suo loco et tempore debeant de villa predicta vicarios, judices, bajulos, castellanos, notarios et officiales quoslibet alios si tamen ydonei reperiantur ibidem ipsos in diversis dictorum comitatuum partibus statuendo, quorum ydoneitas et ubi statuendi sunt in comitatibus ipsis eorundem senescallorum arbitrio relinquentur.

XXII. — *De transferendo impune et vendenda bona immobilia pro aportando ea ad dictam villam.*

Item quod omnes illi qui causa habitandi et domicilium construendi in memorata villa undecumque venerint, securi et impune possint res suas ad villam transferre predictam et immobilia vendere, salvo jure quolibet alieno.

XXIII. — *De habitatoribus potentibus pro eorum usu facere calcem et depascere averia in locis unde sint.*

Item quod super usu pascendi calcis coquende et quibusdam aliis usibus quod pronominati habitatores habere, debere se asserunt in territoriis vicinorum castrorum a quorum habitatoribus se inde expoliatos et prohibitos usibus illis dicunt, fiat eis jus summarie et de plano per curiam regiam dicte ville.

[1] Il y a ici une énumération importante des officiers royaux à la nomination du sénéchal, qui n'est toutefois point limitative : les *vicaires*, *juges*, *baillis*, *châtelains*, *notaires* et autres. Le bailli à cette époque n'était point seul à rendre la justice; le châtelain remplissait aussi les mêmes fonctions : il avait une cour composée d'un procureur fiscal, d'un notaire ou greffier et de quelques sergents. D'après Papon, les châtelains étaient soumis aux mêmes charges que les notaires. « Nous inférons de là, dit-il, qu'ils n'étaient point nobles, et que leurs fonctions se bornaient à percevoir les droits et les revenus du seigneur. On appelait aussi châtelain le commandant d'un château sous l'autorité du seigneur; il veillait sur les biens qui en dépendaient. » (*Hist. de Provence.*)

XXIIII. — *De favore et observatione quas facere debent bajuli, consilio dicti loci.*

Item quando evenerit quod dicti probi viri jurati ville ipsius ad utilitatem universitatis predicte aliqua duxerint ordinanda bajuli regii qui nunc est, quive pro tempore fuerit ordinationem eandem exequi faciant et inviolabiliter observari, fidelitate nostra et curie nostre juribus semper salvis.

XXV. — *De juramento prestando per officiales in introitu eorum officii.*

Jurabunt insuper officiales regii dicte ville antequam comissa eis officia quomodolibet administrent coram consiliariis ipsis, quod privilegia et statuta servabunt, que dicte ville hominibus graciose per nostram excellenciam sunt concessa [1].

CONCLUSIO PRIVILEGII.

Super his autem universis et singulis, potestates addendi, minuendi, corrigendi et mutandi nobis prout expedire videbitur plenarias reservamur.

In quorum omnium fidem et universitatis predicte cautelam presens scriptum ex inde fieri, et pendenti sigillo majestatis nostre jussimus communiri. — Datum Aquis in absentia prothonotarii regni Sicilie, per magistrum Petrum de Ferreriis decanum Aniciensis, cancellarium dicti regni. Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo septimo, die tercio mensis novembris, undecime indictionis, regnorum nostrorum anno tercio decimo.

[1] Déjà dans la charte précédente il est ordonné aux lieutenants, juges et officiers royaux de Saint-Maximin avant d'entrer en charge de prêter serment d'observer les priviléges concédés aux habitants de cette ville devant le sénéchal; ici il leur est enjoint de prêter serment en présence du conseil assemblé. (On trouve dans les archives communales divers actes de ce serment prêté par le bailli et le notaire, dont les plus anciens sont à la date des 25 mars et 13 avril 1311.)

XXVI. — *Comissio directam per dictam excellentiam bajulo tunc Sancti Maximini de impetu Johannis Campanhani in lesione franquesiarum*[1].

Karolus secundus, Dei gratia rex Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii comes, bajulo Sancti Maximini fideli suo graciam suam et bonam voluntatem. Ob reverenciam beate Marie Magdalene cujus sacratissimum corpus in villa Sancti Maximini per nos divina revelatione repertum. Inibi decoratur et colitur terram ipsam ut status ejus incrementis continuis augeatur, specialium graciarum favoribus honorantes eidem terre ac ipsius universitatis hominibus plura privilegia perpetuo valitura, super certis immunitatibus, libertatibus, provisionibus, ordinationibus, donis et graciis duximus indulgenda interque specialiter indultum esse dinoscitur. Quod liceat cuilibet extraneo ad dictam terram venire, ibique habitare volenti suum illuc cum familia et rebus suis transferre libere incolatum, vel si voluerit possit res suas libere vendere pro suo arbitrio voluntatis.

Nuper autem ex peticionis serie pro parte universorum hominum dicte terre culmini nostro perrecte accepimus quod dum Johannes Campanhani et Stephanus Assaliti[2] ac quidam alii de Monte Mejano[3] vellent ad dictam nostram terram Sancti Maximini ut inibi habitarent accedere; religiosus vir frater Albertus Blacacii preceptor domorum militie Templi de Brachio [4] et Sancto Mauricio predictorum Johannis Stephani et aliorum accessum impediens eorum bona temeritate cepit propria et

[1] Plusieurs infractions avaient eu lieu aux priviléges précédemment accordés; ce n'est ici qu'une injonction au bailli d'en faire exécuter la teneur. Charles déclare encore dans le préambule qu'il désire accroître continuellement ses faveurs envers la ville de Saint-Maximin pour l'honneur de la bienheureuse Marie Madeleine, dont, *par inspiration divine*, il a découvert les ossements sacrés.

Il prescrit qu'il soit permis à tout étranger voulant venir habiter Saint-Maximin, de vendre *librement ses biens selon sa volonté*.

[2] C'est ici une preuve de plus que les noms patronymiques étaient connus en Provence à cette époque parmi les gens du peuple.

[3] Montmeyan.

[4] Les Templiers avaient des possessions à Bras, dans le voisinage de Saint-Maximin.

callus ipse quam Berengarius Cantelmi, miles, consiliarius familiaris noster, quos ad partes ipsas presenti aliter mittimus vobis circa hoc nostre mentis intentum, explicabunt seriosius viva voce, quibus in hiis que vobis referent fidem indubiam prebeatis. Datum Neapolim per Bartholomeum de Capua militem logothecam et prothonotarium regni Sicilie. Anno Domini millesimo CCC° secundo, die quarto januarii, quintedecime indicionis [1], regnorum nostrorum anno decimo septimo [2].

[1] *Indictionis.*

[2] Le Cartulaire ne renferme pas l'acte de confirmation des privilèges de la ville de Saint-Maximin par Charles II (1305). — On le trouve cependant dans les archives communales, et nous le reproduisons plus loin.

XXVIII. — *Incipiunt privilegia et immunitates concessa et concessas per bone memorie dominum nostrum, dominum regem Robertum. De nundinis concessis per dictam excellentiam, scilicet de nundini*[1] *que sint in festo sanctorum Symoni*[2] *et Jude*[3].

Robertus Dei gracia rex Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie, Forcalquerii ac Pedimontis comes, bajulis Sancti Maximini presentibus et futuris fidelibus suis, gratiam suam et bonam voluntatem. Pro parte universitatis hominum dicte terre Sancti Maximini nostrorum fidelium pridem nobis exposito quod in eadem terra homines ipsi habent tres nundinas quarum due tam curie nostre quam eis sunt utiles, quodque relique tercie nundine quoniam non fuerunt posite et assignate in bono tempore nichil valent nullaque utilitas provenit ex eisdem, et si mutarent in bono tempore,

[1] *Nundinis.*

[2] *Symonis.*

[3] Ce statut nous fait connaître qu'au quatorzième siècle il existait trois foires à Saint-Maximin. L'une de ces foires était mal placée; les habitants de Saint-Maximin en demandèrent le changement. Le roi Robert fit droit à leur requête; elle fut fixée à la veille de la fête de saint Simon et de saint Jude (28 octobre), et devait durer trois jours. Ce changement eut lieu d'après l'avis du bailli et de trente *probi homines*, consultés à ce sujet, dont les noms sont mentionnés. (Plusieurs de ces noms patronymiques subsistent encore aujourd'hui dans la localité.) 1320.

Ces *probi homines* composaient probablement le conseil général de la communauté (*parlamentum publicum*).

Il y avait le conseil ordinaire pour les affaires ordinaires, et le conseil général pour celles d'une importance supérieure.

Le roi Robert avait accordé au prieur du couvent de Saint-Maximin le droit d'assister aux délibérations du conseil; on était obligé, sous peine de nullité de la délibération, d'aller l'appeler à son de trompe à la porte du couvent; une place particulière lui était réservée dans l'assemblée, mais il était tenu de garder le secret sur les délibérations, sauf celles concernant les affaires du couvent.

Ce même prince, par une charte du 11 avril 1340, avait aussi ordonné que les magistrats et officiers royaux de Saint-Maximin, avant d'entrer en charge, prêteraient serment entre les mains du sénéchal de respecter les priviléges du couvent. Louis II autorisa qu'en l'absence du sénéchal ce serment fût prêté sur le maître-autel de l'église et en présence du prieur (formalité qui a été observée jusqu'à l'époque de la révolution).

forent utiles ipsis hominibus et nostre curie reditus augerentur, et pro eadem parte humiliter supplicato ut ipsas tercias nundinas consignari mandare in bono tempore dignaremur nos consulto procedere in hoc volentes commisimus tibi presenti bajulo quod inde diligenter inquireres et majestati nostre rescriberes quidquid exinde invenires; secuto quod de premissis inquisivisti una cum consilio et subscriptis probis viris de predicta Sancti Maximini qui proinde petiterunt ad sancta Dei Evangelia juramentum et per inquisitionem ipsam per te et eos inventum fuit, quod si predicte tercie nundine mutarentur et consignarentur beatorum apostolorum Symonis et Jude trium dierum spacio durature, tam in universitatis hominum dicte terre Sancti Maximini compendium quam in augmentum reddituum nostre curie redundarent : prout transmisse nobis littere responsales tam in presentis bajuli quam curie nostre predicte terre Sancti Maximini sigillo munite plenius et distinctius continent et declarant. Nunc igitur pro parte jam dicte universitatis majestati nostre humiliter supplicando quod predictas tercias nundinas commutare et consignare in die predicte vigilie sanctorum Symonis et Jude trium dierum spatio duraturas benignius dignaremur, nos ex benignitate nobis innata tam universitatis ejusdem quam curie nostre compendio providentes et propterea hujusmodi supplicationibus annuentes cum de premissis per predictas responsales litteras nobis constet commutationem et consignationem predictarum terciarum nundinarum in predicto die vigilie beatorum apostolorum Symonis et Jude tribus diebus inclusive immediate sequentibus duraturarum, dummodo id fieri possit et fiat absque dispendio reipublice et prejudicio vicinorum ducimus concedendas, quo circa fidelitati vestre precipimus, quatinus tam tu ipse presens bajule, quam vos alii successive futuri, concessionem nostram hujusmodi prout prescribitur observatis proviso quod jus lesdarum et sportularum[1] nullatenus in aliquo minuatur, nomina vero dictorum proborum virorum juratorum hec esse predicte responsales littere continebant videlicet : Magister Hugo de gardia, Hugo bruni, Gaufridus

[1] Droits que l'on prélevait aux foires.

parisii, Hugo ayraudi, Petrus bruni, Guillelmus trosselli, Petrus arnolphi, Bernardus talardi, Johannes gossoleni, Guillelmus veyrerii, Bertrandus rossoli, Petrus saturnini, Nicholaus bermondi, Gaufridus mureti, Petrus michaelis, Petrus alcana, Johannes colla, Petrus berengarii miles, Johannes feutrerii, Hugo giraudi, Raymundus saturnini, Johannes feutrerii, Petrus garini, Isnardus rabia, Isnardus tergati, Bertrandus allaudi, Guillelmus gallendoli, Petrus veirerii, et Jacobus garini[1], presentes autem litteras post inspectionem earum oportunam restitui volumus presentati efficaciter in antea valituras. Datum Aquis, per Matheum Filmarinum de Neapoli utriusque juris professorem, locum tenentem prothonotarii regni Sicilie, dilectum consiliarium familiarem et fidelem nostrum. Anno Domini millesimo trecentesimo XX°, die XX° decembris, IIII° indictionis, regnorum nostrorum anno XII°.

[1] Dans le manuscrit, les prénoms seuls ont l'initiale majuscule.

XXVIIII. — *Retentio facta per dictam excellenciam de dirutione*[1] *domorum edificatarum super menia et vallata ac postatorum supra carreria*[2] *edificatorum*[3].

Robertus, Dei gracia rex Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii ac Pedemontis comes, venerabili in Christo patri R. Troyaneno episcopo et Nicholao Virtiallo de Neapoli, utriusque juris professori, inquisitoribus nostris in dictis comitantibus ordinatis, dilectis consiliariis familiaribus et fidelibus nostris graciam et bonam voluntatem. Pro parte universitatis hominum Sancti Maximini nostrorum fidelium habet expositio. Querula noviter facta nobis quod vos preconizari mandastis, seu preconizari facere intenditis in loco ipso inter alia capitula infrascripta videlicet : Quod quecumque persona habens domos vel hedificia magna vel parva, supra menia vel

[1] *Diruptione.*

[2] *Carrerias.*

[3] Le roi Robert avait donné mission à deux inspecteurs de visiter les châteaux et les villes de Provence pour veiller à leurs fortifications. Ces inspecteurs ordonnèrent la démolition des maisons construites sur les remparts ou dans les fossés, et de plus l'enlèvement des tables, bancs, et généralement de tout ce qui gênait la circulation des rues, dans un délai très-court et sous peine d'amende : les habitants de Saint-Maximin, effrayés de la rigueur de ces ordres, eurent recours au roi Robert, qui, par ce second privilége, accédant à la supplication des habitants, à cause de leur fidélité, se réserve le droit de faire démolir lui-même les constructions établies sur les remparts et dans les fossés, ainsi que les bancs, tables, portiques élevés dans les rues ou sur les chemins (1323), et il retire à ses inspecteurs la connaissance de ces faits.

Ces remparts avaient été construits sous Charles II, en même temps qu'on travaillait à l'église et au couvent, car nous trouvons dans les archives communales une quittance de quatre-vingts florins d'or pour payement du prix fait des portes et des murailles neuves de la ville, en date du 24 juillet 1306. Il paraît qu'il y avait beaucoup de constructions adhérentes à ces remparts ou établies sur l'emplacement des fossés. Il y avait aussi dans les rues, au-devant des maisons, des piliers soutenant des arcades, ainsi que nous le voyons dans un extrait des registres du clavaire de Brignoles et de Saint-Maximin de l'année 1339. (Un privilége semblable avait été accordé à la ville de Digne, en date du 7 mai 1323. Cette charte, postérieure de huit jours, est conçue presque littéralement dans les mêmes termes; on la trouve reproduite dans l'*Essai historique sur le cominalat*, par M. Guichard, t. II.)

in vallatis seu fossatis, illam [1] amoveat infra certum terminum in preconizatione hujusmodi expressatum seu eciam expressandum sub pena centum librarum, alias lapso dicto termino ea dirui faceretis et nichilominus penam exigeretis eandem. Item quod quecumque persona habens tabulas, bancas seu porcilia hedificata seu murata in carreriis seu viis vel annanno [2] seu postates vel alia hedificia supra vias publicas infra triduum illa faciant amoveri sub pena decem librarum, alias lapso dicto termino illa dirui faceretis similiter et exigi dictam penam. — Ex quibus homines ipsi cernentes multipliciter se gravari provisionis nostre remedium suppliciter postularunt. Nos ergo propter ipsorum hominum fidelitatis merita quibus eis erga predecessores nostros et nos vigere cognovimus negocium hujusmodi de manibus vestris harum serie revocantes, illud ad manus nostras de certa nostra scientia duximus retinendum, fidelitati vestre mandantes expresse quatenus pretextu preconizationum ipsarum factarum vel forsitan fiendarum adversus homines in personis vel rebus eorum nullatenus in aliquo procedatis, nec exequtionem aliquam propterea faciatis quousque aliud majestas nostra duxerit ordinandum. Volumus tamen quod ex hoc nullum nostre curie generetur prejudicium in futurum, presentibus remanentibus presentanti.

Datum Avenione, per magistrum Matheum Filiarium de Neapoli, utriusque juris professorem, locum tenentem prothonotarii regni Sicilie, dilectum consiliarium familiarem et fidelem nostrum, anno Domini millesimo CCC° vicesimo tercio, die penultimo aprilis, VI° indictionis. Regnorum nostrorum anno quarto decimo.

[1] *Illa.*
[2] *Anuanna.* — Correction en marge d'une écriture plus récente.

Incipiunt privilegia et libertates concessa dicte universati Sancti Maximini per regiam et reginalem majestatem dominorum nostrorum domini Ludovici regis et domine Johanne regine[1].

Ludovicus et Johanna, Dei gratia rex et regina Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Folcalquerii ac Pedimontis comites, universis presentis privilegii seriem inspecturis, tam presentibus quam futuris. Si premia conferuntur hominibus, retributiones merentibus impenduntur, in honore divine clementie, a qua cunctaque habet recipit humana conditio, largitiones sunt exhibende prestantius et concesse ab aliis promptis affectibus munificentius ampliande.

Et primo concessio et confirmatio omnium privilegiorum.

Sane prout patet apertius, clare memorie dominus rex Karolus secundus, Jerusalem et Sicilie rex illustris, proavus noster et dominus reverendus, ad beate Marie Magdalene corpus, per eum inventum spiratione divina, quod in terra nostra Sancti Maximini de comitatu Provincie supradicto, devote quiescit, sincerum habens devotionis fervorem, ob illius reverentiam et beati Dominici confessoris honorabilem conventum fratrum predicatorum ordinis confessoris ejusdem ad celebrandum divina in ecclesia ipsius gloriose martiris ordinari providit, et proinde hominibus dicte terre, quos apud eum comprobabat zelus fidei illibate; nonnullas immunitates et indulta de innata sibi clementia ab ipsius beate

[1] Les habitants de Saint-Maximin avaient naturellement le plus grand intérêt au maintien des priviléges qu'ils avaient obtenus du comte Charles II; aussi après le couronnement de la reine Jeanne et de son second mari, Louis de Tarente (22 mai 1352), s'empressèrent-ils de demander par l'intermédiaire du chevalier Amielh Gassoli, leur chambellan (qui était de Saint-Maximin), la confirmation de ces priviléges, avec diverses additions que Louis et Jeanne accordèrent le 15 juillet 1352, pour l'honneur et révérence de la bienheureuse Madeleine et du confesseur saint Dominique.

Ce privilége n'est qu'une reproduction littérale d'un grand nombre de chapitres des deux premiers statuts de Charles II, avec une addition à chacun de ces chapitres pour le compléter. Il n'y a que trois dispositions entièrement nouvelles qui le terminent.

Marie Magdalene et confessoris ejusdem laudem graciose concessit[1], prout hec et alia, in privilegia et litteris hominibus ipsis proinde concessis, in nostra curia, sub quorundam transumptorum in forma publica reddactorum, ostensis ac etiam presentatis inspectisque propterea plenius continentur noviter autem instante apud majestatis nostre presenciam Amelio Gassolo[2] de Sancto Maximino predicto milite, cambellano

[1] D'après ces termes, Charles II avait gracieusement et de sa propre autorité concédé ces priviléges. En effet, l'intervention royale était alors indispensable pour les obtenir. Le rôle des habitants des villes se bornait à les réclamer, et, disons-le à l'honneur de nos princes provençaux, jamais ces réclamations ne furent vaines et les concessions longtemps attendues.

[2] Amielh Gassoli, en récompense des services rendus par lui et les siens, avait précédemment obtenu de la reine Jeanne une rente de *cent onces d'or, du poids général,* à prendre sur les droits et revenus royaux de Saint-Maximin; mais comme les religieux prélevaient annuellement deux cent cinquante livres de couronnats sur ces mêmes droits, la reine accorde à Gassoli, en compensation de ces cent onces, 166 florins d'or 12 sols provençaux sur les revenus de Saint-Maximin, et pour complément tous les droits de la cour sur les terres du bailliage de Barjols, avec pleine et entière juridiction.

La charte qui contient cette libéralité renferme une curieuse indication du montant de divers droits royaux à Saint-Maximin, sur lesquels devaient être pris les 166 florins 12 sols provençaux; ce sont ceux-ci :

Les droits de *marché*, vendus tous les ans 34 livres 4 sols 2 deniers couronnats;

Les droits d'*encan*, vendus 14 livres;

Les droits du *poids du blé* et de la *farine*, vendus 11 livres de la même monnaie, et les autres services montant à 9 livres par an, ensemble avec les *lods* et *trezains,* ainsi que les droits de place publique, vendus tous les ans 10 livres;

Les droits de *halle,* 2 livres, et ceux d'*Albergue*, acquittés à Saint-Michel à raison de 26 livres 10 sols 2 deniers 3 pictes couronnats, tous droits qui sont estimés monter ensemble à 166 florins 12 sols, qu'Amielh Gassoli devait retirer directement sans passer par les mains des clavaires.

Ces lettres patentes sont datées de Naples, du 19 août 1348; leur copie, qui se trouve dans les archives communales de Saint-Maximin, a été extraite du registre *Crucis et potentiæ,* fol. 66 v°, autrefois conservé aux archives du Roi en Provence, avec ce titre : *Privilegium concessum domino Amelio Cassoli, de assignatione certorum jurium S. Maximini facta eidem.*

Cette pièce a son importance historique, parce qu'elle fournit un document de plus au chapitre des libéralités excessives de la reine Jeanne.

Parmi les autres droits de la ville de Saint-Maximin que percevait la cour royale, il faut compter celui de 25 livres perçues, chaque année, au carnaval, sur la boucherie; de plus, la cour possédait une maison au-dessus du local de la boucherie, arrentée 50 sols, et aussi 15 livres de la vieille boucherie. — Elle possédait encore une maison pour y rendre la justice, avec une cloche. En 1300, l'élargissement de la rue où cette maison se trouvait située obligea la ville à une indemnité de 60 sols envers la cour. (Arch. comm.)

familiari et fideli nostro, pro parte universitatis hominum ejusdem terre, nostrorum fidelium dilectorum fuit per eum ejusdem majestati nostre devote et humiliter supplicatum; ut cum inter alia hominibus ipsis, premisso modo indulta pariter et concessa per eumdem clare memorie dominum regem Karolum secundum subscripta indulta sint, prout jacent ad litteras in eisdem privilegiis signanter et particulariter denotata. — Expediatque hominibus ipsis pro bono statu eorum indulta hujusmodi et ipsorum quodlibet habere prout subsequitur cum infrascriptis adjectionibus declarata, quatinus ob reverentiam ejusdem beate Marie Magdalene et confessoris ipsius, cum eis benigne agentes indulcta ipsa et ipsorum quolibet cum scriptis eorum adjectionibus, in uno quoque ipsorum aditis et particulariter declaratis, que pro bono eorum statu, ut predicitur, sunt in eisdem indulctis, per eosdem universitatem et homines, prout subscribitur addi et declarari provise confirmare, ratificare et acceptare, illaque hominibus concedere perpetuo valitura, de speciali gracia caritate dominica dignaremur. — Nos igitur eorumdem progenitorum nostrorum vestigia illa presertim perque cultui reverencie divine prospicitur, promptis affectibus imitantes et delectabiliter ad augentes et habentes alias ad ipsam ecclesiam opus manuum [1] ejusdem clare memorie domini Albani nostri Jerusalem et Sicilie regis illustris specialis caritatis affectum, et volentes proinde indulcta hujusmodi ob reverenciam ejusdem beate martiris per eum hominibus ipsis concessa, non minui seu augeri, hujusmodi eorum supplicationibus benignius ex auditis, indulcta ipsa cum eorum adjectionibus que secuntur in eorum quorumlibet declaratis harum serie de certa nostra scientia et speciali gracia eidem universitati et hominibus generaliter et specialiter perpetuo valitura, ratificanda et concedenda duximus ac eciam confirmanda. Volentes et de ipsa nostra sciencia decernentes expresse quod hujusmodi nostra concessio, ratificatio, confirmatio specialis cum adjectionibus eorumdem eidem universitati et hominibus, perpetuo efficaciter et incomutabiliter sint reales. Indulcta

[1] La reine Jeanne avait fait continuer l'église de Saint-Maximin, fondée par Charles II.

vero ipsa prout concessa fore noscuntur et adjectiones in illis et ipsorum quolibet ut predite, addite ac eciam declarate, quas duximus ut predicitur, confirmandas sunt hec, videlicet :

XXX. — *De nichil accipiendo pro carceragio ab aliquo incarcerato injuste detento. — Sequitur infra tenor additionis.*

Tenor indulti prout jacet ad litteras.

Item quod si aliqua persona ville predicte in ea captivitati seu carceri mancipetur injuste, nichil de presonagio solvere teneatur. — Tenor addicionis in ipso secute : nec carcerarii sub pena ammotionis eorum officii, nichil ab eis petere nec recipere teneantur, et hoc sit in arbitrio judicis vel vicejudicis dicte ville.

Tenor alterius indulti.

XXXI. — *Quod notarius habitans villam Sancti Maximini, in suo testamento possit relinquere cartularia sua alii notario de villa.*

Item quod quilibet dicte ville auctoritate domini patris nostri vel nostra, notarius in ultimo testamento ipsius possit cartularia sua seu prothocolla relinquere alii notario regio ville ipsius ydoneo et fideli, cujus ydoneitas, appellatione remota, mero arbitrio ejusdem ville judicis comittantur[1], nec ipse notarius cui sint cartularia et prothocolla relinqui contigerit ante commissa sibi substitutione utetur, quam ab eodem judice proinde licenciam habeat competentem. Tenor addicionis. Et eciam auctoritate predecessorum nostrorum notarius.

XXXII. — *De exsecutione fieri mandata rerum ordinatarum per probos juratos ville predicte Sancti Maximini, et inde sequitur addicio.*

Tenor alterius.

Item quando evenerit quod dicti probi viri jurati ville ipsius ad utilitatem universitatis ipsius aliqua duxerint ordinanda, bajuli regii qui nunc est, quive pro tempore fuerint, ordinationem eandem exequi faciant et

[1] *Committatur.*

inviolabiliter observari, fidelitate nostra et curie nostre juribus semper salvis. Tenor addicionis. Et similiter faciant judices, vel eorum alter ac locum tenentes pariter eorumdem [1].

XXXIII. — *De inhibitione jussa dominis circumvicinis eorum hominibus portantibus ligna et res alias ad vendendum.*

Tenor alterius.

Inhibemus insuper dominis castra et jurisdictiones habentibus infra bajuliam dicte terre Sancti Maximini, ne quis eorum hominibus seu vassalis ipsorum prohibeat quominus homines ipsi ligna et res alias ad terram eandem deferant ad vendendum [2]. — Tenor addicionis. — Et si preconizationes vel alias inhibitiones generales facerent debeant in predicto casu, in preconizationibus et inhibitionibus ipsis excipere dictam villam.

XXXIIII. — *De verbis injuriosis infra decendium pacificatis si inquisitio fuit inchoata jubetur cancellari de cartulariis.*

Tenor alterius.

☞ De injuriis autem dictis vel verbis injuriosis comittendis, absque injurias instantia passi, inquisitionem fieri prohibemus; et si de hujusmodi verbis injuriosis accusationem vel inquisitionem fieri contingat, et infra decendium passi et inferentis injuriam componant ad invicem vel pacem inde faciant nostreque constet curie de compositione vel eadem pace infra predictum decendium facta accusatio predicta vel inquisitio annulletur, vel aliqua infra vel post predictum decendium condempnatio subsequatur [3]. — Tenor addicionis. — Et notarii curie qui pro tempore fuerint, quive inquisitiones easdem inchoaverint, teneantur ipsas cancellare de cartulariis et nichil inde recipere valeant.

[1] Les juges ou leurs lieutenants sont assimilés aux baillis, relativement à leur intervention dans ces priviléges.

[2] *Pro hominibus de Oleriis. Vide supra*, c. XXVI. (Note en marge.) Aussi regardez *Charolus secundus*, *a.* XXVI. (Note aussi en marge d'une écriture plus récente.)

[3] *Vide VI.* (Note en marge.)

XXXV. — *De super ordinandis et instituendis hominibus consiliariis ville Sancti Maximini et cum assensu et consensu.*

Tenor alterius.

Concedimus insuper et mandamus ut anno quolibet statuantur decem homines de sufficientioribus et legalioribus dicte terre, per ipsius terre bajulos qui erunt pro tempore eligendi, super ordinandis et statuendis cum assensu et voluntate bajulorum ipsorum omnibus et singulis que nostrum et heredum nostrorum respiciant honorem et bonum statum ac comodum eorumdem, mutandis deinde in fine anni cujuslibet de consilio precedenti anno electorum. — Tenor addicionis. — Et cum assensu bajulorum ipsorum et judicum vel locatenentium eorumdem [1].

XXXVI. — *De super ordinandis et instituendis probis hominibus qui sint super questiones finium, caminorum et vallatorum* [2].

Tenor alterius.

Dictique bajuli cum consilio predictorum decem hominum electorum eligant tres alios probos viros ejusdem loci, ad audiendas, dirruendas, et determinandas questiones omnes que inter habitatores dicti loci nostri contingerit, ratione terminorum et finium vallatorum et caminorum necnon ad carrerias ordinandas, traversias, parietes, asayguería [3] et stillicidia domorum ac similia quorum trium proborum virorum arbitrio et determinationi stetur per altercantes super his vel similibus. Ita tamen quod si dicti tres altercantes ipsos minus debito in hiis opprimerent vel gravarent, liceat eis ad judicem dicte terre per modum appellationis vel querele habere recursum, quem audire volumus absque solutione propter ea salarii alicujus et gravamen indebitum prout fuerit removere. — Tenor addicionis. — Et cum consilio judicum vel locatenentium eorumdem.

[1] Le consentement des juges ou de leurs lieutenants est alors exigé, comme celui des baillis, dans le choix des conseillers. Il en est de même pour celui des estimateurs et des peseurs publics.

[2] *Estimateurs. Vide VII.* (Note en marge.)

[3] *Adayguería.*

XXXVII. — *Quod bajuli eligant cum deliberatione consilii tres probos homines de villa qui habeant ponderare panem venalem, juxta ordinatorum expressa*[1].

Tenor alterius.

Predicti eciam bajuli eligant annis singulis cum deliberatione dictorum decem consiliariorum tres alios probos viros de terra ipsa, qui habeant ponderare panem venalem ut sit justi ponderis juxta quod bladum communiter venditur et emitur, ac mensurare vinum et alia quelibet que in pondere et mensura consistunt, ad mensuras per eos signo curie consignandas. Et si qui invenirentur falsas tenere mensuras aut pondera aut uti eisdem, exigere a quolibet transgressore hujusmodi falsa pondera et mensuras, et penam etiam quinque solidorum quorum duas partes dicto conventui fratrum ipsorum et reliquam terciam partem predictis mensuratoribus statuendis applicari jubemus. — Tenor addicionis. — Et cum deliberatione judicum vel locatenentium eorumdem.

XXXVIII. — *De statuendo consilio anno quolibet cum auctoritate et consensu bajulorum, vel locatenentium eorumdem*[2].

Tenor alterius.

Concedimus insuper et mandamus ut anno quolibet statuantur dicti[3] homines de sufficientioribus et legalioribus ipsius terre, per ipsius terre bajulos qui erunt pro tempore eligendi super ordinandis et statuendis cum assensu et voluntate bajulorum ipsorum omnibus et singulis que nostrum et heredum nostrorum honorem respiciant et bonum statum ac comodum eorumdem, mutandi deinde in fine anni cujuslibet de consilio precedenti anno electorum. — Tenor addicionis. — Et quod ubi bajuli non essent presentes premissa fieri possint per locatenentes ipsorum[4]. —

[1] *Poisateurs.* (Note en marge.)

[2] *Vide VII.* (Note en marge.)

[3] *Decem.* (En marge.)

[4] En l'absence du bailli, son lieutenant peut dès lors autoriser l'établissement annuel du conseil.

Mandantes earumdem vigore presentium senescallis et officialibus aliis nostrorum comitatuum predictorum, ad quos spectat et spectare poterit presentibus et futuris, ut hujusmodi additionibus in eisdem indulctis et ipsorum quolibet ut predicitur particulariter declaratis, diligenter attentis et in omnibus efficaciter observatis contra illarum mentem et seriem, nullatenus attemptare, seu attemptari facere quoquomodo presumant, quinymo eosdem universitatem et homines super illis justi favoris presidio manus teneant, suis vicibus viriliter et defendant, ut universitas ipsa et homines quorum gracias eis collatas, propter eorum probate fidei, sinceritatis constantiam, non minui cupimus seu augeri, impensionis hujusmodi beneficium sentientes, sub ejusdem majestatis nostre clemencia gaudeant premisso modo, privilegiis impetratis. — Et nichilominus ut interne caritatis zelus, quem ad eosdem fideles nostros ob ejusdem beate, jurisdictique beati pariter confessoris reverencia gerimus, per exterioris actus effectum, se patenter exibeat in augmentum gracie pocioris, ad eorumdem supplicationis instanciam eidem majestati nostre humiliter interjecte, eisdem universitati et hominibus per im [1] perpetuum vigore presentium prout subsequitur indulgemus, videlicet :

XXXVIIII. — *De non pignorandis personis banna debentia donec et quousque cognitum esset per bajulos vel judices.*

☞ Quod nulla persona delata in dicto loco de aliquo banno pignorari debeat, nec aliter aggravari, quousque cognitum fuerit per bajulos et judices dicte ville seu locatenentes eorum, dictum bannum deberi vel ne.

XL. — *De non receptando bajulos nisi gratos.*

Et quod senescalli nostri comitatuum eorumdem qui pro tempore fuerint, provideant suis vicibus in villa predicta de bajulo hominibus ipsis grato, pro eorum statu salubriter conservando [2].

[1] *In.*

[2] Cette disposition prouve tout l'intérêt que le roi et la reine portaient à la conservation des priviléges de Saint-Maximin, dont ils prescrivent du reste l'inviolable observation à leurs officiers dans le chapitre suivant.

XLI. — *Capitulum super observatione que ibi expressantur.*

Que quidem indulcta et eorum quodlibet, mandamus et volumus premisso modo per eosdem officiales nostros inviolabiliter observari, nec contra illorum seriem aliqualiter attemptari.

In cujus rei testimonium, fidem perpetuamque memoriam et dictorum hominum cautelam, presens privilegium ex inde fieri et pendentibus majestatis nostre sigillis jussimus communiri.

Item hic sequitur datum privilegii sive litterarum.

Datum Neapoli, per manus Sergii, domini Ursonis de Neapoli, militis, juris civilis professoris, magne nostre curie magistri rationalis, viceprothonotarii regni Sicilie. Anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo secundo, die quinto decimo julii, quinte indictionis. — Regnorum nostri regis anno quarto, nostri[1] vero regine anno decimo.

[1] *Nostre.*

XLII. — *De concessione facta per dictam excellenciam regiam et reginalem universitati ville Sancti Maximini de non donando nec impignorando eandem villam, jura nec redditus ejusdem* [1].

Ludovicus et Johanna, Dei gracia rex et regina Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii ac Pedimontis comites, universis et singulis presentis indulti seriem inspecturis, tam presentibus quam futuris. Progenitorum nostrorum laudanda vestigia, cum se casus exhibet promptis imitamur affectibus et illa per que cultui reverencie divine prospicitur grata, mentis affectione prosequimur, ac delectabiliter adaugemus, ac ne in futurum sentiant diminutionum incomoda, de regie et reginalis auctoritatis nostre presidio illorum dispendia reparamus.

[1] Après le couronnement de la reine Jeanne et de Louis de Tarente, diverses villes de Provence envoyèrent des députés à Naples pour présenter leurs hommages aux nouveaux souverains, obtenir d'eux la confirmation de leurs priviléges et réclamer contre leur aliénation possible. Car il y avait peu de temps que la ville d'Avignon (en 1348) avait été vendue au pape Clément VI pour 80,000 florins d'or de Florence. Les villes d'Aix, de Sisteron, de Tarascon, de Castellane, d'Arles, de Toulon et plusieurs autres adressèrent cette réclamation à la reine. Saint-Maximin avait un canal particulier pour faire parvenir sa demande. Amielh Gassoli devait naturellement se charger de présenter la réquisition de ses compatriotes en cette circonstance, comme dans plusieurs autres, car divers titres constatent les services rendus par ce personnage à sa ville natale.

En effet, Louis et Jeanne déclarèrent, par une charte du 13 juillet 1352, que la ville de Saint-Maximin, avec ses droits, juridictions et attenances quelconques, ne pourrait jamais être aliénée du domaine royal; cassant, rétractant et déclarant nulles et de nul effet toutes donations et concessions qui auraient pu précédemment par eux être faites, de quelque manière et à quelque personne que ce soit.

C'est l'engagement le plus solennel et dans les termes les plus explicites par les princes signataires, pour eux et leurs successeurs, de ne jamais détacher cette ville par une aliénation ou donation quelconque du domaine comtal et de sa juridiction immédiate. Il suffit de lire la teneur de cet acte pour se convaincre de son importance. Il est antérieur de deux jours à celui qui le précède dans le Cartulaire, et qui confirme les statuts de Charles II.

Il est aussi antérieur de quelques mois aux chartes d'union en faveur des villes d'Aix, Toulon, Sisteron, Tarascon, Arles, Nice, etc.

La charte d'union de la ville de Sisteron a été publiée par M. de la Plane dans son *Histoire de Sisteron*, t. I, et celle de Toulon par M. Henry, *Bulletin du ministère de l'instruction publique*, t. II, p. 240.

Hic loquitur regia et reginalis majestas.

Sane instante apud nos noviter Amelio Gassolo, de Sancto Maximino milite, cambellano familiari et fideli nostro, pro parte universitatis hominum ejusdem ville Sancti Maximini, de comitatibus supradictis, nostrorum fidelium dilectorum fuit per eum cum humili devocionis spiritu, majestati nostre attentius supplicatum, ut cum quamvis eadem villa Sancti Maximini, in qua venerabile corpus beate Marie Magdalene, necnon preciosus simul sanguis Domini nostri Jhesu Christi [1], et aliorum sanctorum reliquie conservantur [2], et pro quorum conservatione ob ejusdem martiris reverenciam, per clare memorie dominum regem Karolum secundum Jerusalem et Sicilie, illustrem nostrum proavum et dominum reverendum venerabilis conventus fratrum Predicatorum sub vocabulo beati Dominici confessoris, ad celebrandum inibi divina officia gloriose fuit ordinari [3], provisus ab eo scilicet tempore cujus in contrarium memoria hominum non existit, cum hominibus vassalis, juribus, redditibus et pertinentiis illius omnibus semper fuerit et eciam existat, de antiquo nostro et clare memorie progenitorum nostrorum mero demanio, et dubitent homines ipsi ne per oblivionem vel aliam quamvis causam contingat villam eandem de eodem demanio subtrahi seu per alios vel alium quovis tempore modo aliquo indebite occupari, quatinus tam pro nostre curie et presertim ejusdem venerabilis monasterii, in quo corpus ejusdem venerabilis martiris ut predicitur requiescit, ad quod visitandum cum devotione mentis concurrunt continue diversarum mundi gentium

[1] Le célèbre reliquaire de la *Sainte Ampoule*. On nomme ainsi un tube de cristal contenant, avec de petits fragments de verre, débris d'une fiole plus ancienne, de la terre et des pierres teintes, selon la tradition, du précieux sang du Sauveur, recueillies sur le Calvaire par sainte Madeleine, et apportées par elle en Provence.

[2] L'église de Saint-Maximin possédait de nombreuses et précieuses reliques. C'est pour leur conservation et pour l'honneur de sainte Madeleine que le roi Charles avait fondé le couvent de l'ordre de Saint-Dominique; les habitants, afin de prévenir tout démembrement de cette ville, démembrement préjudiciable tant à eux qu'au monastère, demandent une déclaration expresse de son union au domaine royal.

[3] *Ordinatum*. (Correction en marge d'une écriture plus récente.)

nationes, quam eorum prejudiciali vitando dispendio, in futurum declarare atque decernere villam Sancti Maximini predictam, cum eisdem hominibus vassalis, aliisque juribus et pertinentiis illius omnibus fuisse et esse, sicuti presenti aliter esse dinoscitur de antiquo nostro et clare memorie eorumdem progenitorum nostrorum Jerusalem et Sicilie regum illustrum mero demanio ut prefertur, ac concessionem et donationem quamlibet factam de illa forsitan in totum vel in parte, tacite vel expresse, quibuscumque personis etiam pollentibus dignitate per nos seu nostrum alterum aut per officiales nostros vel alio modo quocumque, sub quacumque forma vel expressione verborum, et faciendam forsitan de cetero quovis modo, tanquam in ejudem [1] fisci et demanii nostri ac nostre curie, ipsorumque nostrorum fidelium prejudicium procedentem, fore omni tempore irritam vacuam et inanem, ac nullius existere roboris vel momenta [2], ipsamque villam cum predictis hominibus et vassalis sub nostro demanio perpetuo retinere, de regie et reginalis potestatis nostre presidio, et benignitate dominica dignaremur. Nos igitur qui justicie solio, divina operante clementia presidemus et constanter atque perpetuo jura sua quibuslibet conservamus illesa, nolentes nostrorum jurium esse immemores, sed operosis studiis fisci nostri augmenta producere cupientes [3], ut reipublice dispendia reparemus supplicationi hujusmodi que non solum eorumdem ville hominum utilitatibus seu pro comunibus commodis noscitur prodiisse, annuentes tam proinde quam benigne hujus indulti serie, de ipsa certa nostra sciencia et proheminencia dominice potestatis, decernimus ac etiam declaramus villam eandem cum hominibus vassalis districtibus, juribus, jurisdictionibus et pertinenciis illius omnibus, perpetuo ad nostrum regium et reginalem demanium et domi-

[1] *Ejusdem*. (Correction en marge.)

[2] *Momenti*. (Correction en marge.)

[3] Cette union est autant en faveur du fisc qu'en faveur de la ville. — Ce n'est pas seulement de la conservation du droit fiscal, mais de son augmentation, qu'il est ici question. — Ces expressions semblent indiquer que les habitants avaient payé ce privilége, comme avaient été payées toutes les cessions de territoire du comté de Provence faites par cette même princesse. D'autant plus que la guerre contre le roi de Hongrie, frère de son premier mari, qui venait de s'emparer de Naples, augmentait le besoin d'argent en ce moment.

nium sicut fuisse et esse dinoscitur pertinere ac etiam remanere, ac mandamus et volumus per nos heredes et successores nostros proprios de nostro peculiari demanio, perpetuo retineri. — Sic equidem, quod nullus de cetero cujuscumque status aut condicionis existat, audeat vel presumat villam eandem aut quempiam de hominibus et vassalis ejusdem, illorumque juribus occupare occupataque tenere, sub penis contrafacientibus nostro arbitrio reservata.

XLIII. — *De revocatione facta per dictam excellenciam reginalem.*

Donationem et concessionem factam forsitan quamlibet de villa predicta per nos aut de mandato nostro, modo quocumque tacite vel expresse, quibuscumque personis etiam fulgentibus dignitate, aut faciendam forsitan alio quovis modo, velut inevidens fisci et demanii nostri ac hominum dicte ville dispendium procedentem, de ipsa nostra sciencia, cassantes et retractantes omnino ac nullam et irritam declarantes quibuscumque litteris, privilegiis ac mandatis contrariis factis seu indultis, sub quacumque verborum serie, sive forma proinde concessis, vel in antea quomodolibet forsitan concedendis, quas et que et quodlibet eorumdem si et inquantum ad presentis indulti et declarationis obstaculum forsitan refragantur, seu quomodolibet [1] obviarent, de ipsa certa sciencia nostra tollimus, ac viribus, et efficacia penitus vacuamus, non obstantibus quoquomodo ex hiis, enim prefatorum ville et pertinenciarum illius hominum, indempnitatibus, nostrisque publicis comodis, consulte prospicimur et nostra illorumque connexa, dispendia evitamus, presentibus nichilominus declarantes, quod per hec nullum concessionibus et juribus dicti Amelii prejudicium gravetur [2].

[1] *Easdem.* (En marge.)

[2] En rétractant et annulant toutes les donations qui, par aventure, auraient pu être déjà faites, sous quelque forme et quelque terme que ce soit, ces lettres patentes ont bien soin de déclarer que *nulle atteinte ne soit portée aux dons en faveur dudit Amielh Gassoli.*

Cette famille Gassoli a pendant longtemps joué un rôle important et rendu des services au pays. En 1288, Rostan Gassoli fut au nombre des otages donnés au roi d'Aragon pour la délivrance de Charles II des prisons de Barcelone. (Ruffi, *Hist. de Marseille.*)

XLIIII et XLV. — *Requisitio et supplicatio, et inde responsio super confirmatione privilegiorum.*

☞ Et quia sicut per eundem Amelium, militem, pro parte universitatis hominum ville Sancti Maximini predicte, extitit in eadem humili supplicatione subjunctum, iidem clare memorie progenitores nostri Jerusalem et Sicilie reges illustres, et presertim clare memorie predictus dominus rex Karolus secundus, noster proavus et dominus reverendus ad ejusdem beate Marie Magdalene corpus, quod in predicta ecclesia posita in eadem villa cum eodem precioso sanguine et aliis sanctis reliquiis devote quiescit, sibi divinitus revelatum et per eundem miraculose repertum, sincerum habens devotionis ardorem, hominibus dicte ville, quos ad eum specialis zelus fidei annectebat, nonnulla privilegia, indulta, immunitates, libertates et gracias, de innata ejus clementia, ad ipsius beate Magdalene et ejusdem beati Dominici confessoris laudem graciose concessit, ipsique alii similiter concesserunt in quorum possessione fuisse et esse presencialiter dinoscuntur, fuit per eum pro ipsorum hominum parte eidem majestati nostre denuo attentius supplicatum, ut privilegia, indulta, immunitates ipsas et gracias eis generaliter et specialiter premisso modo concessas, prout in illorum serie distinguntur et particulariter ennarrantur, post felicem coronationem nostram, qua sumus noviter divina clemencia insigniti, graciosius confirmare de speciali gracia et potestate dominica dignaremur [1].

[1] Les habitants de Saint-Maximin réclament aussi par la même occasion la confirmation des grâces, libertés, franchises et prérogatives qui leur ont été précédemment accordées. Louis et Jeanne confirment, ratifient et approuvent tous ces priviléges, et enjoignent à leurs sénéchaux et autres officiers d'en faire respecter la teneur, et deux jours après, non contents de cette confirmation générale, ils jugent à propos de relater dans un statut qui a été transcrit avant celui-ci dans ce Cartulaire, les dispositions particulières des priviléges de Charles II, auxquels ils accordent leur ratification spéciale avec les additions que nous connaissons.

XLVI. — *Item sequitur confirmatio ipsorum privilegiorum et immunitatum.*

☞ Nos autem predecessorum nostrorum vestigiis libente animo inhibentes et presertim felicis recordationis domini regis Karoli secundi, Jerusalem et Sicilie regis illustris, nostri proavi reverendi, cujus vestigiis signanter in hac parte ex specialis devotionis instinctu, specialiter inhibemus hujusmodi supplicationibus benignius inclinati, privilegia et indulta ipsa omnia et singula, ac immunitates et gracias omnes et singulas, eisdem hominibus premisso modo concessas, pariter et concessa prout in eisdem privilegiis, indultis et litteris generaliter et specialiter ennarrantur, in quorum possessione seu quasi ut predicitur iidem homines fuisse et esse presencialiter dinoscuntur, harum serie de certa nostra sciencia confirmamus, ratificamus et approbamus ac confirmationis nostre presidio communimus.

Volentes et decernentes expresse ut hujusmodi nostra confirmatio et ratificatio premisso modo eisdem universitatibus et hominibus perpetuo efficaciter et incommutabiliter sint reales. Mandantes earumdem vigore presentium senescallis et officialibus aliis nostrorum comitatuum predictorum ad quos spectat seu spectare poterit, presentibus et futuris ut hujusmodi concessionis litteris et presertim ejusdem clare memorie domini regis Karoli secundi super predictis et quolibet predictorum concessis et nostris presentibus confirmatoriis super illis ut predicitur subsecutis diligenter attentis, et omnibus efficaciter observatis, contra illarum mentem et seriem nullatenus attentare, seu attemptari facere quoquomodo presumant, quinimo eosdem universitatem et homines super hiis justi favoris presidio manuteneant, suis vicibus viriliter et defendant, ut universitas ipsa et homines, quorum gracias eis collatas propter eorum probate fidei, sinceritatis constanciam non minui cupimus, sed augeri, impensionis hujusmodi beneficium sentientes, sub ejusdem majestatis nostre clementia gaudeant premisso modo privilegiis impetratis. In cujus rei fidem perpetuamque memoriam et ipsorum

universitatis et hominum testimonium et cautelam presentis indulti scriptum ex inde fieri et pendentibus majestatis nostre sigillis jussimus communiri.

Hic sequitur datum hujus privilegii.

Datum Neapoli, per manus Sergii, domini Ursonis de Neapoli, militis, juris civilis professoris, magne nostre curie magistri rationalis, vice prothonotarii regni Sicilie. Anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo secundo, die tercio decimo julii, quinte indictionis, regnorum nostri regis anno quarto, nostri [1] vero regine anno decimo.

[1] *Nostre.*

Privilegium aliud per dictam excellenciam majestatem concessum.

XLVII. — *Requisitio de non faciendo compositionem cum emptoribus jurium bannorum dicte terre* [1].

Ludovicus et Johanna, rex et regina Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii, ac Pedimontis comites, officialibus curie nostre terre Sancti Maximini, presentibus et futuris, fidelibus nostris graciam et bonam voluntatem. Pro parte universitatis hominum dicte terre Sancti Maximini, nostrorum fidelium fuit nuper majestatis nostre querelantes expositum, quod licet pene bannorum que per nostram curiam imponuntur inferentibus dampna in vineis, fructibus, possessionibus et terris aliis hominum dicti loci, per se et animalia eorum, per ipsam nostram curiam vendantur et vendi consueverint, emere volentibus quibuscumque, pro certa peccunie quantitate, plerumque tamen emptores penarum, dolose et fraudulenter querentes eorum comoda, in dispendium jurium nostre curie ac [2] gravatam et dampnosam oppressionem hominum dicti loci, antequam ipse pene in casibus sint commisse, cum habentibus averia sive animalia, ac etiam aliis pro penis eisdem que exigi deberent ab ipsis, in casu quo dampnorum ipsorum commissio fieret, componunt et paciscuntur, in certis rerum et peccunie quantitatibus, eosdemque deinde ipsa dampna inferre in bonis et possessionibus, hominum eorumdem cogniventibus [3] oculis libere ad arbitrium ipsorum absque amplioris pene ex actione maliciose permittunt. Cujus rei causa illud dampnosum et prejudiciale tam

[1] La cour royale était dans l'usage de traiter avec des acheteurs pour les amendes encourues au sujet de dommages faits aux champs par les possesseurs de bestiaux. Ces acheteurs se permettaient de graves abus, que Louis et Jeanne cherchent à réprimer par cette sage mesure (28 août 1359).

[2] *Tamen.* (En marge.)

[3] *Conniventibus.*

ipsi nostre curie quam hominibus supradictis consequtive producitur, quod dicta nostra curia in penis eisdem que non exiguntur integre, ipsa ad inventa delusione enormiter leditur, prefatique homines in dictis vineis, fructibus, terris et possessionibus eorum patiuntur per consequens notabile nocumentum. Circa quod provideri opportune pro parte qua supra, nobis cum devota et humili supplicatione petito.

XLVIII. — *Sequitur concessio predicte requisitionis.*

Nos tam indempnitati jurium nostre curie quam exponentium eorumdem super hiis volentes prospicere et occurrere providenter cum penarum mulctationes sive impositiones a sua provisione debita esse noscantur rationabiliter introducte, non ut materiam prebeant delinquendi, si quod excessus presumptionem et mali illarum formido compescat, dictosque commissores fraudis hujusmodi, de eorum malicia minime gloriari fidelitati nostre harum serie, de certa nostra scientia committimus et mandamus expresse quatinus tam vos presentes quam futuri officiales nostre curie supradicte, adversus emptores dictarum penarum de dicta fraude et dolo, quas, ut predicitur, dicuntur committere in dampnum et prejudicium jurium nostre curie et hominum predictorum inquiratis et procedatis ex vestri officii potestate; et ubi eos taliter deliquisse constiterit sicpremo [1] jure puniatis eosdem quod hujusmodi comprimatur delinquendi presumptio et per exemplum similis tollatur occasio, dictique excedentes pro commisso crimine meritam penam luant. — Volentes ut in ipsa inquisitione quam faciendam duxeritis adversus prefatos emptores, dicti pascicentes cum eis ut predicitur absque metu alicujus pene, eis propterea inferende, possint et debeant eorum deponere testimonium veritatis. — Et nichilominus suis vicibus emptoribus ipsis cum penas ipsas emerint, a dicta nostra curia ut prefertur, sub certis penis gravibus et formidabilibus injungatis, exigendis ab ipsis in casu contrario, quod ab hujusmodi dolo et fraude committendis, protinus abstinere debeant et penas ipsas cum comisse fuerint exigere

[1] *Supremo vel sic pleno.* (Note en marge.)

studeatis a committentibus illas integraliter pro parte nostre curie supradicte. Presentes autem litteras post oportunam inspectionem earum, restitui volumus presentanti efficaciter in antea juxta ipsarum continentiam valituras.

Sequitur datum privilegii.

Datum Neapoli, per nobilem Sergium domini[1] Ursonis de Neapoli, militem, juris civilis professorem, magne nostre curie magistrum rationalem, vice prothonotarium Sicilie. Anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo nono, die vicesimo octavo augusti, duodecime indictionis, regnorum nostri regis anno XII°, nostri[2] vero regine, anno XVII°.

[1] *Dominum.*
[2] *Nostre.*

XLVIIII. — *Privilegium. De nullo dando jure polveragii de averiis seu animalibus transeuntibus per loca seu territoria dominorum vassaliorum Provincie et Forcalquerii*[1].

Ludovicus et Johanna, Dei gratia rex et regina Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii, ac Pedimontis comites : senescallis predictorum comitatuum nostrorum Provincie et Forcalquerii et officialibus aliis ad quos spectat et spectare poterit quocumque nomine censeantur, presentibus et futuris, necnon universis hominibus terrarum et castrorum dominis comitatuum ipsorum fidelibus nostris, gratiam et bonam voluntatem. Pro parte hominum ville Sancti Maximini nostrorum fidelium fuit majestati nostre devocius supplicatum, ut cum homines ipsi habentes averia, seu animalia illa itinerant, deferant et deferri faciant prout eis expediens et esse noscitur opportunum, per territoria locorum et terrarum Provincie prelibate, vos homines seu domini locorum et terrarum per quas exponentes ipsi cum predictis eorum averiis, seu animalibus habent transitum hominibus ipsis seu custodibus transeuntibus cum eisdem per tenimenta et territoria illibata, nullo per eos seu ipsorum averia dampno illato seu nullis debentibus propterea juribus de averiis ipsis seu animalibus quantitatem quam vultis aut alia bonorum ipsorum pignora occasione quesita, pro vestro voluntatis arbitrio et propria auctoritate aufertis et auferri facitis in ipsorum hominum dampnum evidens et non modicum detrimentum provideri eisdem nostre serenitatis opportuno suffragio dignaremur. Nos ... vera sunt exposita totaliter abhorrentes nec volentes fideles nostros

[1] Nous avons vu que Charles II avait établi la franchise de tout péage dans ses États pour les habitants de Saint-Maximin. Louis et Jeanne, toujours à la requête de ces habitants, leur donnent par ce statut le droit de faire passer leurs troupeaux par tout le comté, avec recommandation aux sénéchaux et officiers de veiller à ce que les seigneurs des lieux et terres sous leur juridiction ne perçoivent aucun droit sur les troupeaux que les habitants de Saint-Maximin ou leurs gardiens pourraient conduire, sous peine de 100 livres d'amende par les contrevenants, et si par hasard ces troupeaux faisaient quelque dommage, ils leur enjoignent de le faire réparer selon la connaissance *proborum et bonorum virorum*, sans déférer le fait à la justice (28 août 1359).

opprimi quomodolibet vel indebite molestari. Fidelitati vestre presentium tenore precipimus quamtumvis vos domini locorum et terrarum predictarum et homines sub pena librarum centum ab eo qui secus fecerit pro nostra curia irremiserabiliter[1] exigenda, soluto jure seu directo quocumque per exponentes eosdem si ad id racionabiliter tenerentur et non averiis seu animalibus prelibatis, homines ipsos transeuntes ut predicitur per tenimenta et territoria locorum, terrarum et castrorum ipsorum cum averiis seu animalibus prelibatis, ubi averia ipsa dampna non inferant et si forte inferrent aliqua, illis resarcitis et emendatis juxta cogni[2] proborum et bonorum virorum per dominos averiorum ipsorum ne transire et redire prout opportunitas eis exigerit absque molestia aliqua seu dampno quocumque libere permittatis et permitti faciatis, sicut dictam penam cupitis evitare.

L. — *Confirmatio que fieri debet per dominum senescallum.*

Vosque senescalli et officiales predicti comitatuum predictorum si domini ipsi et homines dampnum indebitum aliquod inferre presumerent vel facerent averiis eisdem aut exponentibus antefatis, inferentes eosdem de comissa violentia puniatis et punire curetis, ac penam ipsam exigatis a contemptoribus prout fuit rationis, presentibus post opportunam inspectionem earum remanentibus presentanti efficaciter in antea valituris.

Sequitur datum privilegii vel litterarum.

Datum Neapoli, per nobilem Sergium domini[3] Ursonis de Neapoli juris civilis professorem magne nostre curie magistrum rationalem, vic prothonotarium regni Sicilie. Anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo nono, die vicesimo octavo augusti, XII[a] indictione. Regnorum nostri regis anno duodecimo, nostri[4] vero regine anno decimo septimo.

[1] *Irremissibiliter.*
[2] *Cognitionem.*
[3] *Dominum.*
[4] *Nostre.*

LI. — *Privilegium. De concessione maleficorum rebellorum dicte regie et reginali majestati capiendorum vivorum ac mortuorum et absque ulla pena* [1].

☞ Ludovicus et Johanna, Dei gracia rex et regina Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii ac Pedimontis comites, senescallis comitatuum nostrorum Provincie et Forcalquerii presenti [2] et futuris, fidelibus nostris graciam et bonam voluntatem. Ad supplicationem hominum terre Sancti Maximini nostrorum fidelium culmini nostro factam per Guillelmum Veyrerii [3] de dicta terra cambellanum familiarem et fidelem nostrum eorum ambaxiatorem et

[1] Après le désastre de la journée de Poitiers, où le roi Jean fut fait prisonnier, des bandes indisciplinées se répandirent dans diverses provinces; un gentilhomme du Périgord, échappé au carnage, Arnaud de Servoles, surnommé l'Archiprêtre, vint à la tête d'une troupe de Gascons porter la dévastation en Provence. (On prétend, dit Papon, qu'il était attiré par le cardinal de Périgord, oncle des princes de Duras, qui avait épousé la haine qu'ils portaient à la maison régnante. *Hist. de Provence*, t. III.) Tandis que divers seigneurs du pays se joignaient aux fauteurs de troubles, plusieurs villes firent bonne contenance; quelques-unes, malgré leur vive résistance, furent par eux prises et pillées, entre autres, Draguignan et Saint-Maximin. C'est à cette époque qu'on fut obligé de transporter les reliques de sainte Madeleine à la sainte Baume pour les soustraire à la profanation de ces brigands, et elles ne rentrèrent à Saint-Maximin qu'en 1360, après l'achèvement des fortifications de la ville, qui avaient été ruinées dans la lutte.

Ce privilége date du mois de septembre 1359; il est surtout relatif aux circonstances particulières de ce temps, et pour récompenser la fidélité des habitants.

D'abord il prescrit aux sénéchaux de veiller à l'élection annuelle des officiers royaux, afin que les habitants soient pourvus de bons et capables officiers qui favorisent le bien public et soient attentifs à l'honneur et à la fidélité de leur souverain, et il concède à tous les habitants lettres opportunes pour poursuivre et saisir les ennemis rebelles et envahisseurs des comtés, voulant et entendant que si dans la lutte ces rebelles sont tués, les habitants ne soient point recherchés ou molestés pour ce fait en leurs personnes ou dans leurs biens.

Ce statut ordonne aussi de pourvoir la ville d'un bon capitaine de guerre pour sa garde et sa sûreté, avec la prescription que les amendes qu'il a le droit d'imposer soient applicables à la fortification de la ville, et non à d'autres usages....

Il contient encore divers chapitres concernant certains faits de cette guerre; c'est là une curieuse page de l'histoire du temps.

[2] *Presentibus.*

[3] Guillaume Veyrier avait probablement remplacé Gassoli.

nuncium ad presenciam nostram missum, petentium ordinationes non fieri in eadem terra, officialium quorumcumque, nisi ad electionem et nominationem universitatis ipsius pro securitate hominum eorumdem quas verentur, attentis hostilibus preteritis incursibus posse eis dampnosas et prejudiciales aliqualiter advenire. Volumus et fidelitati nostre de certa nostra sciencia harum serie jubemus, quatinus tam tu presens senescalle quam vos alii successive futuri, quilibet scilicet vestrorum sui officii tempore eisdem hominibus super hoc de bonis, fidelibus, legalibus ac expertis et circumspectis officialibus, qui habeant promovere honorem et fidelitatem nostram ac favere bono statui supplicantium eorumdem curetis annis singulis vigore presentium providere. Et nichilominus dictis hominibus et singulis eorumdem presentium auctoritate, vicibus suis concedere litteras oportunas, quod possint persequi et capere quoscumque ex nostris hostibus et rebellibus ac invasoribus comittatuum predictorum per eos nostris officialibus presentandos... et ubi in captione hujusmodi contingat forsitan intervenire mutuam resistentiam et illas ipsos occidi, vel mori, jam dictos supplicantes quos ad hoc nolumus quoquomodo teneri generaliter vel specialiter pretextu hujusmodi seu causa in personis vel rebus nullatenus compellatis, seu quomodolibet molestetis. Proviso tamen quod in concessione hujusmodi litterarum dicti supplicantes non habeant se extendere ad illos, qui ex aliquibus causis nostram reconciliationem vel gratiam obtinuissent, vel in posterum obtinerent seu aliis obnoxii non existerent quoquomodo.

LII. — *De eligendo capitaneo tempore guerre.*

Et insuper eisdem supplicantibus quilibet scilicet vestrorum, sicut predicitur sui officii tempore de sufficienti et bono capitaneo ad guerram pro tutiori custodia dicte terre et ad imponendas penas vigore sui officii, in utilitatem rei publice ejusdem terre, tantum modo commitendas studeatis, sicut ad honorem et fidelitatem nostram et ad statum ipsorum, secundum qualitatem temporis, expedire videritis, harum serie providere. Ita quidem quod pene ipse seu pecunia ex penis ipsis pro inde

proventura usque ad quatriennum in fortificatione dicte terre[1] et non in usus alios convertantur. — Et que sicut eorumdem hominum habuit expositio nobis facta nobilis vir Raymundus de monte Albano miles, fidelis noster tunc generalis capitaneus ad guerras, pro restitutione et recuperatione dicte terre, ex illius occupatione tunc in manibus ac potestate dictorum hostium persistentis, ad tractatum inde habitum cum ipsis hostibus ac de voluntate supplicantium eorumdem, non nullos ex ipsis hostibus et rebellibus captos in obsidione castri de Meuna[2], assignatos eidem Raymundo, pro tutiori custodia eorumdem ponitur liberasse, sub promissione sibi facta per supplicantes eosdem, quod ex hoc in casu quolibet, indempnis penitus servaretur. Nos expositionem hanc justam et rationabilem reputantes, volumus et vobis expresse adicimus in mandatis quatinus, si dictus Raymundus erat capitaneus ad guerram, sicut ponitur, neque dolose processit in hac parte, tam tu presens senescalle quam vos alii similiter successive futuri, adversus dictum Raymundum, pro premissa causa realiter vel personaliter nullatenus procedatis, nec ipsum propterea aliqualiter compellatis, nec quomodolibet molestetis, nec procedi, compelli, vel molestari quantum in vobis fuerit permittatis. — Nos enim jam dictos supplicantes et singulos eorumdem a promissione hujusmodi facta ipsi Raymundo per dictos homines, ut prefertur de dicta nostra scientia, absolvimus et etiam liberamus.

[1] On avisait aux moyens de fortifier de nouveau la ville. En effet, on trouve dans un acte passé devant Me Reynaudi, notaire à Brignoles, le 8 janvier 1358, la vente d'un septième de toutes les denrées, à l'exception du pain et du foin, à quatre habitants, depuis le 23 novembre jusqu'au 27 mai subséquent, qui s'obligent à faire 350 cannes de murailles, avec *tours, arquières* et autres choses nécessaires qu'ils doivent parfaire et accomplir. — Il existe aussi dans les archives une reconnaissance d'Isnard Egnesi, de Marseille, confessant avoir reçu de Ponce Besaudun et Pierre Fresquière, au nom de la ville de Saint-Maximin, 800 florins d'or pour la réparation des murailles de la ville (19 octobre 1360). Il paraît même que ces travaux durèrent assez longtemps, puisque nous trouvons diverses permissions de faire rèves sur les blés, légumes et raisins pour la fortification de la ville (1377 et 1378). — (Les *rèves*, c'était l'impôt sur les denrées de consommation.)

En 1381, nous trouvons aussi une imposition sur les fours et boulangers pour le même objet.

[2] *Menna*. (En marge.) Château de *Meounes*, sur la route de Saint-Maximin à Toulon.

LIII. — *De non faciendis preconizationibus rerum ad universitatem predictam spectabilium per officiales absque voluntate consilii.*

Rursus ad supplicationem majestati nostre factam per homines antedictos asserentes habere tam ex consuetudine, quam ex concessione predecessorum nostrorum, ac clare memorie domini regis Roberti pro evitandis et diversis oppressionibus et expensis que multipliciter ingerebantur eisdem quod officiales seu bajuli dicte terre non audeant preconizationes facere et petentes tales preconizationes tangentes universitatem et homines dicte terre, se homines castrorum de bajulia ipsius generaliter vel particulariter non fieri, nisi cum consciencia consilii et sindicorum dicte terre. Volumus et fidelitati nostre de prefata certa sciencia nostra districte jubemus, quatinus, jam dictis hominibus prefatas concessiones, quas pretendunt ipsorum proienitorum [1] nostrorum, officiorum vestrorum temporibus efficaciter observetis, ac servari ab aliis inviolabiliter faciatis, ipsosque contra illarum seriem nullatenus aggravetis, nec gravari vel opprimi aliquatenus permitatis.

LIIII. — *De inhibitione facta officialibus de non auferendo arma a Romipetis seu aliis extraneis donec hospicium invenerint* [2].

Denique sicut eorumdem supplicantium subjuncta peticio continet, officiales dicte terre qui fuerunt et sunt, ex quadam abusiva consuetudine et malicia potius quam alia justa causa, itinerantes singulos et personas alias transeuntes per dictam terram, conferentes se ex immense devotionis spiritu, recto gressu, cum terram ipsam intrant ad locum Sancte Marie Magdalene cum armis absque depositione illorum et antequam hospicia querant, pro hospitatione ipsorum ceperunt et capiunt de personis in accessu eorum ad locum ipsum vel reditu de eodem aufe-

[1] *Progenitorum.*

[2] D'après un usage très-ancien, on ne pouvait entrer en armes dans la crypte de Sainte-Madeleine, par respect pour ce lieu saint; c'était là l'origine des vexations exercées par les officiers royaux contre les étrangers qui arrivaient en armes, abus auquel il est ici remédié sur la réclamation des habitants.

rentes ipsi arma que portant, ac extorquentes ab eis pro delatione armorum. Nos hec plurimum abhorrentes maxime cum talis abusiva vexatio causet, malos questus et extorsiones alias minus justas, fidelitati vestre de dicta certa sciencia nostra districtim injungendo mandamus, quatinus ex nunc in antea vos predicti senescalli presens similiter et futuri jamdicti homines hujusmodi arma portantes, pretextu portationis armorum ipsorum in personis vel rebus ipsorum, per officiales dicte terre impeti vel vexari, quousque pervenerint ad hospicia in quibus hospitari debent, eundo recto tramite ad hospicium, non divertendo hinc inde, ullatenus permittatis. Et nichilominus illis ex hominibus universitatis ipsius quos videritis fideles, legales, sufficientes et bonos, provideatis de officiis vicariarum, bajuliarum et notariarum, secundum conditionem cujuslibet prout occurrerit et utilitati curie viderit expedire [1].

LV. — *De potestate commissa senescallis de ministrando justicia hominibus dicte universitatis de rebus captis ab eis tempore guerre* [2].

Et quia dicti homines sicut in eorum petitionibus subjunxerunt, multa et diversa dampna in eorum rebus et bonis tempore guerre in comitatibus ipsis frementis se asserunt a non nullis hominibus et personis castrorum et locorum vicinorum terre jamdicte multipliciter subiisse qui ad illorum dampnorum restaurationem sive emendam ac restitutionem bonorum ipsorum eis dicto tempore oblatorum se exhibent renitentes vobis de dicta certa sciencia nostra adicimus expressius in mandatis ut tam tu presens senescalle quam qui pro tempore fueris ad expositionem supplicantium predictorum, de premissis fide dignam informationem assumas et deinde secundum Deum et justiciam indempnitati dictorum dampna passorum sicut consulte expedire videris, debeas vigore presentium, providere et facere in predictis quidquid fuerit rationis.

[1] Ordre de pourvoir des offices de lieutenants, de baillis et notaires (selon leur condition), les habitants jugés dignes et capables, ainsi que le demandera l'utilité de la cour.

[2] Les habitants avaient souffert de nombreux dommages en leurs terres et biens, au temps de la guerre, de la part des seigneurs voisins. Il est enjoint aux sénéchaux de faire exacte information à ce sujet, et de procéder ensuite équitablement à les indemniser de leurs pertes.

LVI. — *De remissione facta hominibus terre predicte et ejus bajulie de tempore guerre et de quocumque crimine, excepto crimine lese majestatis*[1].

Demum ad supplicationem hominum predictorum petentium aboleri et totaliter anullari de cartulariis curie nostre jamdicte omnes et singulas inquisitiones et condempnationes factas et inchoandas per curiam supradictam, contra homines et personas quaslibet dicte terre usque ad presentem diem, quacumque occasione, ratione, vel causa, excluso crimine lese-majestatis, cum remissione penarum et condempnationum quarumlibet liquependent. Volumus et vestre fidelitati de ipsa certa sciencia nostra expresse precipiendo jubemus, ut jamdictos homines et personas quaslibet dicte terre pretextu seu causa dictarum inquisitionum preteritarum usque nunc, ac condempnationum quarumlibet subsequuntarum forsitan propterea contra ipsos, realiter vel personaliter, sive nostro speciali beneplacito et mandato inquantum scilicet dicta nostra curia tangitur seu quomodolibet tangi potest sine juris prejudicio alieni, nullatenus compellatis seu quomodolibet molestetis nec a quoqum[2] compelli molestari, vel impeti paciamini quoquomodo. Cauti ne contra formam presentium venire seu contrarium attemptare aliquatenus presumatis sicut habetis graciam nostram caram, cum velimus quod presentes premissis et singulis eorumdem diligenter attentis debeant eisdem hominibus absque contradictionis obice, efficaciter observari.

Item sequitur.

Quibuscumque capitulis ac statutis comitatus ac quibusvis aliis ordinationibus seu mandatis, in contrarium forte factis, vel in antea faciendis, sub quacumque forma vel expressione verborum, per que et quas premissorum exequutio posset in aliquo quomodo libet impediri, seu differri nullatenus obstiteris.

[1] C'est une amnistie générale de toutes informations ou condamnations déjà prononcées pour quelque cause que ce soit, au temps de la guerre, si ce n'est pour crime de lèse-majesté.

[2] *Quocum.*

Presentes autem litteras post oportunam inspectionem earum, pro cautela restitui volumus presentanti efficaciter in antea valituras.

Item eciam sequitur.

Datum in casali Tretule per nobilem Sergium, domini[1] Ursonis de Neapoli militem, juris civilis professorem magne nostre curie magistrum rationalem, vice-prothonotarium regni Sicilie, anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo nono, die vicesimo secundo septembris, tredecime indictionis. Regnorum nostri regis anno duodecimo, nostri[2] vero regine, anno septimo decimo.

[1] *Dominum.*
[2] *Nostre.*

LVIII. — *Incipit privilegium super observatione jurium et consuetudinum antiquarum universitati dicte ville facienda per officiales curie et cum pena* [1].

☞ Ludovicus et Johanna Dei gracia, rex et regina Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii ac Pedimontis comites, senescallis comitatuum nostrorum Provincie et Forcalquerii necnon et officialibus terre Sancti Maximini, de comitatibus ante dictis ac quibuscumque emptoribus jurium ejusdem terre, ceterisque officialibus aliis ad quos spectat et spectare poterit quocumque nomine censeantur, presentibus et futuris fidelibus nostris graciam et bonam voluntatem. Habet pro parte universitatis hominum dicte terre Sancti Maximini nostrorum fidelium per Guillelmum Veyrerii de Sancto Maximino cambellanum, familiarem et fidelem nostrum, eorum specialem sindicum, ad curiam nostram missum, expositio recens facta nobis quod licet ipsi, tam ex concessione clare memorie proienitorum [2] nostrorum illustrium, quam nostra subsequenter confirmatione sequta habeant nonnulla privilegia ac concessiones, immunitates et gracias, nec non, et aliquas inter eos consuetudines approbatas, quibus tam antecessores eorum, quam ipsi a tempore cujus in contrarium memoria hominum non existit, usi fuerunt et sunt libere ac pacifice et quiete. Querunt tamen prefati homines quod officiales dicte terre ac emptores jurium predictorum, qui fuerunt pro tempore et alii a proximis temporibus ex quadam presumpta temeritatis audacia, et ambitiose extorsionis cupiditate, quesita

[1] Les habitants de Saint-Maximin se plaignent que leurs priviléges et immunités sont quelquefois violés par les officiers royaux, ainsi que leurs anciennes coutumes. Par ce statut, il est spécialement ordonné aux officiers et acheteurs de droits de respecter ces priviléges et ces coutumes, sous peine de payer 50 onces d'or et d'encourir l'indignation royale (17 octobre 1359).

Sans cesse les habitants veillent au maintien de leurs droits, et ils ont constamment l'œil ouvert sur les entreprises des officiers royaux pour les signaler au roi et à la reine, qui ne manquent pas de les arrêter aussitôt.

[2] *Progenitorum*. (Correction en marge.)

hujusmodi privilegia, immunitates ac concessiones et gracias ac antiquas consuetudines approbatas infringere molientes, venire contra illa multipliciter presumpserunt in ipsorum hominum gravamen indebitum et prejudicium manifestum, super quo nostra pro ipsorum parte humiliter provisione petita, nos progenitorum nostrorum vestigiis inherentes et volentes jam dictis supplicantibus hujusmodi privilegia, immunitates, concessiones et gracias eis existere fructuosas et a cujuslibet contradictionis obstaculo alienas, fidelitati vestre sub obtentu gracie nostre ac pena unciarum auri quinquaginta, a vobis predictis officialibus ac emptoribus et aliis ad quos spectat si secus fecistis irremissibiliter exigenda presentium tenore jubemus, expresse quatinus si res ita se habeat et medio tempore de nostro mandato non fuerit aliquid in contrarium innovatum, tam vos presentes quam vos alii successive futuri officiales dicte terre ac emptores jurium ipsius et officiales alii ad quos spectat et spectare poterit, quilibet scilicet vestrorum sui officii tempore, jam dictis hominibus et eorum singulis jam dicta privilegia ac immunitates, concessiones et gracias eis, ut prefertur concessas et per nos pariter confirmatas, necnon, et predictas antiquas consuetudines approbatas, in quarum possessione, seu quasi inveniritis eos esse ac usi fuerunt et sunt tam ipsi quam dicti antecessores eorum a predictis retroactis temporibus usque nunc saltem usque ad diem obitus clare memorie domini regis Roberti observetis efficaciter ac mandetis et faciatis officiorum vestrorum temporibus, inviolabiliter et absque contradictione[1] obice observari, nec contra illarum ac presentium seriem venire, ac aliquid in contrarium attemptare aliquatenus presumatis, sicut habetis dictam graciam nostram caram, prefatamque penam, ac indignationem nostram cupitis evitare. Vosque predicti senescalli presens similiter et futuri, mandetis et faciatis temporibus officiorum vestrorum jam dicta privilegia, immunitates, concessiones et gracias ac consuetudines ante dictas, per jam dictos officiales ac ipsorum jurium emptores, et alios supra dictos intransgressibiliter observari, dictosque homines et eorum singulos, contra illorum seu illarum mentem et seriem non permit-

[1] *Sic.*

tatis per illos realiter vel personaliter aliquatenus indebite molestari, opprimi seu vexari, quin imo adversus dictos officiales ipsorumque jurium emptores, et alios prelibatos ac quoscumque alios contrarium forsitan presumentes, tam per exactionem pene jam dicte suis vicibus si et quando contrafecerint, quam per omnes et quemcumque alium operationis modum, quem expedire videritis, vigore presentium procedatis.

Presentes autem litteras post oportunam inspectionem earum pro cautela restitui volumus presentanti efficaciter in antea valituras.

Sequitur datum privilegii hujus.

Datum in casali Trentule, per nobilem Sergium domini[1] Ursonis de Neapoli militem, juris civilis professorem, magne nostre curie magistrum rationalem, vice-prothonotarium regni Sicilie. Anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo nono, die decimo septimo octobris, tredecime indicionis[2], regnorum nostri regis anno XII°; nostri[3] vero regine, anno decimo septimo.

[1] *Dominum.*
[2] *Indictionis.*
[3] *Nostre.*

LIX. — *Privilegium quo nullus de villa sit officialis nec locumtenens* [1].

Karolus illustris principis domini mei Ludovici tercii, regis Jerusalem et Sicilie, ducatuum Apulie et Andegavie ducis, comitatuum Provincie et Forcalquerii ac Pedemontis comitis, germanus ejusque in dictis comitatibus et terris eis adjacentibus, generalis locumtenens, universis et singulis officialibus tam majoribus quam minoribus quacumque auctoritate, dignitate, preheminencia aut potestate, jungentibus infra dictos comitatus constitutis, necnon sindicis [2] ville Sancti Maximini presentibus scilicet et futuris ad quos spectat et presentes pervenerint cum sincera dilectione. Saltem propositi quidem nostri est vetusta ad reipublice augmentum et pro retro principes condita cernare; subditosque regios quorum regnum presidemus ab oppressionibus et gravaminibus preservare ideo supplicationi in reginali ac regio consilio Aquis residenti. Pro parte universitatis ville Sancti Maximini date cum deliberatione dicti consilii nostra in hac parte ut subsequitur, prebentes assensum pro observacione statutorum provincialium per retro principes bone memorie editorum et confirmatorum et in vim ac efficaciam illorum auctoritate

[1] Ce statut est d'une écriture moins ancienne et moins bien formée que ceux qui le précèdent et qui le suivent; il a été intercalé dans les priviléges de la reine Jeanne pendant le cours du quinzième siècle; il est de Charles, comte du Maine, frère de Louis III et son lieutenant général en son absence. Comme le chapitre suivant, il est placé sous le n° LIX. Nous laissons subsister cet ordre pour ne point amener de confusion.

Il établit que tous les officiers royaux doivent être étrangers à la ville de Saint-Maximin, même les lieutenants de ces officiers, de peur qu'ils ne soient *mus par la vengeance, la haine ou la faveur,* et que toutes les fois qu'ils s'absenteront, ils aient soin d'appeler pour les remplacer un collègue ou un étranger capable, mais jamais un habitant, ni même quelqu'un d'originaire de Saint-Maximin, sous peine de 25 marcs d'argent fin, à moins que ce ne soit pour un cas imprévu et forcé, auquel cas ils pourront alors se faire remplacer par un habitant, mais le laps de quinze jours seulement.

Cet usage de ne point placer les officiers royaux dans le lieu de leur naissance venait d'Italie; d'autres villes de Provence en jouissaient déjà depuis longtemps; les habitants de Saint-Maximin le réclamèrent, et Charles, comte du Maine, leur accorda cette faveur comme garantie d'une bonne administration et d'une impartiale justice.

[2] Les syndics se trouvent ici mentionnés comme représentants de la ville; nous les retrouverons dans des documents antérieurs en date.

qua fungimur, tenore presentium prohibemus et inhibemus quod de cetero nullus incola seu habitator ville predicte Sancti Maximini ad officia bajule, capitanarie, judicature, clavarie, notariatus et aliorum officiorum curie regie ville jam dicte seu eorum aliquod admittatur seu recipiatur [1]. Et casu quo inadvertentes dicta officia illis incolis seu habitatoribus concederentur, sindici prefati illos non admittant nec recipiant, sed eos reffutare habeant nec illis quovismodo parere teneantur, decernentes ex nunc in anthea tales provisiones dictis incolis seu habitatoribus fiendas per presentes irritas et invalidas et nullius esse efficacie roboris seu momenti. Et quia similiter prout percepimus abusive contigit quod officiales dicte ville dum ad agenda propria personaliter extra ipsa officia in dicta villa locumtenentes oriundos seu incolas constituunt ex quibus persepe forsam eveniunt contra subjectos evidenter pressure vindicte injurie odii fomes vel amoris inordinati favore et pallacione dicte curie probabilia nocumenta. Unde ad hec discrimina tollenda pro utilitate publica et hiis providendo dictarum tenore presencium, cum deliberacione qua supra ex nunc in anthea decernimus et declaramus expresse casu infra scripto reservato, tales locumtenentes nullam officii vel prethoris aut delegati potestatem habere nec obtinere ymo pro propriis natis personis habeantur ac si locumtenentes facti non essent.

Quare volumus et vobis harum serie cum deliberacione predicta precipimus et mandamus quathinus forma nostrarum hujusmodi provisione prohibitionis et inhibitionis attenta et efficaciter observata dictos oriundos incolas seu habitatores dicte ville ab inde ad ipsa officia seu eorum aliquod non admittamus, recipiatis quin ymo talibus possessionem et exercicium illorum ac eciam ingressum interdicatis viis et remediis opportunis, vosque tam presentes quam futuri officiales ville predicte officiorum vestrorum temporibus dum et quandocumque vaccabitis ab officiis supra dictis constituatis alterum ex officialibus collegam vestrum vel alium extraneum ydoneum pro quo sitis principaliter obligati et non

[1] Cinq officiers sont ici dénommés : le bailli, le capitaine, le juge, le clavaire, le notaire; mais cette énumération n'est point limitative, car il est ajouté : *et aliorum officiorum curie regie....*

oriundos vel incolas ville predicte et sub pena viginti quinque marcharum argenti fini pro quolibet et vice qualibet qua fuerit contraventum regio fisco irremissibiliter applicanda. Nisi contingeret vos officiales casu necessario vel accidente omnis abesse et extra dictam villam vaccare. Quo casu constituere valentes locumtenentes vestros de dicta villa spatio tantum quindecim dierum et non ultra, presentibus inspectus[1] et in cartulario litterarum majorum dicte curie pro cautela et pro vestrorum noticia descriptis remanentibus permittimus. — Datum Aquis sub nostro sigillo proprio impendente una cum laqueto, spectabilis militis domini Tristani de la Galsa, gubernatoris, et per magnificum militem dominum Jordanum ritis utriusque juris professorem, magne regie curie magistrum rationalem consiliarium reginalem et regium majoremque et secundarium appellationum judicem comitatuum predictorum, die septima mensis maii, anno Domini millesimo quadringentesimo vicesimo quinto[2], tercie indicionis. — Per dominum locumtenentem ad relationem reginalem et regii consili Aquis residentis, Bertrandi, cart. VI, reg. XI.

[1] *Inspecturis.*

[2] Ce privilége est du 7 mai 1425. Les habitants de Saint-Maximin étaient du reste en ce moment dans les bonnes grâces du prince; car on trouve dans les archives une ordonnance royale du lendemain 8 mai, qui prescrit de les rembourser ou de les exempter d'impôts, jusqu'à concurrence de la somme qu'ils avaient généreusement mise à la disposition de la ville de Toulon pour résister au roi d'Aragon, qui menaçait à cette époque la Provence. En effet, Alphonse, irrité de voir que la comtesse Jeanne II lui avait préféré Louis d'Anjou pour lui succéder, déclara à ses États une guerre à outrance, et sans cesse les côtes de Provence étaient exposées à des attaques de sa part; peu de temps auparavant (le 9 novembre 1423), il avait surpris et ravagé Marseille; en 1425, l'apparition d'une flotte aragonaise dans la Méditerranée dut exciter une grande émotion à Toulon et redoubler la vigilance des Provençaux.

LVIIII. — *Presentatio litterarum seu privilegiorum facta domino Fulconi de Agouto, tunc senescallo comitatuum Provincie et Forcalquerii, pro parte consilii*[1].

In nomine Domini. Amen. Anno incarnationis ejusdem millesimo CCC° LIII°, die XII° augusti, VI° indictionis. Noverint universi et singuli : quod nobilis et circumspectus vir dominus Amelius Gassoli miles, discreti viri, magister Petrus Gavaudan, phisicus, Andreas Gossolen, Petrus Fresquerie, Petrus Veyrerii, notarii, Bertrandus Philippi et Monnetus de Amirato domicellus[2], consiliarii ville Sancti Maximini

[1] Ces statuts ne sont point spéciaux pour Saint-Maximin. Nous avons déjà dit qu'en 1352 les états de Provence envoyèrent à Naples des députés de diverses villes pour porter aux nouveaux souverains, avec les hommages du pays, leurs vœux les plus légitimes. Ces députés demandèrent à la reine Jeanne et à Louis de Tarente, son nouvel époux, de mettre un terme aux abus qui, à cette époque de troubles, s'étaient introduits dans l'administration de la justice.

Le roi et la reine firent droit à leur demande, et leur accordèrent ces précieux statuts, document d'une grande valeur historique, et qui témoigne hautement de la bienveillance des princes provençaux en faveur de leurs sujets.

Ces statuts, rendus exécutoires pour Saint-Maximin l'année d'après par le sénéchal de Provence Foulque d'Agoult, furent présentés au juge Gauthier Abeilhe, pour être publiés (22 août 1353) par noble Amielh Gassoli, maîtres Pierre Gavaudan, médecin; André Gassolen, Pierre Fresquière, notaires; Bertrand Philippe et Bonnet, conseillers de Saint-Maximin. — Le notaire Guillaume Gaufridi transcrivit cet acte en présence des témoins, frères Guillaume Pellegrin, Raymond Silvy et Santorio de Garde.

M. de la Plane (*Hist. de Sisteron*, t. I, pièces justific.) a publié intégralement ce document, après en avoir préalablement reproduit la substance dans son *Essai sur l'histoire municipale* de cette ville.

Dans notre Cartulaire, ces statuts sont précédés et suivis de la teneur de leur présentation au juge, de la réception par cet officier et de la formule exécutoire du sénéchal.

Il suffit de lire la rubrique des nombreux chapitres qu'ils renferment pour se convaincre de leur importance et du mérite des réformes qu'ils introduisaient.

Dans le protocole de cet acte figurent divers noms que nous retrouvons dans celui dressé en 1357, à l'occasion du transport des reliques à la sainte Baume : le *notaire Pierre Fresquière*, le *religieux Raymond Silvy* et le *médecin Pierre Gavaudan*.

[2] *Domicellus, domnicellus*, diminutivum a *domnus*. (Ducange, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*.) D'après Nostradamus (*Hist. et chron. de Prov.*, p. 404), *miles* était le *chevalier* d'un âge mur; *domicellus*, le *damoisel*, le jeune écuyer *qui ne fait que commencer à pratiquer le harnais*.

constituti, ante presentiam nobilis et periti viri, domini Salterii Abelhe, curie regie et reginalis Sancti Maximini et Brinnonie judicis [1], sedentis in aula regia et reginalis dicte ville Sancti Maximini, pro tribunali obtulerunt et presentaverunt ipsi domino judici, ex parte viri magnifici et potentis, domini Fulconis de Agouto militis vallis Rellanie domini, quasdam patentes litteras executorias, a dorso ipsarum, sigillo magno senescallie more solito sigillatas, quas legi et publicari petierunt, per me notarium publicum infra scriptum, et de tenore et publicatione ipsarum una ipsius domini judicis responsione, ad eternam rei memoriam eis nomine et vice universitatis hominum dicti loci, ac suorum pecierunt fieri publicum instrumentum petentes nichilominus dicti domini consiliarii ipsas litteras exequi juxta ipsarum seriem et tenorem, quarum quidem litterarum tenor talis est prout ecce :

Tenor litterarum ipsarum executoriarum.

Fulco de Agouto miles vallis Rellanie, dominus comitatuum Provincie et Forcalquerii senescallus, officialibus regie reginalisque curie Sancti Maximini, quacumque appellatione notentur presentibus et futuris, eorumque cuilibet aut locatenentibus eorumdem salutem, pro parte universitatis hominum comitatuum et locorum regii et reginalis demanii comitatuum predictorum fuerunt nobis noviter quedam patentes littere regie et reginales presentate ipsorum magnis sigillis pendentibus in filis cerici crocei et rubei sigillate, tenore per omnia et continencie subsequentis.

[1] L'office de juge de Brignoles et de Saint-Maximin était exercé à cette époque par le même individu. Une foule de documents l'établissent d'une manière certaine. Les archives communales en renferment plusieurs. M. Raynouard, dans sa *Notice sur Brignoles*, le prouve indubitablement, et le *Cartulaire de Saint-Victor* contient une charte de 1246 où ce fait est aussi établi. — De plus, on trouve dans les statuts généraux du roi Robert, publiés le 25 mai 1310, le chapitre suivant : *De bajulo ponendo in loco Brinoniæ et S. Maximini, qui etiam clavarius existat in locis prædictis.*

Item, in castris Brinoniæ et S. Maximini ex nunc statui volumus unicum qui in utroque loco bajuli et clavarii vicem gerat, et in uno ipsorum locorum per duos menses et in altero per duos alios et sic in antea successive usque ad finem anni, residenciam facere teneatur. (Ch. Giraud, *Essai sur l'hist. du droit français au moyen âge*, t. II, p. 79.)

LX. — *Locucio majestatis regie et reginalis, et ex inde sequitur commissio.*

Ludovicus et Johanna, Dei gracia rex et regina Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii ac Pedimontis comites : senescallo comitatuum nostrorum Provincie et Forcalquerii ac universis et singulis officialibus nostris quacumque distinctione notentur in comitatibus eisdem, ac aliis nostris subditis comitatuum eorumdem presentibus et futuris fidelibus nostris, graciam et bonam voluntatem. In virtute legis civilis et statutorum regalium principes subjectos regunt populos, et seminaria pacis et quietis radicant, nec minus rerum oppulencia inde subjectis proveniunt, per misterium distribute justicie que ex ordinata legis dispositione progreditur.

Item sequitur :

Sane noviter ad majestatis et excellentie nostre presentia discreti et providi viri [1] Philippi Pererii de Aquis miles, Rostagnus Gantelmi de Tharascone, Jacobus Riquerii Alunsuanus de Nicia, Lantelmus Gerenti

[1] Les députés envoyés à Naples sont, d'après Bouche : *Philippe Pereri d'Aix*, *Rostan Gantelmi de Tarascon*, *Nanus Requeri de Nice*, *Geoffroi Augeri de Grasse*, et *Lantelmus Gerente de Sisteron.* (*Hist. de Prov.*, t. II, p. 376. — Voir aussi Nostradamus, *Hist. et chronol. de Prov.*, p. 399.) — M. J. Desnoyers, en rendant compte au comité de l'histoire et des arts de la charte d'union de la ville de Toulon, communiquée par M. Henry, cite les noms de ces députés d'après Bouche; mais après le troisième, *Nanus*, il met entre parenthèses, comme explication (*Alanus*) Riqueri. (*Bulletin du comité*, t. II, p. 240.) — M. de la Plane, qui a été le premier à publier ces statuts, reproduit les noms de ces députés de la manière suivante : *Philippus Pererii de Aquis miles, Rostagnus Gantelmi de Tarascone, Jacobus Richerii, alias Nanus de Nicia*, etc. (*Hist. de Sisteron*, t. I, p. 487.) — D'après notre Cartulaire, le nom du troisième personnage serait *Jacobus Riquerii Alunsuanus de Nicia*, c'est-à-dire *Jacques Richeri d'Alons, de Nice.*

La famille de Richeri d'Alons s'est établie plus tard à Saint-Maximin, qu'elle a habité jusqu'au siècle dernier, et où sa maison subsiste encore aujourd'hui. D'après Artefeuil, le premier de cette famille établi à Saint-Maximin serait un Jacques de Richeri, qui s'y maria le 16 octobre 1547, et selon lui, la terre d'*Alons* n'aurait été acquise que sous Louis XIV par Jean Annibal de Richeri. (*Hist. héroïque et universelle de la noblesse de Provence.*) Toutefois, la leçon résultant du contexte de notre Cartulaire nous paraît assez satisfaisante.

de Sistarico et Gaufridus Augerii de Grassa, ambaxiatores et nuncii universitatum, et locorum nostrorum demanii comitatuum eorumdem venientes, in nostri[1] audiencia constituti, non nulla gravamina exposuerunt, que passi sunt actenus, et que patiuntur ad presens contra justiciam, per officiales nostros, illarum partium minus debite opprimentes eosdem, exponentes etiam cum curiosa instancia zelo devotionis accensi, et importunitate petentium aliter ex inadvertencia nos concessisse diversis jura nostra regalia, et alia que nostrum principale dominium respiciunt jure proheminentie singularis. Supplicantes fervore fidei eis adhiberi medelam nostra dominica potestate ut de opportuno remedio ipsis ordinatione provida per formam constitutionum regalium, edendarum salubris provisio, cum deliberatione consilii adhibenda veniret.

Sequitur.

Nos igitur ad peculiares subditos constantes in fide devotos et fideles projenitoribus nostris ac nobis provinciales originarios et habitatores comitatuum eorumdem, habentes et merito zelum devotionis non dominice seu paterne exposita per eosdem examinanda commisimus, viris nobilibus Matheo de Porta militi, juris civilis professoris, Egidio de Biania et Nicholao de Alisia militibus magne nostre curie magistris rationalibus collectionalibus consiliariis et familiaribus nostris dilectis, quorum consilio in agendis nostris et publicis exposcente legalitate et prudentia singulari merito inheremus, ut solicite et prudenter ipsa examinarent exposita et deinde super de gestis et ordinatis per eos, in forma statutorum nostra sequeretur provisio, seu ordine collocata, ex quorum relatione et deliberatione matura super eisdem tollendis gravaminibus subditorum et ut jus nostrum legalium[2] per diversas hominum angustias, in preterito lacessitum digne restaurationis reassumat compendium infra scripta nostra statuta vidimus ordinanda, que vires constitutionum et legum robur inexpugnabile, in ipsis nostris comitatibus disponimus obtinere.

[1] *Nostra.*
[2] *Regalium.*

LXI. — *Incipiunt hic capitula statutorum concessorum per dictam majestatem, et primo capitulum appellationis.*

In primis, statuimus et irrevocabiliter ordinamus, quod omnes appellationes de quibuscumque causis, questionibus et litibus ab appellantibus solitas interponi, que ab auditoribus seu curiis prelatorum, clericorum, baronum et aliorum quorumcumque ad nostram curiam consuerunt introduci, et in nostro auditorio primarum vel secundarum appellationum, coram judicibus in eis per nostram majestatem ordinatis ventilari et illis justicie debitum ministrari tempore regis Roberti illustris eorumdem comitatuum comitis, nostro regiminis tempore sic introducantur et ad eandem nostram curiam simili modo deveniant, et per justiciam secundum statuta Provincie et legitimas sancxiones fine debito terminentur, nullis proinde concessionibus de dictis appellationibus tam primis quam secundis cujusvis personis et aliis per nos factis, vel faciendis in posterum valituris, quin ymo ex presentis nostri statuti auctoritate privilegia et concessiones super eisdem appellationibus, quod ad curiam aliorum deveniant, factas vel faciendas annullamus, irritamus et perpetuo vacuamus cum talia que nostrum respiciunt dominium principale, non sit congruum ad aliorum judicium devenire.

LXII. — *Capitulum casuum regalium quorum cognitio ad officiales regios et reginales pertinet.*

Sancximus hac constitutione nostra perpetuo valitura quod jura regalium seu ipsa regalia que ad nostram curiam per quandam anthonomasiam et preheminentiam singularem spectant et spectare consuerunt tempore obitus domini Roberti, regis illustris, de cetero pertineat ad nostras curias comitatuum eorumdem et nostrorum super illis casibus qui jure regalium comprehenduntur officialium, sit cognitio perpetualis, non enim ab re regalia denominavere majores ut quod verbi ipsius significatum judicat, effectus approbet, sic quod sola regia curia illos disjudicet, casus qui regalibus comprehenduntur, eos tamen casus de

regalibus esse volumus, quos ejusdem domini regis provida constitutio jam declarat ac approbata consuetudo ejus, ejus obitus tempore vigens ostendit. Contra hanc autem constitutionem que honorem nostrí dyadematis conservare dinoscitur, factas vel faciendas, de ipsis regalibus concessiones aliis irritamus, et perpetuo vacuamus de certa scientia et nostra dominica potestate.

LXIII. — *Capitulum de non compellendo aliquem delatum per dictum unius testis et sub pena C. librarum judicibus attributa.*

Usum quoniam verius a legibus reprobatum abusum quo consueverunt judices ad crimina deputati dum de criminibus inquirunt delatos ipsos per subtiles exhortationes et non nunquam per violentas compulciones astringere quod se submittant dicto unius testis, super objecto crimine penitus reprobamus et hac pia constitutione sancximus, quod de cetero nullus delatus, de quocumque crimine possit compelli, ad standum dicto unius testis, nec talis ejus submissio etiam spontanea admittatur et facta fortassis nullum condempnationis educat effectum, in ore enim duorum, non unius tantum evanglica [1] disciplina starc voluit testimonium veritatis nec lex civilis permittit alicui quod ad nutum proprium de suo corpore, possit quisquam disponere, et ut observantia presentis capituli sit perennis et a nostris officialibus minimi [2] violetur predictis addicimus quod judices qui premissas subjectiones fieri fecerunt aut permiserint a delatis penam librarum centum incurrere ipso facto se noscant nostri fisci juribus applicandam.

LXIIII. — *Notariis vero contra hoc statutum venientibus pena librarum viginti quinque.*

At notarii curiarum qui acta ipsa conscripserint viginti quinque librarum pena punitos se intelligant, eo ipso ejusdem nostri fisci largitionibus applicanda.

[1] *Evangelica.*
[2] *Minime.*

LXV. — *Capitulum de non recipiendo carceragium ab incarceratis pena X librarum.*

Carcerarii seu comentariensis [1] a carceratis pro debitis fiscalibus seu pro quibusvis delictis quos criminis non astringit pro carceragio, seu pro jure quod appellant cathene, nichil recipiant ab illis quos eorum tenet carcer inclusos, non enim est afflictis danda afflictio, nec ad extortionem sed custodiam est carcer inventus, quod si contra fecerint oblata in dupplum restituant et penam decem librarum pro singulis vicibus, quibus dictas extorsiones commiserint, veniant condempnantes.

LXVI. — *De non recipiendo aliquid per subvicarios a delatis de quovis crimine et sub pena X librarum et duppli.*

Subvicarii vel officiales alii, qui suspectos de criminibus capiunt, ipsos ad nostras curias de justicia responsuros, nichil ab eis recipiant dum ipsos capiunt vel eos ducunt ad curiam etiam sub titulo oneris expensarum cum ex incumbenti eis officio hoc facere teneantur, quod si contra fecerint, oblata seu recepta in dupplum restituant, et pena decem librarum pro singulis vicibus quibus predicta commiserint puniantur.

LXVII. — *De non recipiendo aliquid per notarios de confectione inventariorum bonorum delatorum et sub pena X librarum et dupli rei recepte.*

Pravam consuetudinem que per nostros officiales per cujusdam extorsionis abusum extitit introducta penitus abolentes sancximus, quod notarii curiarum nostrarum ac alii officiales ad subscriptum ministerium per nostram curiam deputati, dum inventaria de mandato curie super bonis et rebus delatorum conficiunt, pro quorum confectione consue-

[1] *Commentarienses.*

verunt peccuniam extorquere aut de ipsis rebus rapere, nichil pro ipsius inventarii confectione recipiant, aut de rebus ipsis aliquid eorum comoditatibus applicent, quod si contrafecerint oblata seu recepta aut extimationem eorum aut receptam peccuniam in dupplum restituant, et penam decem librarum pro singulis vicibus, quibus contra fecerint fisco nostro componant.

LXVIII. — *Statutum contra blasphemantes et juratores de Deo et de beata Virgine Maria* [1].

Quod provida predecessorum nostrorum statuti edictio introduxit, non videmus rationabiliter nostro tempore corrigendum, qua propter statutum editum et penam in ipso contentam contra illos qui nomen Dei, Virginis Matris sue et sanctorum ejus in vanum recipiunt, volumus etiam nostro tempore obtinere roboris firmitatem nec majori pena

[1] « Les peines portées par un règlement récent contre les blasphèmes étaient des amendes » depuis 40 sols jusqu'à 25 livres, et ces peines, les juges les appliquaient souvent à tort et » à travers. Sur les plaintes du pays, le sénéchal de Provence révoqua non-seulement sa » première décision, mais arrêta que désormais ne seraient plus réputées blasphèmes les » paroles dans lesquelles il entre plus de légèreté et de mauvaise habitude que d'intentions » coupables envers la Divinité. C'est entre ces deux excès de rigueur et de tolérance que les » nouveaux statuts, ne voyant pas la nécessité de rien innover à cet égard, reviennent tout » simplement à l'application des anciennes lois. » (De la Plane, *Essai sur l'hist. municipale de Sisteron*, p. 103.)

En effet, des statuts spéciaux émanés de Charles II, en date du 16 septembre 1294, contiennent les dispositions suivantes :

Super blasphemiis.

In primis quidem, quum blasphema verba et sacramenta de Deo vel de sancta et gloriosa semperque virgine Dei genitrice Maria vel de aliis sanctis Dei dicere presumunt, Deum ad iracundiam provocantes injungimus omnibus abstinere, ab hujusmodi blasfemiis verbis. Qui vero contra fecerit, si burgensis vel miles vel alius nobilis fuerit, XX solidos regalium coronatorum; si vero plebeus X solidos ejusdem monetæ, nomine pœnæ solvere compellantur. Cujus pœnæ quarta pars solvatur deferenti; residuum vero curiæ. Et si quis pœnam prædictam solvere non poterit, ponatur die dominica, hora prima, publice in castello, et ibidem usque ad horam comestionis teneatur, ut alii hoc videntes a similibus arceantur. (Ch. Giraud, *Essai sur l'hist. du droit français au moyen âge*, t. II, p. 87.)

prefatos puniri volumus quam predicti statuti sanctio stabilivit, innovationibus aliis contra predicta factis minime valituris, perjurantes tamen aut blasphemantes, penis legitimis prout civilibus legibus sunt statute, volumus per nostros judices condempnari.

LXVIIII. — *De judicibus seu comissariis aut nunciis nil recipiendis a delatis causa salarii vel laboris.*

Extortionis quandam speciem, quam sub titulo sportularum aut licite retributione mercedis consueverunt commissarii seu judices delegati facere in comitatu nostro Provincie, a nostra republica omnino esse volumus alienam. Qua propter statuimus et hac nostra provida constitutione sancximus, quod nullus judex delegatus aut commissarius ordinatus ad causam criminis per nostram curiam ei commissam, sive ex merito officio aut ad petitionem partis causa criminalis veniat agitanda, possit aliquid a delato seu reo recipere quovis titulo etiam sportularum vel nomine salarii constituti, non enim est consonum rationi, ut dum quis arguitur, mercedem prebeat officio arguenti, si enim criminis macula est aspersus per talem sportularum seu salarii dationem, captat absolutionis beneficium qui digne penam ex comisso facinore debere subire; et ubi est ejus innocentia absolvenda, satis est contra justicie debitum quod veritatem nummis redimat, contra quam objecta falcitas per judicantis religionem erat penitus reprobanda.

Si quis autem per dictam nostram ordinationem violare presumpserit recepta per eum, ipsi reo in dupplum restituat, et pena concussionis nichilominus veniat condempnandus, fisci nostri comoditatibus et indempnitatibus subjectorum, cupientes debita provisione incurrere statuimus, quod nullus commissarius aut judex delegatus a majestate nostra aut aliis nostris officialibus comitatuum eorumdem, in causis quovismodo fiscum tangentibus pro earum cognitione seu super eis ministranda justicia, possit sportulas seu salarium aliquod recipere a nostra camera fisci, exposcente privilegio singulari, et ut in judiciis per omnia servetur equalitas, ordinamus etiam, quod non possint exigere sportulas memoratas ab

ipsis qui litigabunt, cum procuratoribus nostri fisci partem facientibus cum eisdem aut altercantibus in adversum.

Si quis autem contra fecerit ablata litigatoribus in duplum restituat et ipsi nostro fisco librarum quinquaginta pene nomine, nulla remissione faciendo proinde componat.

Aliud capitulum sequitur infra.

LXX. — *De notariis non conficiendis instrumenta absolutionum delatorum nisi sub breviori forma, sub pena decem librarum.*

Notariorum voraginem et eorum ambitum insatiabilem tollere cupientes hac nostra constitutione semper viridi observantia duratura sancximus, ut notarii curiarum nostrarum comitatuum Provincie et Forcalquerii, aut assumpti ad scribendum processus per judices ad causas criminis delegatos, detestabile [1] modum eorum protinus non observent super salario scripturarum, cum absolutorie sententie pro delatis per ipsos scribuntur, in quibus totum processum cum extensis titulis inquisitionis et plenariarum depositionem testium qui deposuerunt in causa curiosius describebant eorum questui pocius, ut de prolixa scriptura mercedis indebite salarium reciperent quam justicie deservirent; ut igitur eisdem nostris subditis hoc indebitum tollatur gravamen, statuendo mandamus ut predicti notarii tantum subsintam seu brevem mentionem, de inquisitionis tituli et facti processus substantia, in dictis sententiis absolutoriis quas describunt facientes seu tali modo sententias ipsas scribentes reos, qui per eorum innocentiam veniunt sentencialiter absolvendi, de cetero predictis perniciosis sumptibus modo aliquo non fatigent.

Pena sequitur.

Si quis vero ex eisdem notariis contra fecerit, dupplum precii quod receperit pro scripturis ipsis parti restituant, et decem librarum pena fisco nostro applicanda mulctatur.

[1] *Detestabilem.*

LXXI. — *Quod judices sententias absolutorias promulgent ut brevius poterunt.*

Judices vero qui sententias tali modo tulerint seu publicaverint penam similem eidem fisco nostro applicandam se noscant ipso facto irremisibiliter incursuros.

Item sequitur.

Ut gestorum habeatur memoria et veritas lapsa temporis quo rerum causatur oblivio humanis actibus prejudicium non paret documenta publica introducere majores per que cedarentur futura jurgia et veritas ipsa in robore suo presto urgeret.

LXXII. — *Quod notarii in eorum officio recipientes scripturas publicas teneantur dimittere protocolla.*

Sane per tabelliones et notariorum desidiam et non nunquam maliciam evenit, quod prothocolla ad que notarii tenentur scribenda ut certa ex illis fides semper existat, omittunt notarii scribere aliquando tam de ipsis contractibus quam judiciariis actibus originales scripturas que proprie protocolla vocantur, de ipsis civitatibus seu locis, in quibus ipsi exercuerunt officium, tam de ipsis in judicio actitatis quam contractibus coram eis celebratis per partes ab officiis amoti secum deferunt, ex quo persepe evenit, quod emergentibus dubiis, de actitatis et gestis opporteret pro veritatis habenda substantia, ad easdem scripturas habere recursum, et dum earum abest copia nutriuntur lites ex litibus, et fides publica non habetur, et propterea provido hoc statuto edicimus, quod dicti notarii curiarum Provincie semper conficiant acta originalia in judiciis et de contractibus apud eos fortase habitis prothocolla que horum recessus tempore, cum de ipsis amoventur officiis, dimittant apud loca ipsa tribunalium successores custodiant fideliter, et eorum sigillata sigillis ut cum de illis est fides assumenda pro evitatione litium et veritas inde pandenda sit promtum per ea judicium veritatis.

LXXIII. — *Quod judices anno quolibet, duo parlamenta.*

Ad judices qui humanos actus disjudicant, spectat principaliter judicium et justiciam facere facinorosos prosequi et tueri innoxios per absolutionis beneficium cum eos prospiciunt innocentes, non enim sine ratione predecessorum nostrorum statuta salubriter ordinaverunt per judices ipsos, iterata annis singulis parlamenta fieri debere, ut in illos innocentes absolverent et delinquentibus per liberatas sententias darent publicas disciplinas, sed cernunt nostra moderna tempora quod judicantes ipsi ex desidia qua non veniunt excusandi seu ex malicia que in omnibus reprobanda et in ipsis acriter arguenda, inchoandos processus super criminibus protelant ex quadam predestinatione ipsos determinare omittunt in suspenso delatos ipsos tenentes non justiciam sed questum pocius affectantes. Ea propter eorum volentes nostris subditis in justicia providere, presenti constitutione sancximus, quod judices in parlamentis que celebrant processus omnes in eorum curiis habitos, cum omni diligencie terminent studio, absolvendo vel condempnando delatos, juxta probatorum meritas [1].

Si quis vero judicum predictorum infra sui officii tempus processus eosdem per diffinitive sentencie calculum, terminare neglexerit, pro quolibet non terminato, pena vigintiquinque librarum nostro errario applicanda irremisibiliter auctoritate, statuti presentis incursurum se noscat; et nichilominus pia manu porrigimus parti que propter ea gravata existat ad suum debitum interesse petendum condicione ex lege presenti.

LXXIIII. — *Quod in qualibet inquisitione ponatur nomen denunciantis, et sub pena XXV librarum judicibus et notariis.*

☞ Dolosis astutiis dare repulsam et calumpniantium iniquitates expellere cupientes hoc provido statuto prescribimus ut quocies super aliquo crimine officiales nostros contigit processus facere in principio inquisi-

[1] *Merita.*

tionis ipsius semper per notarios qui processus conficiunt, nomen denumciatoris[1] scribi faciant quocumque modo, denumciator sive per vias cujusdam intimationis, seu delationis criminis, sive vere denumcians ad ipsum deferendum aut denumciandum crimen, ad curiam nostram devenerit, ut sic in aperto appareat denumciantis seu incriminantis persona sibi omnino tollatur copia in judicio super denumciato crimine testimonium tollendi accusatoris et testis alterum secus sibi repugnet officium, et absque nota calumpnie non prospicitur, qui testificaturi et deferre crimen desiderat; et ut presentis statuti observantia in suo robore perseveret, tam judices quam notarios qui contra predicta fecerint, ipso facto volumus penam viginti quinque librarum fisco nostro componentem incurrere et denumciatores predictos sub tali calumpnie pallio testimonium deponentes hujusmodi, super crimine delato per eos penam similem, pro sua quasi evidenti calumpnia incursuros se noscant.

LXXV. — *Quod judices de primo nec secundo decreto, et interlocutorie sententie vel diffinitive nil recipiant.*

☞ Avaricie vicium quod mentis et corporis generat cecitatem, dum judicantium mentes ingreditur veritati se obicit et decorositati justicie emulatur, et propter ea affectantes ipsum esse a nostris officialibus alienum hac perhempni nostra constitutione sancximus, ut judicibus ordinariis et aliis officialibus quibuscumque, de causis seu litibus cognitionem habentibus pro decreti primi vel secundi interpositione, interlocutoria seu diffinitiva sententia ferenda a litigatoribus vel delatis sub laboris titulo exigant aut oblatum recipiant, sed fugata avaricia sint contenti stipendiis que sibi de nostra, sunt promissa, curia, et inferende pene metus a talibus retrahat, quod virtutis amore non allicit, predictos ut premittitur delinquentes, penam oblatorum ob causas predictas, quam verius extortorum duppli parti applicandum et tantumdem fisco nostro componendum, hujus vigore statuti ipso facto se noscant protinus incursuros.

[1] *Sic.*

LXXVI. — *Quod clavarii nil aliud recipiant a condempnatis quam condempnationem et sub pena duppli.*

Clavarii, qui a clavibus juste exigende et conservande fiscalis pecunie nomen eorum officii receperunt, qui non deservientes eorum vocabulo, manus ad oppressionem subditorum extendunt, eorum capacitati [1] frenum ponere intendentes, presentibus statuendo prescribimus, ut nullus clavarius dum fiscalem peccuniam exigit a subjectis quovis modo nostre curie debitam recipiat aliquid ultra illud quod curie nostre debetur sub nomine laboris salarii vel dicte, quod si contra fecerit dupplum extortorum restituat, et tantumdem fisco nostro, ipso facto compositurος se noscant.

LXXVII. — *Quod notarii non audeant clavarium tenere in substitutum et sub pena officii privationis.*

Eosdem clavarios aliquando in curiis ordinato per substitutum notarie officium, gerere prohibemus et eis principaliter gerentibus officium notarie quod processus in causis criminum seu ipsarum inquisitionum presentis auctoritate statuti mandamus expresse nullo modo conficiant, seu describant, ut omnis fraudis et suspicionis nostris subditis tollatur materia et qui partem pro officio curie in ipsis inquisitionibus videtur debere facere processus inquisitionis ipsius, non appareat ordinator, contra vero facientes ipso facto privationem suorum officiorum cum fame macula, et penam viginti quinque librarum, incursuros se noscant.

LXXVIII. — *Quod judices vel notarii non gravent aliquem delatum de extrahi faciendo instrumentum ab absolutoria sententia.*

Suspectum humano ingenio reputatur, dum quis nititur conferre beneficium immunitum propter ea presentis constitutionis tenore, judicibus nostrarum curiarum et notariis expressius inhibemus, ut reos qui de objectis criminibus sunt per sententiam absoluti, non presumant compel-

[1] *Rapacitati.*

lere, de absolutoria sentencia recipere publicum instrumentum, satis enim aperte dinoscitur, quod pro hoc pocius questus ex scriptura perquirantur, quam testimonium absolutionis ipsius reos inde preberi, ad requisitionem vero ejus qui est per sententiam absolutus conficiant de lata sententia ipsi notarii publicum instrumentum, prout superius alterius statuti edicit, pro quo, non recipiant nisi salarium, quod promittitur licite eis recipere ex scriptura, in contrarium venientes in dupplum volumus accepta reddere et penam decem librarum fisco nostro, ipso facto incurrere se noscant.

LXXVIIII. — *Quod officiales non gravent aliquem de solvendo incantum nisi juxta statutum anticum.*

Ad excercendum misterium[1] incantus seu super incantus per curiam deputati, ab extortionibus omnino abstineant, et ultra consuetum et debitum non gravent illos, quorum res ad incantum venduntur, in quo illud observari volumus quod solvatur, quod tempore obitus domini Roberti, regis illustris, solvebatur pro jure incantus ejusdem, pena dupli se mulctandos esse cognoscant in contrarium facientes, vigore nostri presentis promulgati statuti.

LXXX. — *Jussio missa senescallo comitatuum Provincie et Forcalquerii super observacione constitutionum et statutorum eorumdem.*

Et quia parum prodesset leges seu constitutiones condere nisi debita executio preberetur eisdem, propter ea tibi nostro senescallo presenti, damus expressius in mandatis quatenus prescriptas constitutiones et statuta nostra, facias per eosdem comitatus per tuas litteras, formam presentium continentes, per civitates, castra et loca comitatuum eorumdem divulgari, et tam tibi quam aliis successoribus tuis jubemus, sub obtentu nostre gracie, et indignationis incursu, quatenus constitutiones easdem seu statuta nostra tenaciter observetis et mandetis et faciatis ab aliis

[1] *Ministerium.*

observari, et a contravenientibus cum omni solicitudinis studio ad opus nostre camere, penis exigi contentas in illis, presentibus semper remanentibus fideliter custodiendis, in regio nostro archivo Aquensis ad futuram certitudinem, testimonium et cautelam.

Sequitur datum.

Datum Neapoli per Sergium domini Ursonis de Neapoli, militem, juris civilis professorem, magne nostre curie magistrum rationalem, ac viceprothonotarium regni Sicilie, consiliarium et fidelem nostrum dilectum. Anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo secundo, die quinto novembris, sexte indicionis, regnorum vero nostri predicti regis, anno quinto, et nostre prefate regine, anno decimo.

LXXXI. — *Sequitur exequtio predicti domini Provincie senescalli.*

Volentes igitur mandata dominica cum reverentia exequi ut tenemur, vobis et cuilibet vestrum expresse precipiendo mandamus, regia et reginali auctoribus quibus fungimur, pro parte universitatis hominum ville Sancti Maximini instantius requisiti, quatinus vos officiales presentes, prout ad unius cujuscumque vestrum spectabit officium, statim visis presentibus, constitutiones et statuta predicta, sicut in dictis litteris prescribuntur, divulgari publice faciatis, et deinde, tam vos ipsi presentes quam vos alii successive futuri officiales jam dicti constitutiones et statuta easdem, officiorum vestrorum temporibus, inviolabiliter observantes, et faciatis tenaciter observari, exigique penas predictas superius a quibuscumque contravenientibus pro parte curie supradicte, presentibus, quas in cartulariis dicte curie describi volumus et jubemus, ut ad vestram deveniat notionem, successorum presentantibus remanentibus pro cautela.

Sequitur datum litterarum executoriarum.

Datum Aquis per virum nobilem dominum Johannem de Revesto, militem, juris civilis professorem, magne regie reginalisque curie, magistrum

rationalem, mandato nostro vicegerentem, majoris judicis comitatuum predictorum. Anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo tercio, die vicesima secunda aprilis, sexte indicionis.

Receptio litterarum a domino judice inde facta.

Qui quidem dominus judex ipsis litteris receptis, cum ea qua decet reverentia et honore respondit se fore paratum, dictas litteras et omnia in eis conteta[1] exequi reverenter, juxta quod sibi precipitur et mandatur, ac observare firmiter inquantum suo incumbit officio, et facere ab alii inviolabiliter observari, et nichilominus fieri jussit et voluit, de tenore dictarum litterarum, ad dictorum dominorum consiliariorum instanciam et requisitionem, per me subscriptum notarium, unum publicum instrumentum.

Sequitur hic actum instrumenti.

Actum in villa Sancti Maximini, in aula regia et reginalis curie dicti loci, presentibus fratre Guillelmo Pellegrini, fratre Raymundo Sylvi, Santorio de garda de Sancto Maximino, testibus vocatis et rogatis.

Hic infra continetur nomen notarii hujus instrumenti.

Et me Gaufrido Guillermi, publico ab illus[2]. . . . .
. . . .

[1] *Contenta.*

[2] Il manque ici un feuillet au Cartulaire; la pagination n'a point cependant été interrompue, car elle est d'une écriture plus récente que le corps du manuscrit.

Incipit preambulum illustris domini Philippi de Tarento principis, regii et reginalis in comitatibus Provincie et Forcalquerii generalis vicarii[1].

Philippus de Tarento clare memorie illustris domini principis Tarenti filius in comitatibus Provincie et Forcalquerii, regius et reginalis vicarius generalis. Universis et singulis officialibus dictorum comitatuum quacumque appellatione seu denominatione notentur presentibus et futuris, eorumque cuilibet seu locatenentibus eorumdem, fidelibus, fraternis regiis et reginalibus nostrisque devotis, salutem et dilectionem sinceram; dum consideramus attente sinceritatem devotionis et fidei, qua barones et nobiles ac universitates, locorum omnium dictorum comitatuum, erga regiam et reginalem celsitudinem eorumque predecessores, per evidenciam diversarum laudabilium operum claruerunt; dumque attenta meditatione pensamus quot, et quanta personarum et rerum dispendia in dictorum dominorum nostrorum agendis arduis subierunt, que gratis sunt affectibus memoritis recedenda, merito ex talium commemoratione inducimur, ut quantum nostra possibilitas patitur eorum relevemus gravamina et profutura pariter contendamus, ut per hec que eorum merita exegerunt, ad ipsorum dominorum nostrorum beneplacita reddantur perpetuo promtiores.

[1] Ces statuts s'appliquent à la Provence entière. Philippe de Tarente, frère de Louis, second époux de la reine Jeanne, était lieutenant général des comtés de Provence et de Forcalquier en l'absence du roi et de la reine, et en cette qualité il accorda une amnistie générale pour toutes condamnations prononcées par les officiers royaux des divers bailliages du comté de Provence, et aussi rémission de dettes dues au trésor. Ce fut une mesure de clémence à la suite de la dernière guerre suscitée par Robert de Duras. Ces statuts sont à la date du 28 mars 1356. Comme ils s'adressent à toutes les communautés de la Provence, il n'est point étonnant qu'ils se trouvent inscrits dans le livre des priviléges de Saint-Maximin. Ils sont un monument historique d'une grande valeur pour l'intelligence des mœurs et de la civilisation de l'époque. D'après M. Guichard, cet acte se trouve aussi dans les archives de Digne; mais il s'est contenté de le signaler sans le reproduire. (*Essai sur le Cominalat*, t. I, p. 363.)

Voir les historiens de Provence au sujet de cette amnistie. Bouche et Nostradamus la placent en 1354, et Papon, le 18, au lieu du 28 mars 1356. (Bouche, *Hist. de Prov.*, t. II, p. 378. — Nostradamus, *Hist. et chron. de Prov.*, p. 402. — Papon, *Hist. de Prov.*, t. III, p. 197.)

Item sequitur.

Sane cum pridem pro quibusdam arduis negociis atque causis honorem regium et reginalem bonumque statum partium istarum respicientibus, barones et nobiles, ac sindicos universitatum, locorum demanii earumdem, ad nostram presenciam fecerimus evocari, ipsi pro parte nostra de agendis incumbentibus informati, et deinde ex parte dominorum nostrorum cum instantia requisiti, et de his que necessaria sunt pro ipsorum agendorum expeditione votiva, habito super hoc ad invicem sepe cum deliberatione coloquio, a preteritis actibus volentes discedere; sed eis pocius continuatione laudabili inherere, quedam subsidia, que ab eis graciose petivimus, nobis prompte et liberaliter gratiosius concesserunt, quorum laudanda conces [1] et attemptanda pariter nos astringit ad grata rependia meritorum.

Item sequitur.

Hac igitur consideratione comoti, cum ipsi barones et nobiles, ac sindici congregrati [2], tam pro ipsorum parte quam omnium aliorum qui tangi poterunt in hac parte, pro suorum relevatione gravaminum, ac pro bono statu partium earumdem, quedam instanter pecierunt a nobis que difficilia satis erant.

Item eciam sequitur.

Nos attendentes eorum sinceritatem fidei et devotionis promptitudinem, nec minus cupientes illis in his et aliis que comode possumus promptis affectibus complacere in quadam recompensatione premissorum, vicariatus auctoritate qua fungimur de liberalitate mera et speciali gracia, eorum petitionibus subscripto modo duximus anuendum.

[1] *Concessa.*
[2] *Sic.*

LXXXII. — *Concessio combustionis et remissionis cartulariorum condempnationum et penarum fallitarum.*

Et primo videlicet quod cum universaliter homines fere omnes istarum partium pro condempnationibus peccuniariis, latis et penis fallitis per regiam et reginalem curiam seu officiales ipsius diversi mode[1] plurimum gravarentur, ut ipsorum deinde tollantur gravamina, que non placide ferimus, placet nobis et volumus atque concedimus per presentes, quod omnia cartularia penarum fallitarum omnium et singularum curiarum regiarum et reginalium istarum partium descripta in ipsis curiis contra quascumque personas usque ad diem hodiernam in singulis locis sive capitibus, vicariarum sive bajuliarum istarum partium penitus comburantur, ita quod illis vel aliqua ipsarum homines ipsi per dictam curiam non impetantur de cetero vel graventur cum penas et latas hujusmodi eis et eorum cuilibet duximus totaliter remittendas.

LXXXIII. — *Quod cartularia et inquisitiones cancellentur et devastentur.*

Item modo predicto, remisimus, et ex nunc remittimus per presentes omnes et singulas condempnationes et inquisitiones alias criminalium delictorum, sive excessuum comissorum latas et factas, seu fieri inchoatas in dictis curiis temporibus totis preteritis usque ad presentem diem, ex quacumque causa contra quascumque personas ita quidem quod condempnationes ipse ac inquisitiones in cartulariis ipsarum curiarum in quibus conscripte sunt cancellentur, protinus et penitus comburantur, facta prius investigatione subscripta, sic quod ex illis vel eorum aliqua contra aliquem vel aliquos aliqua impeticio de cetero non resultet tamen, quia cartularia hujus modi sine gravi prejudicio dicte curie pluribus causis suadentibus ex toto sic cito deleri non possent; providimus cartularia ipsa debere perquiri et ab illis substancialiter extrahi, omnes et singulas condempnationes que ad conservationem juris exercende, jurisdictionis dicte curie pertinebunt, prout in aliis nostris litteris directis clavariis dictorum comitatuum est expressum.

[1] *Modo.*

LXXXIIII. — *Remissio facta per dictum dominum vicarium de quocumque crimine seu delicto.*

Item ad supplicis peticionis instanciam dictorum baronum, nobilium et universitatum predictarum, eisdem baronibus, nobilibus et universitatibus ipsis et singularibus personis eorumdem eis subditis et non subditis, remisimus jam et nunc remittimus per presentes omne crimen, omneque delictum sive excessum, sive capitale sive non comissum seu perpetratum per eos qualitercumque retro actis temporibus usque ad hanc diem presentem, etiam si per aliqua eorum aliquibus officialibus dicte curie in aliquo actu resistencia facta foret, nec non et omnem culpam seu penam quam incurrissent, propterea vel forsitam possent incurrere, de quo per judicem ordinarium vel comissarium generalem vel specialem vel alium deputatum super hoc inquisitum fuerit vel seu de quo posset inquiri, ita quod insignum realis remissionis hujusmodi processus omnes conscripti super his in cartulariis curiarum ipsarum, in eis penitus deleantur.

LXXXV. — *Retentio criminis lese majestatis.*

A nostra remissione hujusmodi excludentes lese majestatis criminis, reos ipsorumque receptatores et defensores et eos qui aliquem interfecerunt vel interfici fecerunt aut mandaverunt quamvis mors non fuerit subsecuta, mutterios, falsarios, non mensurarum vel ponderum, stratarum publicarum depredatores, latrones famosos, raptores virginum, vel sacrarum mulierum, homicidas voluntarios partem habentes per contrarium gradu propinquo, nisi pace et concordia facta cum adversariis quia talibus talis remissio patrocinari non debet; simplices vero homicide, si aliis voluerint ordinationi predicte adherere in remissione hujusmodi includantur, pace cum adversariis tamen facta. Excludentes quoque et exceptuantes[1] expresse, ab omnibus remissionibus, concessionibus et graciis

[1] *Sic.*

in hujusmodi nostro privilegio expressatis, vassalos et subditos prelatorum, hospitaleriorum, et quarumcumque aliarum ecclesiasticarum personarum, qui forte volent contribuere in subsidio et adherere ordinationi jam dicte.

LXXXVI. — *Remissio cujuscumque debiti in thesauraria regia.*

Item ad predictorum peticionem eis remisimus graciose et ex nunc remittimus per presentes, omnia et singula debita, que in thesauraria aut impendentibus clavariorum dicte curie continentur, seu possent reperiri ex quacumque causa, a decem annis proxime preteritis ultra, nec non et debita omnia seu credita, quondam Judeorum dictorum comitatuum que possent qualitercumque ad nostram curiam usque nunc devenire, quodque debita ipsa pendencia, in quaternis pendencium, thesaurariorum et clavariorum ipsorum, a cartulariis clavariarum locorum predictorum, sic cancellentur et deleantur, quod ex illis deinceps aliqua impeticio non resultet, excipientes a remissione hujusmodi omnia illa que per singulos annos perpetuo curie predicte debentur.

LXXXVII. — *Remissio quorumcumque deffectuum cavalcatarum* [1].

Item remisimus et nunc remittimus, dictis baronibus, nobilibus et universitatibus, qui et que dicte curie ad cavalcatas personales tenentur, omnes deffectus comissos huc usque in cavalcatis inditis per curiam antedictam et deffectus etiam subsidiorum graciose donatorum et focagiorum huc usque impositorum per curiam supradictam, ita quod pro illis non vexentur de cetero ipsi barones, nobiles, et universitates nec molestentur etiam per curiam prelibatam, nec etiam pro exactione trium alborum [2] olim ordinatorum dari per prelatos, barones ipsos, nobiles ac universitates, etiam pro subsidio facto in recuperatione terre Baucii [3], ubi subsi-

[1] *Cavalcades, chevauchées.* Service militaire. — Chaque communauté devait fournir un nombre de fantassins et de cavaliers proportionné à celui de ses feux.

[2] *Trois deniers blancs.*

[3] Terre des Baux.

dium gentium transmiserint, quorum stipendia valorem dicte tallie trium alborum ascendunt. Tamen si collectores dictorum subsidiorum aut focagiorum de peccunia collecta per eos, non satisfecerint dicte curie, ad solvendum totum illud quod exegerint per dictam curiam compellantur remissione hujusmodi non obstante.

LXXXVIII. — *Confirmatio compositionum* [1].

Item confirmavimus et nunc eciam confirmamus omnes et singulas compositiones, huc usque factas, per senescallos dictorum comitatuum preteritos et presentem ac quoscumque officiales alios ordinarios vel comissarios cum quibuscumque personis tam super morte et dirobatione Judeorum, quam de aliocumque crimine seu delicto, ita quod componentes ipsi, de his pro quibus composuerunt, ab inde in antea non debeant per dictam curiam impeti, vel aliquatenus molestari.

LXXXVIIII. — *Concessio quod non imponatur focagium de uno anno.*

Item concessimus et ex nunc concedimus graciose, quod infra annum unum ab instanti festo Resurrectionis dominice in antea numerandum non imponatur focagium, per dictam curiam in comitatibus supradictis, et hoc idem intelligatur de cavalcatis personalibus, nisi quod Deus avertat pro defensione dictorum comitatuum magna necessitas immineret quo casu cavalcate ipse possint indici per curiam supradictam.

XC. — *Hic continetur infra remissio deffectuum comissorum per officiales.*

Preterea cum pro parte dictorum baronum, nobilium et universitatum peteretur a nobis quod inquisitores ordinati, contra officiales et usurarios comitatuum predictorum revocarentur, et processus facti per eos usque ad presentem diem anullarentur, ac pena comissorum remitterentur eisdem. Nolentes hanc peticionem ex toto admittere, nec ex toto negare,

[1] Confirmation des compositions faites par les sénéchaux des comtés de Provence et de Forcalquier, tant sur la mort et le vol des Juifs que sur tout autre crime ou délit.

sed modificando eandem, eis graciose concessimus et nunc concedimus per presentes, quod omnis culpa, seu pena commissa per quoscumque causa aliqua seu qua essent propterea puniendi, eis et eorum singulis remittatur, et ex nunc ipsam unicuique ipsorum remittimus graciose, sic quod nullo unquam tempore impeti ullus nequeat jure parti leseque forsan aliquem accusare voluerit reservato, exceptis tamen ab his liquidis, liquidatis, et eciam liquidandis, ac compositionibus inde factis et promissis, que tanquam liquida reputantur. Revocantes inquisitores ipsos harum serie, et cartularia, seu processus ex ipsa inquisitione sequta et secutos eorum tempore extractis prius ipsis liquidis seu que liquidari receptoribus jurium dicte curie verissimiliter presumuntur, concremari jubentes.

XCI. — *Remissio penarum in questionibus impositarum.*

Verum cum pro parte predictorum eciam peteretur quod omnes questiones, defectus atque dubia notata in rationibus clavariorum, bajulorum, ac emptorum, curie reddituum quorumcumque aliorum et pena comissa remitteretur eisdem. Nos volentes cum eis graciose agere in hac parte penam predictam seu culpam re hujusmodi eis duximus remittendos. Tamen volumus et etiam retinemus, quod totum liquidum ad quod invenientur teneri, liquidatum jam et etiam liquidandum, per eos dicte curie integraliter persolvatur.

XCII. — *De preconizatione que fieri debet in ingressu cujuslibet officialis* [1].

Item pro contentatione dictorum baronum, nobilium, et universitatum et ut officiales minores ordinandi in locis comitatuum predictorum ad servandum ea que in suis comissionibus continebuntur reddantur magis solliciti et attenti placet nobis, et volumus, ac tenore presentium ordina-

[1] L'installation des officiers de la cour devait être annoncée à son de trompe, pour que chacun pût y assister et connût la formule de leur commission, en sorte que ces officiers fussent par là même plus empressés et plus attentifs dans l'observation des devoirs de leur charge.

mus, quod antequam officiales ipsi, ad comissa eis seu comittenda officia admittantur, fiat divulgatio, voce preconia, in loco in quo officialis fuerit ordinatus, quod certa hora, veniant quicumque voluerint ad curiam dicte terre, ad videndum ingressum illius, et audiendum pariter formam comissionis ejusdem.

XCIII. — *Quod subvicarius non possit denunciare nisi nomen denunciantis exprimat.*

Item concessimus eis, et nunc concedimus per presentes de gracia speciali, licet contrarium fuerit huc usque servatum, quod subvicarii terrarum predictarum, vel alius, denunciata sibi vel visa non possit nec debeat denunciare dicte curie nisi nomen denunciantis exprimat, ut si denunciatus fuerit absolutus forsitan, calumniosus denuncians, delato in expensis, prout ordo rationis expostulat condempnetur.

XCIIII. — *Quod omnes inquisitiones sint terminande seu terminate infra terminum statutum.*

Item ad predictorum instancia [1] licet hoc secundum infra procedere videatur, eis concessis pro se et aliis qui in his tangi poterunt, in futurum, quod nullus delatus subiciatur [2] questionibus vel tormentis nisi secundum jura que mandamus et volumus ab omnibus observari. Et omnes inquisitiones fiende contra quoscumque terminentur, et terminari debeant infra terminum per statuta super hoc edita ordinatum.

XCV. — *Remissio bonorum contumatium.*

Quodque condempnatus de contumacia si volens stare juri super facto principali comparuerit infra annum bona ejus annotata, ad manus curie salvo jure contumacie remittatur eidem.

[1] *Sic.*
[2] *Sic.*

XCVI. — *Quod focagium servetur juxta statutum antiquum.*

Item eis modo predicto concessimus, quod super focagiis de cetero imponendis pro emptione terrarum servetur et servari debeat illibate statutum olim super hoc editum omni fraude cessante, ita quod in casibus contingentibus, statutum hujusmodi servetur, quod nullam habeat materiam conquerendi.

XCVII. — *Quod omnes pro curia vinculo excomunicationis innodati, absolvantur.*

Item eis concessimus quia convenit rationi, quod quoddam debitum contractum dudum per officiales majores et quosdam alios istarum parcium pro defensione hujus provincie pro quo jam fuerunt et sunt excomunicationis vinculo innodati, solvatur per dictas curias cum effectu. Cum debitum ipsum sicut a certo didiscimus contractum extiterit, pro dicta curia et pro arduis incumbentibus tunc agendis, in faciendo vero absolvi illos qui pro captione castri Pertusii[1] excomunicati existunt, pro contentatione dictorum, baronum, nobilium et universitatum qui intercesserunt apud nos propterea promittimus facere posse nostrum.

XCVIII. — *Quod nullus officialis curie sit ausus recipere debita a baronibus et sub certa pena.*

Item instantibus, baronibus, nobilibus et universitatibus ipsis, ordinamus, volumus et mandamus expresse quod nulli officialium dicte curie, comitatuum predictorum cujuscumque condicionis existat, liceat a modo quovis titulo sive causa, in se recipere pro dicta curia aliqua debita privatorum, cum id sit ab omnibus merito detestandum, quinymo si hoc per aliquod ex dictis officialibus extiterit forte factum, illud auctoritate qua fungimur ex nunc totaliter revocamus, et haberi volumus pro non facto, quod si quis ex ipsis officialibus talia de cetero presumpserit facere, per dictam curiam graviter puniatur.

[1] *Pertuis*, sur les bords de la Durance.

XCVIIII.—*Capitulum super conservatione privilegiorum, per officiales curie.*

Item concessimus modo predicto, quod super revocandis gravaminibus illatis, baronibus, nobilibus et universitatibus ipsis, per officiales dicte curie ad quos spectabit, servetur, et servari debeat, privilegia eis et cuilibet ipsorum concessa prout de jure servari debent; quodque si super hoc, et forsan aliquid contra jus attemptatum, illud de plano et summarie revocetur.

C. — *Quod statuta antiqua observentur.*

Item, cum dicti barones, nobiles et universitates pecierint eis concedi, quod per senescallos dictorum comitatuum, presentes scilicet et futuros non possit devetum seu prohibicio sit quominus singulares persone dictorum comitatuum, possint blada et alia victualia deportare et deportari facere ad civitates et loca dictorum comitatuum et extra, nisi esset necessitas evidens que talia fieri minime pateretur.

Nos eis concessimus et per presentes concedimus, quod statuta antiqua olim super talibus edita, debeat tenaciter observari.

CI. — *Observatio libertatum, conventionum, et permutationum.*

Item cum dicti barones, nobiles et universitates asserant se multa privilegia, libertates, conventiones excambia, seu permutationes habere contra que et quas et eorum prejudicium per officiales dicte curie, sicut asseritur extitit sepe factum, petito cum instancia per eosdem, ipsa privilegia, libertates, conventiones et excambia eis illibate servari et attemptata in contrarium revocari. Nos cupientes quantum licenter possumus complacere eisdem, placet nobis et volumus, ac presentium tenore concedimus et mandamus, quod non obstante quocumque casu contrario, seu quasi possessione dicta privilegia, libertates, conventiones, et excambia per illos ad quos spectaverit, prout de jure servanda fuerint eis debeant observari. Quodque si super his contra jus est aliquid forte factum, illud in irritum vocatis procuratoribus fisci, qui jura curie teneantur, summarie revocetur.

CII. — *Revocatio jurium occupatorum, baronibus et nobilibus.*

Item concessimus dictis baronibus, nobilibus et universitatibus, et concedimus per presentes, quod si qua[1] olim per dictam curiam de eorum juribus atque bonis minus debite[2], ut dixerunt, fuerint occupata, vocatis evocandis per illos, ad quos spectabit seu spectare poterit, fiat eis super hoc summarie et de plano, quod justicia suadebit.

CIII. — *Confirmatio statutorum antiquorum contra notarios, nuncios et alios officiales stabilitorum.*

☞ Insuper facta conquestione per ipsos, quod notarii, nuncii et officiales alii, istarum parcium, pro scripturis, quas faciunt, salariis et sportulis eorumdem, contra statuta antiqua super his edita in grande ipsorum et subditorum gravamen, recipiunt excessive, instantibus ipsis volumus et mandamus, quod super premissis per officiales predictos, presentes scilicet et futuros, ipsa statuta antiqua, olim super talibus edita, sub pena duppli ejus quod ultra formam dictorum statutorum receperint applicanda dicte curie tenaciter observetur.

CIIII. — *Revocatio cujuscumque dubietatis inter curiam et barones.*

Postremo per presentes predictis concedimus, quod si super premissis, vel aliquo eorumdem dubietas aliqua, forsitan oriretur, interpretatio dubiorum hujusmodi, contra dictam curiam, et pro ipsis baronibus, nobilibus et universitatibus prout jura volunt semper procedat.

CV. — *Item sequitur de predicto privilegio ut infra continetur.*

Quibus omnibus sic peractis, et ut prescribitur ordinatis, ut ea que comune bonum partium istarum respiciunt executionis obtate debitum

[1] *Que.*
[2] *Debita.*

sortiantur effectum tam senescallis quam aliis majoribus et particularibus officialibus dictorum comitatuum presentibus et futuris quacumque distinctione notentur, vicariatus auctoritate qua fungimur per presentes, precipimus et mandamus quatinus omnia et singula supra dicta que de certa nostra sciencia processerunt, inquantum expectat ad eos, et poterit spectare, illibate servare et exequi debeant, et contra illa, vel eorum aliquod, sub pena regie et reginalis gracie atque nostre, nunquam facere vel venire presumant, sicut indignationem eorum et nostram pariter cupiunt evitare, et quamvis ex potestate per predictos nostros dominos in ipso vicariatus officio, nobis tradita, sicut per eorum patentes litteras, manifeste apparet, quarum copia Aquis in regio et reginali conservantur archivo premissa omnia gaudere possint et gaudeant, plena et perpetua firmitate.

CVI. — *Promissio facta per dictum dominum super ratificatione predictorum.*

Nichilominus tamen, pro contentatione dictorum baronum, atque nobilium et universitatum ipsarum, ut illa validiora sint et majoris firmitatis robore fulciantur, in verbo regali promittimus, et sub virtute juramenti prestiti pollicemur, quod antequam de istis partibus decedentes Deo actore revertamur in regnum, premissa omnia et singula in presentibus litteris nostris contenta, per excellentiam regiam et reginalem, et per eorum patentes litteras, ipsorum sigillis pendentibus comunitas, pro majoris cautele suffragio, faciemus, inviolabiliter confirmari.

CVII. — *Conclusio omnium premissorum et singularum.*

In quorum omnium testimonium, certitudinem et cautelam, presentes nostras patentes litteras valituras, perpetuo fieri mandavimus, ex inde nostro pendenti sigillo munitas, concedentesque barones, nobiles et universitates predicti, quisque per se si voluerit, pro majori certitudine et cautela, sub eodem sigillo nostro consimiles possint habere.

Sequitur datum privilegii vel litterarum.

Datum Aquis, per dominum Johannem Freiziam de Ravello, militem, juris civilis professorem, hospicii nostri, et curie, vicarie, regni judicem, dilectum consiliarium et familiarem nostrum. Anno Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo sexto, die vicesimo octavo marcii, none indicionis [1].

[1] *Indictionis.*

[1] *Aysso es lo registre de las pastas et dels pans de la villa de Sant Mayssimin, segon la ordenament de Masselha, e segon la mezura vielha de Masselha*[2].

Ayssi comensa la pasta blanca. — Et premierament :

Cant annona val X s. devom contar los XI deniars com dona als pestres et alas pestoresas, V deniars per avareas et VI deniars per degazanh, et deu pesar la denayrada IX onsas e plus a razon de X s.

Item, à IX s. e IX deniars deu pesar IX onsas.
Item, à IX s. e VI deniars deu pesar IX onsas.
Item, à IX s. e III deniars deu pesar IX onsas.
Item, à IX s. deu pesar IX onsas.
Item, à VIII s. e IX deniars deu pesar X onsas.
Item, à VIII s. e VI deniars deu pesar X onsas.
Item, à VIII s. e III deniars deu pesar X onsas.
Item, à VIII s. deu pesar XI onsas.
Item, à VII s. e IX deniars deu pesar X onsas e quarta.
Item, à VII s. e VI deniars deu pesar XI onsas e III quartas.
Item, à VII s. e III deniars deu pesar XII onsas.
Item, à VII s. deu pesar XII onsas e mieia.
Item, à VI s. e IX deniars deu pesar XIII onsas.
Item, à VI s. e VI deniars deu pesar XIII onsas e quarta.
Item, à VI s. e III deniars deu pesar XIII onsas e III quartas.
Item, à VI s. deu pesar XIIII onsas e quarta.
Item, à V s. e IX deniars deu pesar XIIII onsas e III quartas.
Item, à V s. e VI deniars deu pesar XV onsas e quarta.
Item, à V s. e III deniars deu pesar XVI onsas.
Item, à V s. deu pesar XVI onsas e mieia.
Item, à IIII s. e IX deniars deu pesar XVII onsas e quarta.
Item, à IIII s. e VI deniars deu pesar XVIII onsas e plus.
Item, à IIII s. e III deniars deu pesar XIX onsas.

[1] Ce tarif peut fournir de précieux renseignements pour la statistique historique.

[2] *Ceci est le registre de la pâte et du pain de la ville de Saint-Maximin, selon les ordonnances de Marseille et selon la mesure vieille de Marseille.*

Ici commence la pâte blanche. . . . . .

Item, à IIII s. deu pesar XX onsas et mais.
Item, à III s. e IX deniars deu pesar XXI onsas.
Item, à III s. e VI deniars deu pesar XXII onsas e quarta.
Item, à III s. e III deniars deu pesar XXIII onsas e mieia.
Item, à III s. deu pesar XXV onsas e mays.
Item, à II s. e IX deniars deu pesar XXVII onsas e III quartas.
Item, à II s. e VI deniars deu pesar XXVIII onsas e mays.
Item, à II s. e III deniars deu pesar XXX onsas e mays.
Item, à II s. deu pesar XXXIII onsas e quarta, e mays.

[1] *Ayssi fenys la pasta blanca, so es del pan blanc, pan blanc cuech, cant deu pesar, lo cazernall.*

Item, à X s. lo sestier[2] deu pesar lo quaernal I lieura e XIII onsas.
Item, à IX s. e IX deniars deu pesar I lieura e XIIII onsas.
Item, à IX s. e VI deniars deu pesar II lieuras.
Item, à IX s. e III deniars deu pesar II lieuras e I onsa.
Item, à IX s. deu pesar II lieuras e II onsas.
Item, à VIII s. e IX deniars deu pesar II lib. e III onsas.
Item, à VIII s. e VI deniars deu pesar II lib. e IIII onsas.
Item, à VIII s. e III deniars deu pesar II lib. e V onsas.
Item, à VIII s. deu pesar II lib. e VI onsas.
Item, à VII s. e IX deniars deu pesar II lib. e VII onsas.
Item, à VII s. e VI deniars deu pesar II lib. e VIII onsas.
Item, à VII s. e III deniars deu pesar II lib. e IX onsas.
Item, à VII s. deu pesar II lib. e X onsas.
Item, à VI s. e IX deniars deu pesar II lib. e XI onsas.
Item, à VI s. e VI deniars deu pesar II lib. e XII onsas.
Item, à VI s. e III deniars deu pésar II lib. e XIIII onsas.
Item, à VI s. deu pesar II lib. e XV onsas.
Item, à V s. e IX deniars deu pesar III lib. e II onsas.
Item, à V s. e VI deniars deu pesar III lib. e IIII onsas.
Item, à V s. e III deniars deu pesar III lib. e VI onsas.
Item, à V s. deu pesar III lib. e VIII onsas.
Item, à IIII s. e IX deniars deu pesar III lib. e X onsas.

[1] *Ici finit la pâte blanche.* Voici le tarif du pain blanc cuit.
[2] *Setier,* mesure de capacité.

Item, à IIII s. e VI deniars deu pesar III lib. e XIII onsas.
Item, à IIII s. e III deniars deu pesar IIII lib.
Item, à IIII s. deu pesar IIII lib. e IIII onsas.
Item, à III s. e IX deniars deu pesar IIII lib. e VIII onsas.
Item, à III s. e VI deniars deu pesar IIII lib. e XI onsas.
Item, à III s. e III deniars deu pesar V lieuras.
Item, à III s. deu pesar V lib. e V onsas.
Item, à II s. e IX deniars deu pesar V lib. e X onsas.
Item, à II s. e VI deniars deu pesar VI lib. e II onsas.
Item, à II s. e III deniars deu pesar VI lib. e VI onsas.
Item, à II s. deu pesar VII lib. e III onsas.

[1] *Ayssi comensa pasta mejana.*

Cant annona vall X s. devom comtar los XI deniars com dona alas pestoressas per avarias e per gasanh, e deu pesar la denayrada de la pasta mejana, VIII onsas e mieiha.

Item, à IX s. e IX deniars deu pesar la denairada IX onsas e III quartas.
Item, à IX s. e VI deniars deu pesar X onsas.
Item, à IX s. e III deniars deu pesar X onsas e quarta.
Item, à IX s. deu pesar X onsas e mieia.
Item, à VIII s. e IX deniars deu pesar X onsas e III quartas.
Item, à VIII s. e VI deniars deu pesar XI onsas.
Item, à VIII s. e III deniars deu pesar XI onsas e quarta.
Item, à VIII s. deu pesar XI onsas e III quartas.
Item, à VII s. e IX deniars deu pesar XII onsas.
Item, à VII s. e VI deniars deu pesar XII onsas e quarta.
Item, à VII s. e III deniars deu pesar XII onsas e III quartas.
Item, à VII s. deu pesar XIII onsas.
Item, à VI s. e IX deniars deu pesar XIII onsas e mieia.
Item, à VI s. e VI deniars deu pesar XIIII onsas.
Item, à VI s. e III deniars deu pesar XIIII onsas e mieia.
Item, à VI s. deu pesar XV onsas.
Item, à V s. e IX deniars deu pesar XV onsas e mieia.
Item, à V s. e VI deniars deu pesar XVI onsas e quarta.
Item, à V s. e III deniars deu pesar XVII onsas.
Item, à V s. deu pesar XVII onsas e mieia.

[1] *Ici commence le tarif de la pâte de deuxième qualité.*

Item, à IIII s. e IX deniars deu pesar I lib. III onsas et mieia.
Item, à IIII s. e VI deniars deu pesar I lib. e IIII onsas.
Item, à IIII s. e III deniars deu pesar I lib. e V onsas, o peti mens.
Item, à IIII s. deu pesar I lib. e VI onsas.
Item, à III s. e IX deniars deu pesar I lib. e VII onsas et quarta.
Item, à III s. e VI deniars deu pesar I lib. e VIII onsas.
Item, à III s. e III deniars deu pesar I lib. e X onsas.
Item, à III s. deu pesar I lib. e XI onsas e mieia.
Item, à II s. e IX deniars deu pesar I lib. e XIII onsas e mieya.
Item, à II s. e VI deniars deu pesar II lib. e I onsa.
Item, à II s. e III deniars deu pesar II lib. e IIII onsas.
Item, à II s. deu pesar II lib. e IX onsas e III quartas.
El doblier deu pesar V onsas et mieia.
El caernal deu pesar X lib. e IX onsas.

Tot l'escrich de IX s. e IX deniars de pasta mejana es escrich per deneyradas. — Calque pes que aia de IX s. e IX deniars entro a II s. e perso deves far de doas denayradas I doblier; et doblier pueyssas doblaras, e faras en cazernal. — Et enayssi sabras lo pes calque vuelhas saber.

Pan mejan cuech cant deu pesar lo caernal [1].

Premierament à X s. pesar deu lo caernal II lib. e III onsas.
Item, à IX s. e IX deniars deu pesar II lib. e IIII onsas.
Item, à IX s. e VI deniars deu pesar lo caernal II lib. e V onsas.
Item, à IX s. e III deniars deu pesar II lib. e VI onsas.
Item, à IX s. deu pesar II lib. e VII onsas.
Item, à VIII s. e IX deniars deu pesar II lib. e VIII onsas.
Item, à VIII s. e VI deniars deu pesar II lib. e IX onsas.
Item, à VIII s. e III deniars deu pesar II lib. e X onsas.
Item, à VIII s. deu pesar lo caernal II lib. e XI onsas.
Item, à VII s. e IX deniars deu pesar II lib. e XII onsas.
Item, à VII s. e VI deniars deu pesar II lib. e XIII onsas.
Item, à VII s. e III deniars deu pesar II lib. e XIIII onsas.
Item, à VII s. deu pesar III lib. e I onsa.
Item, à VI s. e IX deniars deu pesar III lib. e II onsas.
Item, à VI s. e VI deniars deu pesar III lib. e III onsas.
Item, à VI s. e III deniars deu pesar III lib. e V onsas.

[1] *Voici le tarif du pain de deuxième qualité cuit.*

Item, à VI s. deu pesar III lib. e VII onsas.
Item, à V s. e IX deniars deu pesar III lib. e IX onsas.
Item, à V s. e VI deniars deu pesar III lib. e XI onsas.
Item, à V s. e III deniars deu pesar III lib. e XIII onsas.
Item, à V s. deu pesar IIII lib.
Item, à IIII s. e IX deniars deu pesar IIII lib. e IIII onsas.
Item, à IIII s. e VI deniars deu pesar IIII lib. e VII onsas.
Item, à IIII s. e III deniars deu pesar IIII lib. e X onsas [1].

. . . .
. . . .
. . . .
. . . .
. . . .

[2] *Ayssi comensa pasta am tot.*

Cant annona vall X s. devom comtar los XI deniars com dona als pestres et alas pestoresas, per avareas V deniars et per gasanh lur dona hom VI deniars, e deu pesar la denayrada de la pasta am tot, so es a saber XI onsas e mieia. — El doblier deu pesar... XXIII onsias. — El cazernal deu pesar III lib. e I onsa.

Item, à IX s. e IX deniars lo sestier deu pesar XI onsas e III quartas.
Item, à IX s. e VI deniars deu pesar XII onsas.
Item, à IX s. e III deniars deu pesar XII onsas e mieia.
Item, à IX s. deu pesar XII onsas e III quartas.
Item, à VIII s. e IX deniars deu pesar XIII onsas.
Item, à VIII s. e VI deniars deu pesar XIII onsas e quartas.
Item, à VIII s. e III deniars deu pesar XIII onsas e III quartas.
Item, à VIII s. deu pesar XIIII onsas e quarta.
Item, à VII s. e IX deniars deu pesar XIIII onsas e III quartas.
Item, à VII s. e VI deniars deu pesar I lieubra.
Item, à VII s. e III deniars deu pesar I lib. e mieia onsa.

[1] Ce tarif n'est pas complet; on ne peut guère admettre qu'il manque ici un feuillet, car neuf lignes seulement se trouvent supprimées, avec le commencement du titre du tarif concernant le pain avec son tout. Ce doit être probablement une omission du copiste du Cartulaire.

[2] Le commencement de cette rubrique manque; c'est pour la pâte avec son tout; nous la rétablissons cependant, en ayant soin de mettre en lettres italiques les mots omis par le copiste.

Item, à VII s. deu pesar I lib. e I onsa.
Item, à VI s. e IX deniars deu pesar I lib. e I onsa e mieia.
Item, à VI s. e VI deniars deu pesar I lib. e II onsas.
Item, à VI s. e III deniars deu pesar I lib. e II onsas e III quartas.
Item, à VI s. deu pesar I lib. e III onsas e quarta.
Item, à V s. e IX deniars deu pesar I lib. e IIII onsas.
Item, à V s. e VI deniars deu pesar I lib. e V onsas mens quarta.
Item, à V s. e III deniars deu pesar I lib. e V onsas e mieia.
Item, à V s. deu pesar I lib. e VI onsas e mieia.
Item, à IIII s. e IX deniars deu pesar I lib. e VII onsas e mieia.
Item, à IIII s. e VI deniars deu pesar I lib. e VIII onsas e mieia.
Item, à IIII s. e III deniars deu pesar I lib. e X onsas.
Item, à IIII s. deu pesar I lib. e XI onsas.
Item, à III s. e IX deniars deu pesar I lib. e XII onsas e mieia.
Item, à III s. e VI deniars deu pesar I lib. e XV onsas.
Item, à III s. e III deniars deu pesar II lib. e I onsa.
Item, à III s. deu pesar II lib. e IIII onsas e mieia.
Item, à II s. e IX deniars deu pesar II lib. e VIII onsas et quarta.
Item, à II s. e VI deniars deu pesar II lib. e II onsas.
Item, à II s. e III deniars deu pesar II lib. e XIIII onsas.
Item, à II s. deu pesar III lib. e IIII onsas.
Item, à XXI deniars deu pesar III lib. e X onsas.

Tots lo comensament de cascun pres que desus es escrich de IX s. entro XX deniars, non es escrig, mas una denayrada de cascun pes; et per cascuna denayrada si voles far doblier, fares doas denayradas que son I doblier, e per II dobliers fares I caernal; et enayssi podes trobar cant deu pezar lo doblier, el caernal [1].

[1] Ici finit le tarif de la pâte avec son tout; celui du pain avec son tout cuit ne s'y trouve point; nous expliquons cette absence par la suppression d'un feuillet à notre Cartulaire. La pagination étant d'une écriture postérieure à la transcription, comme nous l'avons déjà fait observer, ne peut pas servir de guide à ce sujet.

Hec sunt privilegia per illustres dominam Mariam et dominum Ludovicum regnorum Sicilie et Jerusalem reginam et regem comitatuumque Provincie et Forcalquerii comitissam et comitem, concessa [1].

I.

Maria, Dei gracia regina Jherusalem et Sicilie, ducatus Apulie ducissa, Andegavie comitatuum Provincie, Forcalquerii, Cenomanie, Pedemontis,

[1] Après la mort de la reine Jeanne, on connaît la lutte qui eut lieu pour la succession de ses États entre Charles de Duras et Louis d'Anjou; mais Louis mourut bientôt après, et la minorité de son jeune fils vint accroître encore les embarras de la situation. Une grande division régnait en Provence : Arles, Marseille et quelques autres lieux s'étaient déclarés pour Louis d'Anjou, tandis qu'Aix et la plus grande partie des villes de ce pays, Toulon, Nice, Draguignan, Fréjus, Hyères, Tarascon, Saint-Maximin, etc., s'étaient prononcées pour Charles de Duras, et formaient ce qu'on appelait le parti de l'*union d'Aix;* de grands désordres s'ensuivirent. Mus par le désir de mettre un terme à un état de choses si désastreux, des médiateurs traitèrent pour amener une transaction de nature à soumettre toute la Provence à une seule domination, et des arbitres choisis à cet effet décidèrent que les cités, lieux et châteaux qui faisaient partie de l'*union* devaient faire leur soumission à Louis d'Anjou, toutefois sous d'avantageuses conditions.

Ces diverses communautés adoptèrent ces propositions, et le conseil de Saint-Maximin eut à délibérer à ce sujet. L'assemblée générale des habitants fut d'avis d'accepter la souveraineté du roi Louis et de lui prêter serment de fidélité, dans l'intérêt de la paix et de la transaction.

Quatre députés furent choisis pour porter l'expression de leur soumission à la reine Marie de Blois, régente des États de son fils mineur, et en même temps pour traiter avec elle. Ce fut à René Gossolen, Bertrand Vicomte, Guillaume Audebrand et André Fresquière, qu'échut cet honneur. La reine accepta les conditions proposées, et, assise sur son trône royal, ayant à côté d'elle son fils âgé de dix ans, elle jura sur l'Évangile de les observer, et promit de les faire ratifier par le jeune roi à l'époque de sa majorité. C'est cet acte qui fut dressé dans ces solennelles circonstances.

Les nombreux articles qui composent ce précieux document sont, les uns, communs à toutes les villes du parti de Charles de Duras qui faisaient leur soumission, les autres, spéciaux à Saint-Maximin. Dans ces derniers, la reine Marie confirme et approuve tous les droits, usages, libertés, franchises et priviléges de cette communauté, et lui en concède même de nouveaux. C'est ainsi que cette modeste cité traita avec la reine et ne se rendit qu'à bonnes conditions.

Cette charte est de la plus haute importance, et occupe de nombreuses pages dans notre Cartulaire.

ac Ronciati comitissa, bajulia, tutrix et administratrix illustrissimi carissimi nati nostri Ludovici, eadem gracia regnorum regis, ducatuum ducis, et comitatuum comitis predictorum. Universis et singulis, in nomine sancte et individue Trinitatis, Patris, et Filii, et Spiritus sancti, ac gloriose Virginis Marie et tocius celestis curie supernorum, cum guerrarum et crudelissime questionis materia hiis annis orta et ventilata fuerit diucius et guerra crudelissima viguerit sicut et adhuc viget tam in regno Sicilie et partibus Apulie, Calabrie, quam in comitatibus Provincie et Forcalquerii et aliis civitatibus, terris, castris, villis, bonis, jurisdictionibus et juribus quibuscumque, que fuerunt clare memorie serenissime domine nostre Johanne regine, comitatuum predictorum Provincie, Forcalquerii ac Pedemontis comitisse, reverendissime domine matris nostre, cujus animam possideat paradisus inter serenissimum principem dominum regem Ludovicum Jherusalem et Sicilie, Andegavie ducem, dictorumque comitatuum comitem, ejusdem domine matris nostre regine Johanne filium adoptivum ac universalem et legitimum successorem reverendum dominum consortem nostrum, cui Deus parcat, ac post eum inter nos ut bajuliam, tutricem et administratricem dicti regis Ludovici nati nostri, ipsumque regem natum nostrum, ac nostros et suos regios subditos et sequaces ab una parte, et quondam Carolum de Duracio dum vixit, et post ejus obitum[1] suam conjugem Margaritam de Duracio, eorumque comunes liberos et omnes de sua obediencia et sequela ex parte altera.

Quomodo ipse debet nos tenere libere. — II.

Cum ipso bone memorie domino viro nostro rege Ludovico vivente, et successive nobiscum et dicto nato nostro rege Ludovico ejus filio herede legitimo et successore universali, domino dictorum regnorum et comitatuum ac terrarum omnium bonorum et jurium, que erant et possidebantur per dictam quondam dominam matrem nostram reginam Johannam et ad eam pertinebant, ante scisma presens existens proth dolor, in sancta Dei

[1] Charles de Duras fut assassiné le 5 février 1386 en Hongrie, où il était allé pour s'assurer du trône.

Ecclesia contendentes, ex qua quidem guerra et bellicosa controversa [1] multa dampna et discrimina processerunt in dicto regno Sicilie et comitatibus istis, et per discursus hostium infinite strages ac mortes hominum, de populationes agrorum, donorum [2] incendia, insultus et invasiones castrorum et terrarum expugnationes, hinc inde multaque bella civilia, et discordie plusquam civiles inter concives et compatriotas extiterunt, eciam et existunt precipue in comitatibus istis, cum civitates Massiliensis et Arelatensis, et multe alie, multaque alia castra, ville, loca, opida, cum multis pluribus prelatis, baronibus, et nobilibus viris et regiis fidelibus patrie hujus nostram et regiam partem confoverent sicut et confovent de presenti, civitas quoque Aquensis et Niciensis et locus Sancti Maximini, cum quibusdam prelatis, baronibus et nobilibus ac multis et diversis universitatibus dictorum comitatuum eis confederatis et unitis existerent de obediencia et sequela dicti Caroli de Duracio et ejus partem foverent sicut et adhuc fovent et propterea ad evitandum tot et tantorum malorum malitiam, ac finem bellicis litibus et controversiis cujuslibet imponendum pacemque perpetuam inducendum, presertim in ista patria desolata et tot angustiis et tribulationibus lacessita auctore rege pacifico, qui ascendens ad celos, ab hoc mundo discedens pacem apostolis dereliquit, et per sanctos Angelos suos pacem in terris esse jussit, inter homines bone voluntatis, ut pacis transquillitas sopiat quod belli calamitas introduxit tractantibus quibusdem magnatibus mediatoribus laudabilibus et diligentibus pacis auctoribus amicis communibus ambarum partium de pace et concordia inhienda, et ista tota presenti patria sub uno et eodem dominio pro perpetuo honorabiliter conjungenda, per partes ambas certi arbitri ad hoc fuerunt ordinati pariterque electi.

De transquillitate pacifica. — III.

Tandem arbitri ipsi post multas deliberationes et post multa concilia sane et juste, sancte, recte et mature declaraverint, dixerint et pronun-

[1] *Controversia.*
[2] *Domorum.*

ciaverint dictam civitatem Aquensem, Niciensem, Tholonensem, Forojuliensem, loca et castra Tarasconis, Draguignani, Arearum, Pugeti et Sancti Stephani, Tenearum, Barcelonie [1] comitatus, Vintimilii et Vallis Lantusse, Sancti Pauli Vensesii, Lovicarum, Sancti Maximini, Alpium, Cigale et ceteras villas, opida et castra, necnon prelatos, barones et nobiles comitatuum Provincie et Forcalquerii et terrarum illis adjacentium qui et que fuerunt et sunt de unione Aquensi pervenire deberet causa transquillitatis et pacis ad manus et regimen nostrum et dicti illustris regis Ludovici Provincie comitis nostri nati, sub certis modis et formis in eorum cognitione arbitrali contentis.

De eodem. — IIII.

Et successive premissis attentis habita, plena, sana, debita et matura deliberatione per consilium honorabile et totam universitatem [2] et singulares personas dicti loci Sancti Maximini et intervenientibus mutuis et gratuitis consensibus singularum personarum dicti loci de Sancto Maximino, de habendo et recipiendo in dominum verum naturalem ac legitimum dictum illustrem regem Ludovicum Provincie et Forcalquerii ac Pedimontis comitem natum nostrum, eciam de faciendo sibi homagium ligium, et prestando fidelitatis debite juramentum per modum concordie conventionis et transactionis, et per modum pactionum et conventionum infrascriptarum ipsisque precedentibus pactionibus et conventionibus infrascriptis.

[1] *Barcilonie.*

[2] Ces expressions ne laissent aucun doute sur l'existence de l'assemblée générale de la communauté. Pour toutes les affaires importantes, on assemblait le conseil général des chefs de famille.

Ce conseil jouit même dans les trois derniers siècles d'une sorte de pouvoir législatif, car il avait le droit de changer le règlement municipal qui régissait la communauté. Les modifications à ce règlement furent fréquentes; elles n'avaient besoin que d'être approuvées par un arrêt du parlement. — Il fallait toutefois aussi l'autorisation du parlement pour assembler le conseil général à ce sujet.

De conventione. — V.

Igitur quia conventio est omnium bonorum mater ac pacis federatio et conjunctio animorum ante ipsius homagii factionem et fidelitatis juramenti prestationem, nos dicta regina tamquam bajula, tutrix et administratrix regia ex tutele et bajulie potestate et auctoritate qua fungimur, de certa nostra scientia, et dictus rex Provincie comes natus noster major decem annis, cum consensu, voluntate, auctoritate et licencia nostris ambo simul more regalium, sedentes in nostro solio regio edificato infra palacium regium civitatis Aquensis, vos honorabiles viros Rayne Gosselenqui, Bertrandum vicecomiti, Guillermum Audebrani, et Andream Fresquiere, procuratores dicte universitatis ad hunc actum tantum dicti loci de Sancto Maximino pedes stantes in conspectu nostre et regie majestatis vestris propriis nominibus et ut sindicis et sindicario nomine, ac vice tocius universitatis ipsius loci de Sancto Maximino et omnium et singularum personarum ejusdem in majori parte hic in conspectu nostro et regis personaliter existentes cum privilegiis, libertatibus, statutis consuetudinibus, usibus, stillis et juribus dicte universitatis et particularium personarum ejusdem loci de Sancto Maximino et aliorum infra proxime nominatorum de unione et voluntate Aquensium et Sancti Maximini, et cum ac sub certis retentionibus pactis, et conventionibus ac aliis de novo concessis et datis prout infra habetur graciose et libenter admittimus et recipimus ad obedienciam et subjectionem nostram et dicti illustris regis Ludovici Provincie comitis nati nostri per modum concordie et transactionis et pactionum eis modo et forma quibus melius intelligi potest ad honorem et utilitatem sepe dicti loci Sancti Maximini ac universitatis et civium illius quorumcumque vobiscumque quibus supra nominibus, nec non nomine et pro parte tam prelatorum, ecclesiasticarum personarum, baronum, nobilium quorumcumque quam universitatum et singularium personarum, civitatum, villarum, locorum, castrorum et opidorum Niciensium, Aquensium, Draguignani, Forojulii, Grimaldi, Arearum, Tholoni, Barcilonie, Pugeti et Sancti Stephani, Thenearum comitatus

Vintimilii et Valli Lantusse, Lovicarum, Sancti Pauli Vencesii, Sancti Maximini, Alpium, Cigalle et ceterarum villarum, opidorum, et castrorum qui et que fuerunt continue et presencialiter sunt unionis Aquensis et Sancti Maximini, ipsique civitati Aquensi et loco Tharasconis nunc adherentium in hac parte et persistentes[1] in unione predicta, et qui et que sunt de ipsorum Aquensium et Sancti Maximini voluntate per presentes concorditer et graciose pangimus, convenimus, transigimus, pactiones, transactiones et conventiones fecimus per modum qui sequitur infrascriptum.

Et primo hec sunt capitula generalia. — VI.

Primo petunt et requirunt universitates Aquensis, Niciensis, Tharasconis, Draguignani, Forojulii, Grimaldi, Arearum, Tholoni, Barcilonie, Pugeti, Tenearum, comitatus Vintimilii et Vallis Lantusce, et Sancti Stephani Lovicarum, Sancti Pauli, Sancti Maximini de Alpibus de Colomarcio, de Alosio, de Cigala, et cetere ville, opida et castra que fuerunt et sunt et persistunt usque ad hanc diem firmande concordie sub obediencia domini regis Caroli, et in et de unione et sequela civitatis Aquensis, quod per quamcumque viam sive modum concordie ipsi reducantur sub jurisdictione et obediencia serenissimorum et illustrium domine Marie predicte, et domini Ludovici sui nati predicti, primitus cognoscatur quod universitates predicte, et ceteri omnes prelati, barones et nobiles, ecclesiastice persone, et quicumque alii singulares homines, cives, habitatores et incole civitatum et locorum unionis predicte, quantum ad predictos dominum et dominam nullam rebellionem commiserint, cum non teneantur eis ex aliquo juris vinculo neque sacramento fidelitatis.

De prelatis et ecclesiasticis personis. — VII.

Item omnes prelati, ecclesiastice persone, barones, nobiles et universitates predicte et omnes alie et alii qui sunt et fuerunt de obediencia

[1] *Sic.*

sequela et unione predictis, remaneant et perpetuo persistant in suis franquesiis, privilegiis et libertatibus, usibus et consuetudinibus quas habent et habuerunt et quibus usi sunt ante presentem guerram temporibus, serenissime et recolende memorie domine Johanne regine Jherusalem et Sicilie et horum comitatuum comitisse, et illustrium principum duorum suorum avi et proavi et ceterorum predecessorum suorum, et ipsis permittatur uti absque infractione quacumque.

De bonis mobilibus. — VIII.

Item quod omnia bona mobilia, jura et actiones et jurisdictiones, et eciam bona mobilia si que sunt existancia et non consumpta seu exacta que ad predictos seu aliquem predictorum pertineant et pertinebunt, et per eos possidebantur ante presentem guerram, pretactis cujus sunt seu erant in totum et pleno jure restituantur et absque diminutione quacumque, non obstantibus et revocatis quibusque donationibus alienationibus, seu insolidum dationibus de ipsis bonis factis per quemcumque principem vel officialem.

De eodem. — IX.

Item quod omnia que pretenduntur commissa vel admissa per quoscumque de unione et sequela predictis universaliter et singulariter contra quoscumque cujuscumque preheminencie vel dignitatis existant, eciam contra ecclesias et ecclesiasticas personas, occasione presentis guerre habeantur totaliter pro non factis, et si qui processus propterea facti fuerunt penitus absolvantur, ita quod contra predictos vel aliquem ipsorum nullo unquam tempore procedi possit criminaliter vel civiliter, eciam si pro pretensa injuria civiliter ageretur.

Quod nullus cogatur ad faciendum guerram. — X.

Item quod nulla universitas vel alia singularis persona de obediencia et sequela predictis teneatur nec possit abstringi ad faciendum guerram

de persona vel bonis contra ipsum dominum regem Carolum et suos liberos heredes.

De revocatione. — XI.

Item quod omnia que sunt data per quemcumque ut supra quibuscumque universitatibus vel personis singularibus in prejudicium privilegiorum, libertatum et consuetudinum prelatorum, vel alicujus eorum de sequela et unione predictis revocetur, et ad pristinum statum reducantur, et in hoc consenciant illi qui tales pretendunt donationes habere.

De ordinatione senescalli. — XII.

Item quod nullus de comitatibus Provincie et Forcalquerii et terris adjacentibus ordinetur seu fiat senescallus in comitatibus ipsis durante spacio annorum decem.

De ordinatione officialium. — XIII.

Item quod predicto tempore decem annorum nullus qui exul fuit seu bannitus a civitate Aquensis vel aliis de sua unione possit esse officialis seu aliquod officium habere in aliquo locorum unionis predicte.

Item quod nullus qui partem fecit sive guerram contra aliquam universitatem ex predictis possit esse officialis in aliqua ipsorum spacio decem annorum, nisi de expressis consensu et voluntate illorum quibus preponetur officialis.

De fortificatione. — XIIII.

Item quod in locis unionis predicte nullum fortallicium de novo fabricetur neque fortificatio separata a fortificatione communi.

De novitate. — XV.

Item quod nulla novitas fiat in ipsa patria in modo gubernandi et regendi officia et officiales constituendi, se[1] omnia in eodem statu con-

[1] *Sed.*

sistant in quo erant vivente dicta domina Johanna quondam domina nostra regina, et omnes civitates, ville et castra que habere consueverunt vicarias, judicaturas et bajulias in futurum habeant integraliter sicut ante.

De judice majori. — XVI.

Item quod cuicumque senescallus, judex major et ceteri officiales qui nunc sunt vel pro tempore fuerunt, in ingressu sui officii jurare teneantur ante suum exercicium, capitula presentis pacis et concordie tenaciter et inviolabiliter observare in palacio regio Aquensi, presentibus sindicis civitatis predicte.

De officialibus. — XVII.

☞ Item quod si contra facerent et requisiti non curarent revocare que facta essent contra aliquod capitulorum predictorum ab inde in antea pro non officialibus habeantur, et eis donec revocaverint nullus obedire teneatur.

De infrinctione[1]. — XVIII.

Item quod eo casu quo eis infringerentur aliqua de premissis vel sequentibus per prefatos illustres dominam vel dominum vel successores eorum in totum vel in parte et requisiti non revocarent infrincta prefati componentes et paciscentes sint absoluti a quocumque sacramento fidelitatis prestito et prestando, et sibi possint de alio quocumque remedio licite providere.

De redditibus. — XIX.

Item quod nulla molestia fiat aliquibus ex predictis universitatibus vel personis singularibus occasione fructuum vel reddituum perceptorum, de bonis illorum qui serviunt regi Carolo vel suis universitatibus, contumaces ita quod nil restituere teneantur, et sic debet fieri de alia parte, itaque nullus hinc inde ad restitutionem teneatur.

[1] *Sic.*

De eodem. — XX.

Item quod quelibet universitates unionis predicte capitulare possit ad suorum privilegiorum usum et consuetudinum conservationem, et si quas gracias de novo petere voluerint que rationabiliter concedi debeant, concedantur absque prejudicio compatriotarum.

De processibus in curia romana stantibus. — XXI.

Item quod dicta illustris domina Maria seu illustris dominus Ludovicus natus suus facere et procurare teneatur et faciat cum effectu quod dominus noster papa Clemens omnes et quoscumque processus qui forsitan facti essent sive sint finiti, incoacti, vel pendentes in romana curia vel alibi per quamcumque curiam metropolitanam vel episcopalem vel aliam ecclesiasticam contra aliquas vel aliquos ex predictis universitatibus prelatis vel baronibus, nobilibus vel personis singularibus nunc existentibus vel de novo se reducentibus sub sue Sedis Apostolice obediencia spirituali penitus revocentur, aboleantur et cancellentur, et omnia que reperientur vel pretenduntur commissa contra bona vel personas ecclesiasticas per ipsos vel aliquem ipsorum occasione presentis guerre penitus gratis et libere remittantur, absque expensis et satisfactionibus peccuniariis vel aliis quibuscumque, sive predicti processus facti sint occasione ecclesiarum vel domorum dirruptarum, vel invasionis et captionis bonorum vel ecclesiasticarum personarum, vel aliter qualitercumque, et quod nullo unquam tempore occasione predicta contra predictos civiliter vel criminaliter procedi possit per quamcumque curiam ecclesiasticam vel secularem, et de his expensis propriis ipsorum habeant litteras opportunas.

De restitutione bonorum. — XXII.

Item quod si aliqua universitas ex predictis vel aliqua persona singularis ecclesiastica vel secularis privata fuerit aliquibus honoribus, dignitatibus, privilegiis vel rescriptis, officiis vel beneficiis, vel aliis bonis suis per dominum nostrum dictum papam vel aliquem prelatum ex eo quod

adhesit vel moram traxit cum predictis vel regi Carolo aut suis officialibus obedivit, restituatur penitus ad honores pristinos et beneficia in dignitatibus et privilegiis suis nisi persistant [1] presencialiter sub obediencia antipape vel ei adhereat quoquomodo [2].

De censibus. — XXIII.

Item cum census servicia, et alia jura pertinencia dominis prelatis et personis ecclesiasticis in civitate et diocesi Aquensi et aliis sibi unitis qui guerram fecerunt manifeste obedientibus regi Karolo capte et capta fuerint, et ad manus curie annotata et exacta per curiam universitates et quedam adhuc debeantur que solvi non potuerunt neque possunt propter guerram et gentium paupertatem quod omnia que ubique debentur vel debebuntur usque ad diem firmande concordie totaliter remittantur et nullatenus exigantur, et hoc dicta serenissima domina Maria fieri faciat cum effectu remitti per dominum nostrum papam vel alios ad quos pertinebit.

De demanio regio. — XXIIII.

Item quod dicta illustris domina facere et operari debeat et teneatur cum domino nostro papa quod civitas Forojulii et alie terre olim ecclesie que nunc gubernantur immediate pro rege Carolo perpetuo sint de demanio regio, et ad manus ecclesie nullo unquam tempore reducantur, et si necesse fuerit scambium competens in redditibus ecclesiis vel prelatis dare et assignare teneatur [3].

De eodem. — XXV.

Item quod dicta illustris domina et illustris filius suus cum erit etatis legitime, et omnes reges comites successive futuri jurare teneantur, quod omnia que antiquius sunt et fuerunt de demanio sive sint jura, castra, ville vel jurisdictiones non dabunt neque alienabunt in aliquam personam

[1] *Sic.*
[2] C'était l'époque où il y avait un antipape à Avignon et un pape à Rome.
[3] En marge : *Forojulium.*

singularem vel ecclesiam, et quecumque data sunt, prout eis possibile et rationabile fuerit revocabunt et maxime eaque consistunt in vicaria Aquensi et aliis vicariis sibi confederatis et unitis [1].

Item similiter jurabunt omnia capitula presentis pacis et concordie tenaciter et inviolabiliter observare absque infrinctione quacumque.

De conclusione. — XXVI.

Item quod omnia ista fiant et concludantur in presencia domini regis Francorum, et domini ducis Burgundie, regio nomine cum talibus cautelis legitimis quod non possit ullo unquam tempore contrarium fieri, cum penarum adjectionibus et aliis oportunis; istud capitulum pendet.

De conservatione. — XXVII.

Item quod dicti illustres dominus et domina et successores eorum in his comitatibus deffendere et salvare teneantur universitates et ceteros de sequela et unione predictis a quibuscumque violenciis, injuriis, et oppressionibus, guerris et invasionibus quorumcumque hostium et latrunculorum suis propriis sumptibus et expensis, et absque eo quod propterea exigi possit aliquod succidium [2] ecciam graciosum pro causis predictis vel aliis imminentibus ipsos vel aliquem ipsorum possint aliqualiter aggravare.

De solutione litterarum. — XXVIII.

Item quod de aliquibus litteris justicie impetrandis et obtinendis a majori curia pro registro nil solvatur, et notarii domini senescalli eciam nil recipiant pro scripturis dictarum litterarum.

De consilio generali. — XXIX.

☞ Item quod si in quocumque generali consilio tenendo in futurum in hac patria aliquid fieret vel ordinaretur contra capitula supradicta vel

[1] *Domanium non alienandum.* (En marge.)
[2] *Sic.*

aliquod predictorum, vel eciam contra capitula specialia cujuslibet universitatis, talis ordinatio seu constitutio non valeat, neque procedat, nisi universitates prelibate expresse in hoc consenciant, ita quod si una vel due vel plures ceteris consencientibus discentirent quantum ad discencientes non valeat ut est dictum neque propter consensum plurium discencienti universitati, eciam si sola esset in discenciendo prejudicium aliquod generetur.

Hec sunt capitula specialia. — XXX.

☞ Primo quod villa Sancti Maximini in quibuscumque suis honoribus, privilegiis, franquesiis, libertatibus, usibus et consuetudinibus conservari debeat et perpetuo remanere, et libere uti debeat et gaudere, sicut hactenus consuevit ante presentem guerram vivente serenissima et recolende memorie domina Johanna regina Jherusalem et Sicilie et horum comitatuum comitissa, et ipsa servare tenaciter et inviolabiliter jurare teneatur domina predicta [1].

De statutis revocendis. — XXXI.

Item quod si aliquod statutum seu constitutio factum et facta essent per quempiam in prejudicium ville Sancti Maximini vel hominum et habitatorum ejusdem et suorum privilegiorum totaliter tollentur et revocentur et in quantum dicte ville et hominibus ipsius prejudicarent et suis usibus et consuetudinibus nullius sint roboris vel momenti.

De novitate revocanda. — XXXII.

Item generaliter quod nulla novitas fiat in futurum, et si que facta fuerit, revocetur in prejudicium ville predicte statuendo et ordinando generaliter vel particulariter privilegia quibuscumque universitatibus vel aliis concedendo, sed omnia in eodem statu permaneant in quo erant ante presentem guerram, vivente dicta condam serenissima dicta domina nostra.

[1] C'est la conservation des priviléges, franchises et immunités dont jouissait la ville de Saint-Maximin sous la reine Jeanne, et la révocation de tout statut qui pourrait leur être contraire.

De impositionibus. — XXXIII [1].

☞ Item [2] quod consilium ville predicte Sancti Maximini presente bajulo vel alio officiali regio ipsi consilio presidenti pro suo libito voluntatis possit in dicta villa, revas et impositiones facere et imponere super quibuscumque mercibus et victualibus, et aliis quibuscumque mobilibus vel stabilibus et fructibus et proventibus, ipsasque tollere et mutare, augmentare vel diminuere prout eis placuerit, pro supportandis honeribus incumbentibus, ipsi ville, absque eo quod fiat consciencia eisdem vel domino senescallo vel aliis officialibus quibuscumque singulis annis et temporibus et tociens quociens eis videbitur faciendum.

Quomodo rex teneatur observare pactum [3]. — XXXIIII.

Item quod dicta illustris domina nomine suo et illustris principis domini regis Ludovici nati sui et successoris sui quicumque juris vel rei jurare debeant et teneantur perpetuis temporibus, per se vel per alium, qui homagium recipiet, antequam homagium et sacramentum fidelitatis recipiant a villa Sancti Maximini seu hominibus ipsius omnia subscripta et infrascripta pacis et concordie capitula, et eciam alia capitula generalia in quantum villa predicta Sancti Maximini tangitur, tenaciter et inviolabiliter observare et observari facere per quoscumque suos officiales et subditos, et si contingeret quod dominus noster papa qui nunc est vel pro tempore fuerit vel alius quicumque pro causis commissis contra ecclesiasticas personas vel bona eorum per homines dicte ville ipsos vexaret quoquomodo, dicta domina et domini successive futuri teneantur ipsos deffendere et ad se deffendendum eis dare auxilium et favorem.

[1] Le conseil avait la faculté de faire *rêves* et d'imposer à son gré toutes denrées ou marchandises; il pouvait augmenter ou diminuer cet impôt selon sa volonté. Il était par conséquent souverain appréciateur du meilleur mode de contribution de cette nature.

[2] En marge : *Rêves.*

[3] La reine Marie et le roi son fils étaient tenus d'observer et de faire observer par leurs officiers le présent pacte, avant de recevoir le serment de fidélité de la part des habitants de Saint-Maximin.

Quomodo officiales ville teneantur jurare. — XXXV.

☞ Item quod omnes officiales majores et minores qui moram trahere debent in villa predicta tam presentes quam futuri jurare teneantur in ingressu suorum officiorum cum fuerint pro parte dicte ville requisiti, omnia capitula presentis pacis et concordie in quantum ad cujuslibet officium pertinebit, et omnia privilegia, libertates, consuetudines, et usus approbatos ville predicte qui retroactis temporibus habuerunt, et nunc habent et in futurum habebunt, et inviolabiliter observare, et quod malam et dolosam interpretationem vel expositionem non facient, in prejudicium predicte ville, vel hominum predictorum, et si officiales darent eis vexationes et expensas postquam requisiti non revocarent teneantur ad dampna et expensas.

De restitutione bonorum. — XXXVI.

Item quod omnia bona stabilia et mobilia, jurisdictiones, jura et actiones pertinentes, et pertinentia nunc vel ante presentem guerram hominibus et habitatoribus Sancti Maximini xpistianis et judeis sint eis salva et integra[1] pleno jure et eis restituantur inviolate non obstante quod essent in alios donata vel transportata quibuscumque talibus concessionibus, venditionibus et alienationibus revocatis, et hoc eciam de quibuscumque debitis actionibus et obligationibus intelligatur, nisi forte per ipsum statutum immediate fuissent exacta et in usu guerre conversa prout in capitulis generalibus continetur.

De processibus per Massilienses vel alios factis. — XXXVII.

Item quod omnes processus qui forsitan facti essent per Massilienses vel alios quoscumque contra dictos homines dicte ville vel habitatores quacumque occasione usque ad presentem diem firmate concordie sint cassi et nulli, ita quod homines predicti propterea nullo unquam tempore

[1] En marge : *judeis.*

possint molestari seu vexari per viam marche vel repasaliarum [1], vel alio quovis modo et si contra fieret possint se deffendere per viam similem, et ad hoc superior dominus et omnis [2] officiales ejus teneantur dare auxilium et favorem.

De tutoribus. — XXXVIII.

Item quod nullus qui fuit tutor vel curator alicujus minoris, vel furiosi vel alterius persone, cui curator detur, possit se facere quittari seu liberari per ipsum minorem cujus curam vel tutelam gessit, nisi prius tali minori fecerit provideri de tutore si sit impubes, vel de curatore si sit adultus, et rationem reddiderit coram auditore computorum vel rationum qui singulis annis ordinantur per consilium ville Sancti Maximini, et qua quidem ratione reddita et satisfactione secuta de his que deberentur vel obligatione sollempni de solvendo recepta juxta voluntatem auditorum fiat liberatio et quitcatio [3] in presencia judicis ordinarii et ipsorum auditorum, vocatis, consanguineis ipsorum minorum, si vero aliquis tutor vel curator contra formam hujus capituli se fecit liberari, liberatio ipso jure non teneat eciam si juramentum intervenisset, et talis tutor vel curator ipso facto reputetur fraudulentus et dolosus, et arbitrio judicis puniatur, et nichilominus vigore hujus capituli sit efficaciter obligatus illi cujus curam vel tutelam gessit perinde, ac si nullam rationem reddidisset, notarius vero qui tale instrumentum confecerit ab ipso officio notarie sit ipso facto per spacium unius anni suspensus, infra quod si instrumenta confecerit tamquam falsarius puniatur, quantum vero ad contrahentes ignorantes teneant instrumenta.

De subvicario. — XXXIX.

Item quod subvicarius Sancti Maximini qui pro tempore fuit continue dum faciet excubiam sive gach [4] de nocte per dictam villam habeat secum

[1] *Represaliarum.*
[2] *Omnes.*
[3] *Quittatio.*
[4] Le *guet* pendant la nuit. Il paraît que c'était le sous-viguier, à cette époque, qui était chargé de cette fonction.

unum vel duos ex probis de dicta villa per consilium eligendos si voluerint interesse ad tollendum oppressiones et violencias que multociens[1] per familiam subvicarii possint fieri et evenire.

Quod nil solvatur de clamoribus[2]. — XL.

Item quod de quibuscumque clamoribus et petitionibus peccuniarium vel aliarum rerum que fient in camera rationum vel curia ordinaria vel aliis curiis quibuscumque contra homines et singulares personas dicte ville, et in quantum ipsos homines tangeret confessatis vel de quibus ad litis contestationem non procedatur nulla lata solvatur, et propterea nihil curie seu fisco debeatur, juxta formam concessionis super hoc facte in ista concordia illis de civitate Aquensi.

De peticionibus in camera rationum pendentibus. — XLI.

Item quod de processibus et petitionibus pendentibus et futuris que fiunt et fient in curia camere rationum vel alia quacumque pro discutionibus bonorum hominum et singularum personarum ipsius ville ubi proceditur de prioritate et posterioritate creditoris inquantum homines et singulares persone dicte ville tanguntur nulla lata debeatur nec exigatur juxta formam super hoc factam illis de civitate Aquensi.

De libertate et franquesia[3]. — XLII.

Item quod homines habitatores et incole de Sancto Maximino presentes et futuri sint et esse debeant perpetuo et in futurum liberi et immunes et omni tempore in omnibus terris et locis quas et que habet, tenet et possidebit aut habebit in futurum, dictus illustris dominus Ludovicus et sui in posterum successores in comitatus Provincie et Forcalquerii aut alibi ubi-

[1] *Sic.*
[2] En marge : *Des lates.*
[3] En marge : *Exemption du péage et leyde par les juges réals.*
Mention spéciale des exemptions établies par Charles II et la reine Jeanne pour les droits de péage, leyde, douane, rêves, par tous lieux du comté ou hors du comté qui appartiennent ou appartiendront à l'avenir au roi Louis II.

cumque fuerit extra comitatus predictos acquisitas et acquirendas a quacumque solutione et prestatione pedagii, lesde, vectigalis, reve, dacie et impositionis constitutarum et constituendarum ac debitarum et debendarum pro quibuscumque mercaturis et rebus eas emendo, aut vendendo, aut portando, mandendo[1], vel transeundo per loca predicta per mare vel per terram vel per aquam, et specialiter pro pretenso jure cathene insule Sancti Genesii itaque in dicto loco nil solvatur per homines vel habitatores dicte ville Sancti Maximini, et custodes cathene aperire teneantur dictam cathenam absque aliquid exigendo, ita quod ad ipsorum et ipsarum solutionem minime pro rebus et mercaturis ipsis teneantur seu compellantur quovismodo.

De causis civilibus vel criminalibus. — XLIII.

Item quod cause civiles et criminales tangentes active vel passive homines dicte ville non comitantur[2] nec amoveantur a manibus judicis seu bajuli dicti loci, qui infra dictam villam eas tractare et terminare sine sportulis habeat, ita pro ipsis extra dictam villam non trahantur ullo modo nec pro aliquo delicto per personas ipsius ville seu aliquem ipsarum quomodolibet commisso aut committendo nisi per ordinarium tantum.

Quod jus commune observetur. — XLIIII.

Item quod in camera rationis Aquensis super prescriptione debitorum quorumcumque tangentium homines et alias personas singulares dicte ville jus observetur commune, statuto dicte camere non obstante, ita quod exceptio prescriptionis per homines et singulares personas ipsius ville in eadem curia possit apponi ceteris statutis et stilo dicte camere in suo robore duraturis, et quod aliqua mulier pretextu cujusvis obligationis personalis facte et faciende super causa civili obstante statuto camere predicte, vel alio non incarceretur seu arrestetur quovismodo.

[1] *Mandando.*
[2] *Emittantur.*

De electione duorum hominum. — XLV.

Item quod omni tempore intaxatione cujuslibet parlamenti tangentis homines et habitatores dicte ville intersint cum judice dicti loci Sancti Maximini eligendum homines duo per concilium presentes requisiti per officiales regios si voluerint interesse.

De juribus factis. — XLVI.

Item quod si contingeret quod absit aliquos ex hominibus dicte ville qui exules fuerunt et contumaces ville predicte et ei guerram fecerunt propter singulares inimicitias vel universales aliquos ex hominibus et habitantibus ville jam dicte, qui tempore guerre in ipsa villa manserunt, occidere vel vulnerare vel alias in injurias [1] eis facere seu offendere in persona vel bonis per se vel per alios, et dominus superior celeriter et rigorose justiciam ministrare differret quod liceat tali injuriam passo et offenso, et suis consanguineis et amicis se auctoritate vindicare et similem injuriam facere libere et impune durante tempore annorum quicumque [2], a tempore firmate concordie et contra talem taliter se vindicantem directe vel indirecte inquiri non possit nec in aliquomodo procedi [3].

De augmentatione salis. — XLVII.

Item quod nullum augmentum possit fieri ullo unquam tempore super sale vel aliis juribus curie in prejudicium hominum et habitatorum dicte ville, sed ipsum sal possint recipere et emere precio consueto.

De fortallicio fabricando. — XLVIII.

Item quod aliquod fortallicium seu fortificatio separata a fortificatione communi in villa Sancti Maximini supra ecclesiam dicte aut in alia parte

[1] *Sic.*
[2] *Quinque.*
[3] Ce droit de représailles et de vengeance se ressent de la rudesse des mœurs de l'époque.

ipsius ville non fabricetur de novo ullo unquam tempore, et si fieret possit et debeat dirrui indilate.

De eodem. — XLIX.

Item quod omnia capitula generalia totam unionem Aquensem continentia quantum ad honorem et utilitatem hominum et singularium personarum et habitatorum ipsius ville habeantur totaliter pro expressis et ipsis uti debeant et gaudere ipsi homines et habitatores ipsius ville insolidum vel in parte prout eis videbitur.

De regestratione litterarum. — L.

☞ Item quod homines et habitatores predicte ville nil solvere neque dare teneantur judici majori vel alteri cuicumque pro regestratione quarumcumque litterarum justicie vel gracie, sed regestrator sit gagiis contentus et tales litteras absque precio registrare teneatur.

De custodibus et pastoribus. — LI.

Item quod pastores et custodes averium hominum et habitatorum dicte ville Sancti Maximini possint arma portare sequendo et pascendo peccora et averia per quecumque territoria locorum omnium comitatuum predictorum, et nichilominus intrando et exeundo per villas et loca dictorum comitatuum ad deffensionem et non ad offensionem.

De corpore beate Marie Magdalene. — LII[1].

Item quod corpus dicte sancte Marie Magdalene, quod sex vinginti anni et plus sunt elapsi, fuit in Sancto Maximino revelatum et translatum devote per serenissimum principem dominum bone memorie Karolum secundum dictorum regnorum regem, neque reliquie ipsius aut relique

[1] Défense de transporter ailleurs les reliques de sainte Madeleine, et toutes autres qui reposent dans l'église de Saint-Maximin. — Permission de repousser par les armes toute tentative de ce genre qui serait faite par qui que ce soit. — Droit confirmé aux habitants d'avoir la garde des clefs des reliques.

alie reliquie[1] sistentes in ecclesia dicte sancte per dictum dominum Karolum construi mandata non possint, sive valeant a dicta ecclesia ad alias partes aliqualiter transferri seu transportari per aliquam personam universitatem vel villam; quod si fieret vel attemptaretur fieri, sit licitum ipsis hominibus manu armata contra tales, talem transportationem facientes aut attentantes deffendi, nulla punitione de portu armorum et deffensionis ipsius secuta exinde, et quod circa custodiam clavium ipsarum reliquiarum ut eadem villa hactenus consuevit, ipsa villa debeat remanere, et nichilominus ipsa domina nec successores sui predictam transportationem non faciant aut fieri faciant quovismodo.

De bajulia ville. — LIII[2].

Item quod continue perpetuis temporibus ipsa villa Sancti Maximini nominetur bajulia cum magisterio castrorum et locorum qui sibi adheserunt retroactis temporibus et sub missorum ipsi ville pro bajulia predicta, et si forte contingerit aliquem ipsorum locorum impetrasse a dicta domina regina nolle esse in bajulia eadem, talem impetrationem ipsa domina regina revocet et ipsi bajulie uniat locum ipsum ut ante unitus erat in bajulia eadem.

De concilio ville et notario. — LIIII[3].

Item quod non obstante quod notarius dicte ville Sancti Maximini consueverit scribere in eorum consilio ordinationes que in eodem consilio fiunt quod ipsum consilium abinde in antea possit et valeat unum notarium quem voluerit qui valeat eorum ordinationes et alias scripturas ipsam villam tangentes scribere in concilio eorum et extra eligere nostro et regio beneplacito perdurante.

[1] *Sic.*

[2] La ville de Saint-Maximin est déclarée chef-lieu de bailliage, sans qu'aucun des lieux qui font partie de ce bailliage puisse jamais en être distrait.

François Ier, en 1547, changea la dénomination de bailli de Saint-Maximin en celle de viguier.

[3] Jusqu'alors, le notaire de la cour royale écrivait les délibérations du conseil; cet article donne au conseil la faculté d'avoir un notaire ou greffier à lui propre.

Quod officiales non audeant scribere in cartulariis suis ordinationes. — LV.

☞ Item quia aliquando factis aliquibus ordinationibus in eorum consilio officiales curie ipsius ville habent ponere in cartulariis ipsius curie ordinationes ipsas per formam preconizationum, quod redundat in prejudicium ipsius consilii valentis ipsas ordinationes revocare, diminuere et augmentare prout voluerint, abinde in antea ipsi officiales non audeant ipsas ordinationes per modum preconizationum in suis cartulariis scribere nisi de voluntate consiliariorum processerit, et si scripserint ad recognitionem [1] sindicorum ipsius ville ipsas tales preconizationes debeant revocare, et si facere noluerint tales preconizationes pro non factis habeantur, et hominibus habitatoribus ipsius ville nullum prejudicium generetur.

De scripturis mandatorum. — LVI.

Item quod notarii ipsius curie non audeant seu presumant aliquid recipere de suis scripturis mandamentorum, instrumentorum, copiarum et aliarum quarumcumque nisi quod consuetum est juxta statutum nec aliquem absolutum de aliquo crimine seu delicto possint compelli ad faciendum cancellari inquisitionem, nec aliquod instrumentum absolutorium extrahant ipsi absoluto, nisi per ipsum absolutum petitum fuerit aut de ipsius absoluti voluntate processerit juxta formam super hoc pro bono statu patrie editi statuti.

De subvicario et vice bajulo. — LVII [2].

☞ Item quia aliquociens bajulus et subvicarius ipsius ville vicebajulus nominatus vexant et opprimunt quamplurimum gentes ipsius ville pro fimis seu fomeraciis, sparsione aquarum et occupatione itinerum, et quod ipse bajulus et subvicarius ab ipsis gentibus per ipsam oppressionem

[1] *Requisitionem.*

[2] Le bailli et le vice-bailli, appelé aussi sous-viguier, étaient chargés de la police de la ville; mais avant de prononcer sur les contraventions, ils devaient consulter les syndics ou le conseil, pour la garantie des habitants.

exigunt redundat in suum comodum et non curie predicte quod ipse talis bajulus et subvicarius hoc non audeat attemptare seu facere nisi primitus cognitum fuerit per sindicos [1] ipsius ville aut consilium, et nichil habere debeant ab ipsis gentibus et personis, nisi primitus cognitum fuerit per consilium sive sindicos ut est dictum, nec de aliis ordinationibus que fierent aut facte fuerint per ipsum consilium.

De litigio hominum. — LVIII.

Item quia gentes et homines ipsius ville ex rusticitate aut malicia habent aliquociens inter se litigare ob quod multa damna et gravamina sustinent et supportant perdendo dictas pariter et bona quod judex et alii officiales talia litigia non debent sustinere, quod saltem infra tempus unius anni debent ipsa litigia per eorum diffinitivam sentenciam terminare aut altero amicabili modo ut ipsis officialibus videbitur expedire.

Quomodo propter guerram prefatus rex quittavit succidia quinque annis. — LIX.

Item cum homines et singulares persone ipsius ville Sancti Maximini propter guerram multa dampna et oppressiones de bonis et personis sustinuerunt taliter quod ad paupertatem et inopiam devenerint, taliter quod vix habent quo sustineant vitam suam, placeat et dignetur ipsi serenitati ob reverenciam dicte sancte Marie Magdalene quod pro succidio aliquo ordinando ratione cavalcatarum de quinque annis ad aliquid solvendum non possint compelli sive cogi [2].

[1] Les syndics, qui avaient d'abord été les mandataires spéciaux et temporaires de la communauté pour certaines affaires, devinrent ses agents permanents, et furent investis du pouvoir exécutif. Ils étaient dès lors les administrateurs de la ville. Dans ce statut de 1387, nous retrouvons cette institution en plein exercice. On avait senti le besoin, à l'exemple des autres cités du Midi, où l'organisation consulaire s'était conservée, d'avoir des syndics permanents, et si leur pouvoir n'a point toute l'indépendance qui était le caractère de cette institution dans les siècles précédents, s'il est partagé avec les officiers royaux, du moins on retrouve encore leur intervention salutaire.

[2] Exemption du droit de cavalcade pendant cinq ans, à cause des dommages soufferts par les habitants de Saint-Maximin durant la guerre.

De vallatis ipsius ville. — LX [1].

Item quia aqua pluvialis per carrerias ipsius ville fimum ducit in vallatis fortificationis ipsius ville, quod comunitati seu universitati ipsius ville, quando sibi placuerit capere ipsum fimum sit licitum sua auctoritate propria, nulla petita licencia vel obtenta ab aliquo officiali ipsius ville, et ipsum fimum vendere aut facere de eo prout ipsius universitatis libito voluntatis, et hoc sit licitum facere ipsi universitati ut consueverunt eciam de aliis causis et emolumentis que provenire possent ex vallatis predictis.

De fortificatione ville. — LXI.

Item et cum menia ipsius ville Sancti Maximini construi fecerint pro utilitate communi et salva gardia bonorum et personarum suarum, et honore et conservatione eorum dominii, et circumcirca ipsorum meniorum pro majori fortificatione infra villam eamdem hospicia tenencia ipsis meniis diructa fuerint, placeat et dignetur ipsi serenitati quod imposterum per aliquem officialem aut quemcumque alium ad acapitum aut aliter quovismodo non possint hospicia sive cassalia alicui persone dare, que contigua sint ipsis meniis, sed in statu in quo est aut alio meliori pro fortificatione ipsius ville ipsa menia debeant remanere.

De gentibus armorum in guerra solvendis. — LXII [2].

☛ Item quia propter guerras que fiunt et eveniunt aliquociens in comitatibus supradictis ipsa villa Sancti Maximini et ejus universitas pro cavalcata nominata tenetur curie in tribus militibus armatis aut tringinta libris coronatorum prout in archivio regio ubi sunt alie cavalcate plenius

[1] Les fossés de la ville en dehors des remparts faisaient partie des *régales*, et appartenaient au comte de Provence. La reine Marie concède le fumier entraîné par les eaux pluviales, sans que la communauté de Saint-Maximin ait à demander aucune permission aux officiers royaux pour en disposer.

[2] La communauté de Saint-Maximin avait le choix de fournir trois hommes armés ou de payer 30 livres pour droit de cavalcade. — Ce droit de cavalcade, service personnel dû au souverain pendant la guerre, finit par être transformé en redevance pécuniaire.

continetur, placeat et dignetur ipsa serenitas ipsi ville et universitati sue concedere et ordinare quod teneantur ad dictas tringinta libras, vel ad tres bacinetos seu glavios vel homines armorum, juxta quod suis temporibus erit consuetudo in patria, et aliter dicta villa seu ejus universitas per quempiam non possit compelli sive cogi, ut electio plenaria solvendi ipsos tres milites armatos, aut dictas tringinta libras coronatorum ipsi universitati et ville omnino debeat remanere, et taliter, quod nisi ad hoc quod elegerit solvere ipsa universitas dictorum militum trium armatorum, aut ipsarum tringinta librarum coronatorum dicta villa et universitas sua per quempiam non possit compelli sive cogi.

Hic loquitur regina et rex. — LXIII.

His itaque per nos sic peractis, habitis, conventis et in pactum deductis, retentis, concessis, donatis atque remissis. Nos ipsa regina, bajula, tutrix ac administratrix, et dictus rex Ludovicus comes Provincie natus noster, cum nostris licencia, assensu et auctoritate prefatis, pro se heredibus et successoribus suis quibuscumque juris vel rei in Provincia Forcalquerii ac Pedimontis comitatibus antedictis approbantes, ratificantes, omologantes et plenarie confirmantes ac remittentes omnia et singula capitula supra scripta, et quecumque in eis sunt contenta promittimus et sollempniter convenimus, de dicta certa nostra sciencia, per presentes vobis sindicis supra nominatis Sancti Maximini presentibus, stipulantibus et recipientibus nominibus ante dictis et sub fide ac in verbo reginali et regio et sub hoc missale, quod vos ipsi sindici in vestris tenetis manibus, cum ambabus nostrum manibus corporaliter ad sancta Dei Evangelia juramus, nos predictas conventiones, pactiones, transactiones, promissiones et capitula supra insertas et inserta et quecumque in eis contempta et omnia et singula supradicta, ratas, gratas, et firmas, rata, grata, et firma pro in perpetuum habere, tenere, complere, attendere, et inviolabiliter observare, contra que in aliquo non facere, dicere, vel venire aut veniri facere seu permittere aut consentire per nos seu per aliquam aliam interpositam personam de jure vel de facto, directe vel indirecte aliqua arte

vel ingenio aliquo jure vel ratione, et insuper nos dicta regina, bajula, tutrix, administratrix regia, tam nostro proprio nomine quam eciam tutorio nomine supradicto, in premissis et infrascriptis renunciando beneficio Velleyani prius certificate quid sit nec quid dicat et omni alii juri legum, et juris auxilio et cuicumque privilegio vel rescripto apostolico vel imperiali impetrato per quod magis contra premissa vel aliquid premissorum venire possemus de jure vel de facto. Item rex Ludovicus Provincie comes natus noster, cum nostris licencia, assensu et auctoritate predictis, promittimus et juramus ad sancta Dei Evangelia corporaliter manu tacta, ut supra vobis sindicis superius nominatis de Sancto Maximino quibus supra nominibus presentibus et stipulantibus, ut prefertur, nos facturas et curaturas toto nostro posse bona fide, et dictus rex Ludovicus Provincie comes natus noster, dum ad pubertatem, Deo dante, pervenerit, faciet cum effectu quod tunc ipse rex Ludovicus comes Provincie natus noster [1] ratifficabit, omologabit et approbabit omnia et singula supradicta, et super contenta et dictas promissiones per se ipsum personaliter in dicta civitate Aquensi renovabit, faciet et promittet ad requisitionem universitatis predicte Sancti Maximini, et prestabit hujusmodi modo et forma simili, juramentum super omnium forma et inviolabili observantia premissorum pro se et suis heredibus et successoribus antedictis, ut autem ipsi de Sancto Maximino et ceteri supradicti de unione et voluntate eorum tantum ad nos et dictum regem Ludovicum Provincie comitem natum nostrum,

[1] La reine Marie promet de faire ratifier et confirmer la présente transaction par le roi Louis II à l'époque de la majorité de ce prince. Elle déclare même les habitants de Saint-Maximin dégagés de tout serment de fidélité envers leur souverain, si, ce qu'à Dieu ne plaise, il refusait cette ratification.

En effet, quand cette époque fut arrivée, la communauté ne manqua pas de la demander, et Louis II la lui octroya gracieusement le 5 décembre 1400.

Ces lettres de confirmation ne sont point dans le Cartulaire. Nous en trouvons toutefois une copie dans les archives communales, et nous en reproduisons plus loin le préambule et la fin.

On trouve aussi dans les archives une déclaration portant exemption en faveur des habitants de Saint-Maximin, de la part de la reine Marie, des recherches exercées contre ceux de la province qui avaient fait des courses et ravages durant la trêve conclue avec Charles de Duras, le 18 octobre 1385.

et suum novum felix dominium fidem et devotionis ac sincere affectionis sue firmentem prepositum quantum de benivola intentione nostra et regia apud eos lucidiora clarere conspexerint argumenta, ne propter tenerem et juvenilem etatem dicti regis Ludovici Provincie regis comitis filii nostri, quamquam excerserit infantilem etatem Sancti Maximini ipsi et alii predicti forte tutubare [1] aut molestare possint, quod adveniente pubertate dicti regis Ludovici et comitis nati nostri nolit seu recuset, quod absit, predicta ratificare, omologare et approbare et suum corporale predictum juramentum facere, et ad requisitionem ipsorum de Sancto Maximino in loco predicto modo et forma premissis ut dictum est renovare; nos regina ipsa bajula, tutrix et administratrix regia, de certa nostra sciencia, et idem rex Ludovicus comes Provincie natus noster, cum nostris licencia, consensu et auctoritate predictis vobis superius nominatis sindicis Sancti Maximini dictis nominibus stipulantibus et recipientibus sicut superius concedimus, et per pactum sollempne et valida stipulatione vallatum volumus et convenimus quod casu quo dictus rex Ludovicus comes Provincie natus noster ad pubertatem, Deo favente venerit, et tunc requisitus pro parte universitatis dicte Sancti Maximini noluerit, quod Deus avertat, predicta omnia et singula renovare, ratificare, omologare, et totaliter approbare, et promissiones ac juramentum hujusmodi per se ipsum personaliter facere in dicto loco Sancti Maximini vel alibi in regnis aut comitatibus antedictis, de expresso consensu et dispositione illorum de Sancto Maximino seu habitatorum omnium ac predictorum aliorum de unione et voluntate Aquensi Sancti Maximini, ipsisque Aquensibus Sancti Maximini adherentium in hac parte et ceterorum omnium infrascriptorum capitulis, pactionibus, transactionibus, et conventionibus contentorum universitatis, ac universi et singuli homines dicti loci Sancti Maximini et alii predicti de unione et voluntate Aquensi Sancti Maximini, tunc in eum casum sint quitii et absoluti et liberi ab omni homagio et sacramento fidelitatis, et ab omnibus et singulis promissionibus et juramentis factis et fiendis per dictam universitatem Sancti Maxi-

[1] *Titubare.*

mini et homines allius[1], ac predictos alios de unione et voluntate Aquensi et Sancti Maximini, nobis et dicto regi Ludovico Provincie comiti nato nostro, et habeantur et haberi debeant pro infectis, ac si nullo unquam tempore facte et facta fuissent, nosque regina predicta tutelari nomine antedicto tunc et in eum casum omni eo modo et forma quibus melius de jure possumus homines dicti loci de Sancto Maximino universos et singulos, et universitatem ipsam, et alios predictos de voluntate et unione ipsorum quitios et absolutos esse volumus ab omni homagio, et fidelitatis juramento per ipsos prestito et prestando et ab omnibus promissionibus per eos nobis dicto nomine factis et fiendis, aut dicto regi Ludovico Provincie comiti nato nostro, et pro infectis habeantur et haberi debeant, ac si ullo unquam tempore facta seu facte ut pretangitur non fuissent; et quia incomutabilis intentionis nostre ac firmi ac constantis existitit prepositi, quod predicte conventiones actiones et transactiones ac capitula et cetera universa capitula et singula in eis contenta et descripta, ac per nos, sic conventa promissa et jurata perpetuo firma et valida esse debeant, ac nullius contrarietatis objectus dubii vel anfractus conjunctim seu divisim dispendia pertimescant.

De confirmatione privilegii. — LXIIII.

Ideo nos regina, bajula, tutrix et administratrix predicta, ac idem rex Ludovicus Provincie comes natus noster, cum nostris licencia, consensu et auctoritate predictis, supplantes[2] omnem deffectum si quid in nostris litteris presentibus esset forcitan sive allegari posset quomodolibet vel pretendi, de certa nostra sciencia et plenitudine potestatis regie in hac parte, lege aliqua, constitutione, aut consuetudine forsitan contrariis nonobstantibus in adversum, quas de dicta certa nostra scientia et plenitudine regie potestatis predicte in hac parte tollimus, cassamus, irritamus, ac juribus et efficacia vacuamus, nihilominus pro uberiori cautele suffragio que prodesse non officere consuevit, convenimus, volumus,

[1] *Illius.*
[2] *Supplentes.*

promittimus et eciam ordinamus, ac sub fide nostra et verbo reginali et regio ac religionis prestiti juramenti liberaliter pollicemur quod si quicumque defectus de jure, consuetudine, stilo, more, ritu, vel facto aut alias quomodocumque seu qualitercumque essent vel reperirentur in nostris presentibus litteris aut per quamcumque personam notari valeret, seu hujusmodi littere super premissis per nos confecte et concesse quovis paterentur defectus. Item et tociens quociens opus fuerit defectus ipsos supplere, corrigere et augmentare, emendare et in melius reformare, aut alias litteras quascumque necessarias ac eciam opportunas in meliori forma qua fieri poterit dictari et eciam ordinari, nostre vere ac libere intentionis in presentibus nostris litteris declarare substantia non mutata, et hoc ad simplex dictamen et ordinationem cujuslibet sapientis, seu ad requisitionem simplicem prefate universitatis Sancti Maximini aut alterius nomine et pro parte ejusdem nos propterea requirentes. Hec enim omnia universa et singula suprascripta omnibus et singulis officialibus regiis tam majoribus quam minoribus, nostrisque regiis fidelibus subjectis, et ceteris quos presens tangit seu tangere potest negocium quomodolibet in futurum tam per dictos comitatus quam videlicet constitutis presentibus et futuris insinuamus, intimamus, notificamus et ad eorum noticiam deducimus per presentes volentes et eis ad quos pertinuerit sub obtentu gracie nostre et regie districtius injungentes quatenus ea omnia et singula ad unguem exsequi, tenere, firmiter et observare in perpetuum cum effectu studeant, et illa seu illorum aliqua infringere vel ei ausu temerario contraire aliqualiter non presumant nec paciantur ab aliis eorum inferioribus quoquomodo audentes in contrarium fortasse viriliter et premature viribus compescendo, et ut nostre presentes littere in eisque premissa et singula contenta majoris existant efficacie ac roboris et eciam firmitatis eisque fides indubia perpetuo valeat adhiberi, ipsasque per secretarios nostros tabelliones publicos infrascriptos fieri publicari et subscripxi[1], ac propriis eorum signis quo utuntur in[2]. . . .

[1] *Subscribi.*

[2] Le copiste du Cartulaire a supprimé ici plusieurs mots, que nous pouvons restituer à l'aide d'une copie de la présente charte conservée dans les archives communales. Les voici :

Aquis in palacio regio, in parvo tinello [1], presentibus reverendis in Christo patribus Johanne episcopo Carnotensi cancellario Andegavensi, Artaudo episcopo Cistaricensi, magnificis viris Raymundo de Agouto domino Saltus, magno regni Sicilie camerario, Guillermo Rogerii vicecomite Turenne, Roberto de Drocis primo regio cambellano, domino Reforciato de Agouto preceptore Aquensi et Podii Moysoni, Petro de Ruolio marescallo regni Sicilie, Elziario domino de Auraysono, Ludovico de Forcalquerio domino de Cezarista, Bertrando de Agouto domino de Caprerio, Offeto de Vacheriis, militibus, nobilibus Gauffrido Gauhoni licenciato in legibus, Guillermo Aymerici, Bartholomeo Neble, consiliario et sindicis civitatis Aquensis et cum pluribus aliis testibus ad premissa. Anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo septimo, die tercia decima mensis novembris, undecime indictionis.

Nomen primi notarii. — LXV.

Ego vero Anthonellus Heyreici de Cistarico, civis Aquensis rationalis Provincie, secretarius regius, notarius publicus, ubique apostolica et imperiali ac in comitatibus Provincie et Forcalquerii reginali bone memorie serenissime domine nostre regine Johanne, constitutus premissis omnibus dum sic peragerentur, haberentur, convenirentur et in pactum ac in conventiones deducerentur, et alias ut permittitur per dictam dominam nostram reginam Mariam et ipsum dominum nostrum regem Ludovicum ejus natum Provincie comites jurarentur et fierent una cum alio eorum secretario notario publico infrascripto collega meo, et testibus supra nominatis presens interfui, eaque omnia universa et singula sic fieri vidi et audivi presentesque litteras cum dicto secretario publico collega meo, per aliam manum in hiis quinque pergamenis seu pellibus pergamineis conjunctis et conglutinatis, scriptas in hanc publicam formam redegi, et

..... *Publicis scripturis et documentis signari mandavimus, nostrique magni sigilli reginalisque ad presens utimur communiri. Datum et actum....*

[1] *Tinellus* vel *tinellum*, cenaculum aulicorum. — Aula magna vulgariter vocata *lo tinel....* (Ducange, *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis.*)

enim facta debita et diligenti collatione de presentibus litteris cum nota seu minuta originali illarum per me ad plenum composita, ac penes me remanente eas approbo et in veritate testificorum, ac hic manu mea propria me subscribo signumque meum hic in pede presentium litterarum, necnon superius in tribus partibus videlicet ubi pelles sunt juncte et conglutinate predicte, àpposui consuetum una cum ipsius reginalis[1] magni appensione sigilli cum filis cerici crocei et rubri impendentibus in omnium uberiorem cautelam fidem perpetuam et testimonium premissorum.

Nomen secundi notarii. — LXVI.

Et ego Guillermus dictus Le Tort, clericus Ebroicensis diocesis publicus, apostolica et imperiali auctoribus[2] notarius serenissime Marie regine et principis serenissimi regis Ludovici predictorum premissis omnibus, dum ut premittuntur, dicerentur et fierent una cum testibus et notario publico collega meo suprascriptis presens interfui, eaque fieri vidi et audivi. Ideo huic presenti publico instrumento de ipso cum minutis seu litteris originalibus facta collatione diligenti, et in hanc formam publicam redacto per alium aliis occupati negociis scripto manu propria me subscripsi signum meum apponendo consuetum in testimonium veritatis premissorum requisitus.

[1] *Reginalis majestatis.*
[2] *Auctoritatibus.*

Incipit tabula privilegiorum per dominum regem Ludovicum concessorum, et primo :

Maria Dei gracia. I.
Quomodo ipse debet tenere nos libere. II.
De transquillitate pacifica. III.
De eodem. IIII. De conventione. V.
Et primo hec sunt capitula generalia. VI.
De prelatis et ecclesiasticis personis. VII.
De bonis mobilibus. VIII. De eodem. IX.
Quod nullus cogatur ad faciendum guerram. X.
De revocatione. XI.
De ordinatione senescalli. XII.
De ordinatione officialium. XIII.
De fortificatione ville. XIIII.
De novitate. XV. De judice majori. XVI.
☞ De officialibus. XVII. De infrinctione. XVIII.
De redditibus. XIX. De eodem. XX.
De processibus in curia romana stantibus. XXI.
De restitutione bonorum. XXII. De censibus. XXIII.
De demanio regio. XXIIII. De eodem. XXV.
De conclusione. XXVI. De conservatione. XXVII.
De solutione litterarum. XXVIII. De consilio generali. XXIX.
Hec sunt capitula specialia. XXX.
☞ De statutis revocendis. XXXI.
De novitate revocanda. XXXII.
De impositionibus. XXXIII[1].
Quomodo rex tenetur observare pactum. XXXIIII.
Quomodo officiales tenentur jurare. XXXV.
De restitutione bonorum. XXXVI.
De processibus per Massilienses vel alios factis. XXXVII.
De tutoribus. XXXVIII. De subvicario. XXXIX.
☞ Quod nil solvatur de clamoribus. XL.
De peticionibus in camera rationum pendentibus. XLI.

[1] En marge : *Revos.*

De libertate et franquesia. XLII[1].
De causis civilibus et criminalibus. XLIII.
Quod jus commune observetur. XLIIII.
De electione duorum hominum. XLV[2].
De injuriis factis. XLVI. De augmento salis. XLVII.
De fortallicio fabricando. XLVIII. De eodem. XLIX.
De regestratione litterarum. L. De custodibus et pastoribus. LI.
De corpore beate Marie Magdalene. LII[3].

De bajulia ville. LIII.
De consilio ville et notario. LIIII.
Quod officiales non audeant scribere in cartulariis suis ordinationes. LV.
De scripturis mandatorum. LVI.
De subvicario et vicebajulo. LVII.
De litigio hominum. LVIII.
Quomodo propter guerram prefatus rex quittavit subsidia quinque annis. LIX.
De vallatis ipsius ville. LX.
De fortificatione ville. LXI.
De gentibus armorum in guerra solvendis. LXII.
Hic loquitur regina et rex. LXIII.
De confirmatione privilegii. LXIIII.
Nomen primi notarii. LXV.
Nomen secundi notarii. LXVI[4].

[1] En marge : *Tant du péage que leide.*

[2] En marge : *In quolibet parlamento.*

[3] C'est ici que finit le quatre-vingt-dixième feuillet du Cartulaire; le quatre-vingt-onzième et dernier n'existe plus. Nous reconstituons cependant la table dans son intégralité, d'après le titre de chaque chapitre, en ayant soin d'écrire ce qui manque en lettres italiques.

[4] Au recto du quatre-vingt-dixième feuillet, on lit au bas de la page les notes suivantes : *Entrée du roy Charles IX à Saint-Maximin le lundy XXIII[e] octobre* 1564. Consuls : *M. Jean Virgily, noble, et Jean Maurisy Foulquette, bourgeois.*

Autre entrée du très chrétien Louis XIII, roi de France et de Navare, au d. Saint-Maximin le samedy cinq novembre mil six cent vingt-trois, estant consuls sieurs Pierre Charloyer et Pierre Guillermi, nobles. — Signé *de Meynier, consul.*

Cette date de 1623 est une erreur; les mêmes notes se trouvant reproduites ailleurs, on y lit bien 1622, ainsi que le constatent tous les historiens de Provence.

A la même note, après les noms des consuls, on lit à la page suivante : *Et iceulx ont porté*

Dans les archives communales, on trouve divers autres documents relatifs aux priviléges de Saint-Maximin que nous croyons devoir ajouter à la suite de ce cartulaire.

Sans reproduire aucune des nombreuses chartes concédées en faveur du célèbre couvent des Frères prêcheurs, pas même celle de la fondation du collége par le roi René, en date du 13 décembre 1476, qui est aussi en faveur du couvent, et en nous bornant aux exemptions et priviléges de la communauté, voici les pièces qui nous paraissent devoir être publiées :

Confirmation des priviléges de la ville de Saint-Maximin par Charles II (28 mars 1305.)

Confirmation des priviléges accordés par la reine Marie, par Louis II (5 décembre 1400.)

le daix, allant dessous Sa Majesté de la porte d'Aix jusques à l'église, avec les sieurs juge, viguier, etc.

On distingue encore, au milieu d'autres annotations à peu près illisibles, celle-ci :

Les priviléges, indultes, et franchises et libertas descriptes et contengudes en aquest présent libre et al vidimus sigilla de sel royal que es en la caisse et archies de la mayson de la ville sont archivas et registras al regestre de Aix nomar Armorum, al feuillet cent et deux, sive folio CII.

Au regeste Armorum, fol. CII.

On lit aussi en marge de la première page :

Ce présent livre des priviléges a esté présenté et requis humblement la confirmation d'iceulx au très chrétien prince Louys treizième, roi de France et de Navarre, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, nostre souverain régnant, à son entrée en la ville de Saint-Maximin, le samedy cinquième novembre mil six cent vingt-deux, 1622, à l'entrée de la porte d'Aix. — Signé, *Pierre de Meynier, consul.*

Et au bas de la page :

Compté les feuillets du présent livre en ceste présente année mil six cent cinq, et le huitième... qui sont au nombre quatre-vingt-onze.... — Signé : *Puget, premier consul, de Clapier, deuxième...* et autres signatures.

Le quatre-vingt-onzième feuillet, qui n'existe plus aujourd'hui, a donc disparu depuis 1605.

M. Pardigon, archiviste paléographe d'Aix, a ajouté, le 5 juin 1844, une note explicative en tête du Cartulaire, que nous nous dispensons de reproduire.

Ratification des priviléges par le roi René (7 mars 1437.)

Priviléges d'exemption de l'obligation de loger les gens de guerre par le roi de France François I[er]. (22 mars 1514.)

Exemption de leur fournir des vivres par le même roi François I[er]. (22 mars 1514.)

Confirmation de tous les priviléges par François I[er]. (Janvier 1515.)

Lettres patentes de ce prince portant que désormais le bailli de Saint-Maximin sera nommé viguier et les syndics consuls. (11 septembre 1517.)

Franchise de la foire de la quinzaine après Pâques. (Octobre 1520.)

Ratification du privilége d'exemption du logement des gens de guerre par Henri II. (11 septembre 1549.)

Confirmation des priviléges de la ville par Henri III. (Décembre 1574.)

Confirmation du privilége d'exemption du logement des gens de guerre par le même roi Henri III. (3 juin 1578.)

Confirmation de tous les priviléges par Louis XIII. (Décembre 1622.)

Confirmation par Louis XIV. (Mars 1660.)

Confirmation par Louis XV. (9 mars 1742.)

Nous ajoutons encore à ces précieux documents un règlement de la communauté, ce code municipal émané de la communauté elle-même, qu'elle changeait et modifiait à son gré et selon ses besoins.

Confirmation des priviléges de la ville de Saint-Maximin par le roi Charles II, comte de Provence [1].

(1305 — 28 mars.)

Karolus secundus Dei gracia rex Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie et principatus Capue, Provincie et Forcalquerii comes. Senescallo Pro-

[1] Charles II confirme les priviléges qu'il avait concédés aux habitants, et il en ordonne très-énergiquement le maintien.

Ainsi que nous l'avons vu par les diverses chartes qui composent le Cartulaire, une véritable organisation de franchises municipales existait pour la communauté de Saint-Maximin. Elle était due aux comtes de Provence, mais Charles II en avait été le généreux initiateur. Ces concessions sont remarquables, car elles dérogent aux tendances qui régnaient au treizième siècle en Provence et qui se trouvent exprimées d'une manière si explicite dans les statuts de Raymond Bérenger, de l'an 1235, pour la viguerie de Draguignan.

Dans ces statuts, arrêtés entre le comte et les seigneurs du pays, des garanties sont

vincie et Forcalquerii, presentibus et futuris fidelibus, sive graciam et bonam voluntatem fidei pariter et devocionis sinceram quibus homines Sancti Maximini de comitatu nostro Provincie dilecti fideles nostri apud clare memorie tam dominum Raymundum Berengarium Provincie et Forcalquerii comitem avum nostrum sicut memoratio approbata nos docent quod dominum Karolum illustrem regem Jerusalem et Sicilie patrem nostrum et subsequenter apud nostram excellenciam laudabiliter viguerunt et vigent, necnon et grata placitaque servicia per eosdem homines data avo et patri nostro nobisque subsequenter impensa pro eis apud nostram celsitudinem interpellant, ut non solum in hec que per nos jam eis grosse indulta sunt eos letos utique sine inquietudine ac turbatione servemus, verum eciam continuis apud magnitudinem nostram graciis et favoribus prosequamur, insuper fidelitati nostre sub obtentu nostre gratitudinis firme districte precipiendo mandamus, quod omnia et singula privilegia et immunitates quaslibet que per nos universitati hominum dicte terre ac personnis specialibus sunt indulta nostre . . . . . continentia salvet et tenores servantes vos et servare facientes illesa nihil temptetis sinere, aut fieri permittatis ab aliis indebitum contra illa vobis enim tenore presentium aperimus quod quicumque ex vobis vel aliis nostris fidelibus contrarium facere temptaverit, indignationem nostri culminis se noverit graviter incursurum presentes autem litteras post opportunam inspectionem easque restitui presentanti. Datum Perusii per Bartholomeum de Capua militem logothetam et prothonotarium regni Sicilie. Anno Domini millesimo trecentesimo quinto die vicesimo octavo martis tercie indictionis, regnorum nostrorum anno vicesimo primo.

stipulées contre les libertés municipales que l'on pourrait être tenté d'accorder dans l'avenir, on y lit en effet cette disposition :

Capitulum de consulatibus.

Item, statuimus ut neque dominus comes neque barones, neque milites, consulatum dent aliquibus rusticis vel alicui universitati, vel aliquid quod loco consulatus habeatur. — (Statuta domini Raymundi Berengarii, comitis Provinciæ, concessa nobilibus et universitatibus locorum vicariæ Draguiniani, Forojuliensis diœcesis.)

Ces statuts ont été publiés par M. Ch. Giraud, *Essai sur l'hist. du droit français au moyen âge*, t. II, p. 4 à 15.

Confirmation des priviléges par Louis II, comte de Provence[1].

(1400 — 5 décembre.)

Ludovicus secundus Dei gracia rex Jerusalem et Sicilie, ducatus Apulie, principatus Capue, dux Andegavie, comitatuum Provincie et Forcalquerii, Cenomanie Pedemontis et Ronciani comes. Universis et singulis presentes litteras inspecturis tam presentibus quam futuris, ex munificentia nostra bene meritis nostris gratas litteras libenter impendimus, et nonnumquam in impensam expedienti cautele suffragio delectabiliter confirmamus, sane pro parte universitatis ville nostre Sancti Maximini fuerunt majestati nostre in consilio nostro noviter presentata quedam pattentes littere sive quoddam privilegium dicte universitati et hominibus dicte ville nostre Sancti Maximini concesse et concessum per serenissimam dominam Mariam, ejusdem gracia reginam dictorum regnorum ducatuum ducissam et comitatuum comitissam, ab olim bajulam, tutricem et administratricem reverendissimam matrem nostram ipsius majestatis sigillo magno pendenti more solito sigillate, in quibus quidem litteris certa privilegia et capitula dudum eis concessa per dictam dominam reginam matrem nostram, dum civitas nostra Aquensis et alie civitates, loca et castra unionis et sequele dicte civitatis se ad nostre majestatis obedienciam perduxerunt seriosius continetur, que siquidem capitula videri et examinari fecimus per dictum nostrum consilium, quibus visis et examinatis certa ipsorum capitulorum modificavimus in dicto nostro consilio, et certa non quia honorem nostrum et commodum et utilitatem dictorum universitatis et hominum minime conservabant, ac tria ipsorum capitulorum modificata descripta ultimo post capitula admissa et acceptata prout in declaratione seu responsione facta in pede cujuslibet dictorum

[1] Ces lettres de confirmation, de la part du roi Louis II, des priviléges concédés par la reine Marie sa mère, en 1387, reproduisent en son entier cette charte de 1387, avec une légère addition ou modification à trois chapitres seulement. Nous nous contentons d'en insérer le préambule et la fin.

trium capitulorum declaratur, quorumquidem capitulorum admissorum et acceptatorum tenores et substantia in finem subsequuntur.

Tenores ipsorum capitulorum admissorum. . . . .

. . . .

. . . .

Datum in civitate nostra Arelate per egregium et nobilem virum Gaufridum Bogarti utriusque juris eximium professorem decanum Turonensem consiliarium et fidelem nostrum dilectum mandato nostro locum tenentem nostri majoris judicis comitatuum predictorum, anno Domini millesimo quadringentesimo, die quinto decembris, nona indictione, regnorum vero nostrorum anno decimo septimo. Per regem in suo consilio presentibus domino Massiliensi episcopo Guigoneto Gerente, domino Pontio Caysii, magistro Thomacio de Valeran. Petrus Laydoti.

Ratification des priviléges de la ville de Saint-Maximin faite par le roi René.

(7 mars 1437.)

Renatus Dei gratia Jerusalem et Sicilie rex, Andegavie, Barri et Lotharingie dux, marchio Pontis, comitatuumque Provincie et Forcalquerii, Cenomanie ac Pedemontis comes. Universis et singulis presentes litteras inspecturis tam presentibus quam futuris confirmationis auctoritas frequenter jus exhibet plerumque suffragium cautele abundantioris indulget, que dum benevolum animum confirmantis ostendit ipsum ex quodam promissi debito ad observantiam comprobationis affirment, sane volentes agere gratiose cum universitate hominum ville Sancti Maximini que prout fide digna relatione comprimus in sincera fidelitate illustrissimorum predecessorum nostrorum constans fuit atque firma et constanter ac viriliter laboravit a tempore quo ad dominium predecessorum nostrorum fuit redacta citra variaque damnorum et expensarum tedia subiit et incurrit pro exaltatione culminis et status dictorum inclitorum bone memorie predecessorum nostrorum suis rebellibus et inimicis virtuose resistendo et eis guerrarum discrimina faciendo, et ad partes

provincie dum et quoties opus est pro defensione balisterios armuseros laudabiliter transmittendo, ut itaque dicta universitas tantum magis firmet propositum in laudabilibus suis operibus quantum de intentione nostra benevola apud eam lucidiora clare conspexerit augmenta. Igitur omnia et singula privilegia eidem universitati concessa, contenta, et declarata in quibusdam litteris patentibus serenissime quondam bone memorie domine regine Marie avie nostre (cujus anima in pace requiescat) ejus sigillo impendentibus sigillatis, datis Aquis in palatio nostro in parvo tinello, anno Domini millesimo trecentesimo octogesimo septimo et die tertia decima mensis novembris, undecime indictionis, et presertim privilegium eidem universitati concessum super revis imponendis quoties eidem universitati videbitur faciendum. Item privilegium in dictis litteris regine Marie contentum continentem quod mulieres dicte ville pro causa civili non incarcerentur, et generaliter omnes franquesias et libertates datas et concessas eidem universitati per dive memorie retro principes Jerusalem et Sicilie reges ac dictorum comitatuum comites de quibus dicta universitas fuit et est in pacifica possessione vel quasi salva justitia et citra eorum abusum presentium tenore de certa nostra scientia cum deliberatione nostri consilii aprobamus et ratificamus et nostre confirmationis apuymmine roboramus. Volentes sive mandantes expresse quatenus hujusmodi aprobationes, ratificationes et confirmationes dicte universitati efficaces et incommitabiliter perpetuo sint reales, preterea in majoris gratie annulum volumus et ordinamus pro relevamine subditorum nostrorum dicte ville ut cum convenerit apellare ab ordinationibus estimatorum, ponderatorum panis et aliorum electorum per consilium dicte universitatis hujusmodi appellationes ad judicem qui nunc est, vel pro tempore fuerit dicte ville devolvantur, de cujus ordinatione sive sententia non liceat ulterius appellare, nisi cause ipse in principali excederent decem florenos provinciales. Mandantes et expresse injungentes ipsarum tenore presentium universis et singulis nostris officialibus per dictos comitatus nostros cuilibet constitutis presentibus et futuris quatenus ipsam universitatem et singulares ejusdem contra formam et mentem presentium nullatenus vexent, inquietent, vel molestent aut vexari permittant,

quinimo prescriptam nostram ordinationem ac cetera alia in presentibus nostris litteris contenta efficaciter teneant et observent inconcusse scriptum, gravem penam modo eis infligendam arbitrio cupiunt non subire. In quorum fidem et testimonium presentes has litteras exinde firmari sigilli appensione jussimus communire. Datum in civitate Massilie per magnificum militem Cordanum juris utriusque professorem dominum de Velautio magne nostre curie magistrum rationalem, consiliarium et fidelem nostrum dilectum; die septima mensis martii, prime indictionis, anno Domini millesimo quadringentesimo tricesimo septimo, regnorum vero nostrorum anno quarto.

Privilége d'exemption du logement des gens de guerre accordé par le roi François Ier aux habitants de Saint-Maximin.

(1514 — 22 mars.)

François, par la grâce de Dieu roy de France, conte de Prouvence, Forcalquier et terres adjassentes, à tous nos lieutenants, mareschaux, admiralhs, prevost, baillis, seneschaux, capitaines de gendarmes et de traict, commissaires, comis et à comettre, loger les gens de guerre ou de traict à cheval que de pied, ou à les ordonner ou fere venir par ordre et pollice et à tous nos aultres justiciers et officiers aux quels ces présentes seront montrées, sallut et dillection, sçavoir faisons que pour la bonne et singullière dévoction que nous avons à la glorieuse Marie Magdallene vénérée et honorée es lieux, prieuré et couvent de Sainct-Maxemin et de la Saincte-Baulme, au quel lieu estant en ce monde fist sa pénitence l'espace de trente ans et plus, et y fixa le demeurant de ses jours, et en icelluy pour les grands et singulliers miracles que icelle glorieuse saincte faict, le plus grand nombre de pellerins et pellerines de diverses contrées, inclinant liberallement à l'humble supplication de nostre amé et féal conseiller Me Jehan Damyan, prieur du dict couvent et des relligieux d'icelluy et désirant favorablement les traicter quy de jour et de nuict, priant Dieu, nostre créateur, pour le bien et prospéritté de nous et de nostre royaulme et à ce que nous soyons de plus en plus

cy àpprès participans à leurs bonnes prières et oraisons, pour ces causes et aultres occasions à ce nous mouvant, avons les d. lieu de la Baulme, prieuré avec les d. relligieux, prieur et couvent ensemble la d. ville de Sainct-Maxemin, manans et habitans d'icelle prins et mis, prenons et mettons par ces présentes en nostre protection et sauvegarde specialle et iceulx avons exempté et exemptons de nostre propre mouvement et grâce spécialle de loger et tenir garnison en iceulx lieux, prieuré, couvent et ville quelconque, gens de guerre de nostre ordonnance et tant de cheval que de pied et aultres tels que soient. Sy vous mandons et expressément enjoignons et à chascun de vous sur ce requis et comme à luy appartient que de nos présentes graces, sauvegarde, exemption et octroy vous faictes, souffriez et laissiez les relligieux, prieur, couvent, manans et habitans dessus dicts jouir et user pleinement et paiziblement sans leur faire ni permettre estre faict aulcunes injures, viollances, griefs, oppressions, mollestions, de force d'armes ni aultrement es manière que ce soit, les quelles si vous trouvez estre faictes, vous appaisiez et faictes cesser et fesiez demande convenable des délinquans et punition si griefve que ce soyt exemple à tous aultres; et nos présentes lettres de sauvegarde et exemption signiffier et faictes publier es lieux où il appartient, en mettant ou faisant mettre et assoir nos panonceaux et bastons royaulx sur les d. couvent, prieuré et autres lieux, afin que nul n'en puisse préthendre cause d'ignorance, car tel est nostre plaizir.

Donné à Paris le vingt-deuxième jour de mars mil cinq cent quatorze et de nostre règne le premier, par le roy conte de Provence, messire René bastard de Savoye, conte de Villarre, grand séneschal, gouverneur et lieutenant général pour le dict seigneur au dict pays et aultres présents. Signé : CHARBONIER.

Exemption de fournir des vivres aux gens de guerre.

(1514 — 22 mars.)

A tous nos lieutenants, mareschaux, prevots, baillis, séneschaux, capitaines de gendarmes et de traict tant de nos ordonnances que de

nostre ban et arrière-ban, archiers, piquiers, allebardiers et alballestriers, laquais et autres gens de guerre, et à tous comissaires, comis et à comettre à fere loger les dits gens de guerre ou à leurs lieutenants, comis et députés, sallut et dillection. Scavoir faisons que pour la bonne et singullière dévotion que nous avons à la glorieuse dame saincte Marie-Magdallene vénérée et honorée es lieux, prieuré et couvent de Sainct-Maxemin et de la Saincte-Baulme, au quel lieu elle estant en ce monde fist sa pénitance l'espace de trente ans et plus et y fixa le demeurant de ses jours et en icelluy pour les grands et singulliers miracles que icelle glorieuse saincte Marie-Magdallene faict affluer grand nombre de pellerins et pellerines de diversses contrees, désirant pour ce favorablement traicter les relligieux, prieur et couvent du dict Sainct-Maxemin et de la Saincte-Baulme qui jour et nuict prient Dieu nostre créateur pour le bien et la prosperité de nous et de notre royaulme, et à ce que soyons de plus en plus cy apprès participans de leurs bonnes prières et oraisons, pour ces causes et aultres considérations à ce nous mouvant, avons les d. lieu de la Baulme, prieuré avec les d. religieux prieur et couvent ensemble la d. ville de Sainct-Maxemin, manans et habitans prins et mis, prenons et mettons par ces présentes en nostre protection et sauvegarde spéciale, sy voullons vous mandons et deffendons bien expressément que au d. prieur, couvent et en la d. ville de Sainct-Maxemin et lieu de la Baulme vous ne logiez et ne souffriez loger aulcuns gens de guerre, ni prandre fourrage, pain, vin, foins, avoines, chairs, pollalhes et aultres chozes, biens, vivres quelconques, sinon que ce soit de bon gré et consantement des dicts prieur, religieux, couvent et des manans et habitans de la d. ville de Sainct-Maxemin et de la Baulme et en payant raizonnablement, sachant tous ceulx qui fairont et seront trouvés faisant le contraire, nous en ferons faire telle et si griefve punition que sera exemple à tous aultres; et en oultre voullons et ordonnons ces présentes estre signiffiées et publiées par le plus prochain juge des d. lieux, à ce que nul n'en puisse prethendre cause d'ignorance.

Donné à Paris soubs notre scel, le vingt-deuxième jour de mars, l'an mil cinq cent et quatorze.

Par le roy, messire René, bastard de Savoye, comte de Villarre, grand seneschal, gouverneur et lieutenant général pour le d. seigneur en ce pays et conté de Prouvence et aultres présents. Signé CHARBONIER.

René, bastard de Savoye, conte de Villarre, Tende, etc..., baron, conseiller et chamberlan ordinere du roy très-chrestien nostre sire, François, grand seneschal, gouverneur et lieutenant général pour Sa Majesté au conté de Prouvence, Forcalquier et terres adjassentes, par la teneur des présentes avons dellibéré notifier à tous en général et particullier qu'ayant vu en l'insigne parlement de la cour de Prouvence les lettres patentes du roy nostre sire très-chrestien François de ce nom le premier, données à la requeste du dévot couvent de la Marie-Magdallene, de Sainct-Maxemin et du lieu de la Saincte-Baulme, ensemble la sauvegarde, immunités et privilléges du couvent et communauté du d. Sainct-Maxemin, obtenues et impétrées, attachées avec eux et par comandement exprès de Sa d. Majesté, au moyen des quelles prins conseil et délibération mure de la d. cour tel qu'est nostre plaisir, et voulons que les d. lettres royaulx soient exécutées, conformément au mandement de Sa d. Majesté, nous ayant icelles anexées par ces présentes. Donné à Aix le premier jour du mois de juin, l'an de la Nativité mil cinq cent et quinze. — Par le d. grand seneschal du roy, gouverneur et lieutenant général de Prouvence à la vacation de la cour où estoient MM. Guilhaume de Baumont, président, Pierre de Brandion, Barthelemy Duranty, Simon de Tributis, Guilhaume de Pertrus, Mathieu Guiramandi, Anthoine d'Albert, Guilhaume Gerante, Thomas Corriolis, conseillers du roy, Maurin Grafier, pour l'honneur de Dieu enregistrées. — Signé SOULLET.

Confirmation des priviléges accordés à la ville de Saint-Maximin par le même roi François Ier.

(Janvier 1515.)

François, par la grace de Dieu roy de France, conte de Prouvence, Forcalquier et terres adjassentes, scavoir faisons à tous présents et advenir, nous avoir reçeu l'humble supplication de nos chers et bien

aymés les manans,habitans de Sainct-Maxemin, de nostre pays de Prouvence, contenant que par feu de bonne mémoire Charles Segond, roy de Jerusallem et de Cicille, comte de Prouvence, pour la singullière dévotion qu'il avoit à la saincte Marie-Magdallène à ce qu'il faict perpétuelle mémoire d'icelle et au lieu où elle avoit esté inhumée quy estoict au dict Sainct-Maxemin et de tout temps son précieux corps a esté, ordonna et institua y estre faict ung monastère et une belle église quy fist dès lors accommencer et en recognoissance de certaines graces et miracles que la d. saincte Marie-Magdallène avoit faictes en luy et à ce que les d. lieu et ville quy pour lors se nommoit Ville-Latte se augmentast et de iceluy pour la décoration y habitassent plusieurs frères, donna et octroya aux manans et habitans plusieurs bien grands privilléges, préhéminences, statuts, franchises et exemptions et par ses successeurs leur en auroit esté donné aultres qui leur ont successivement par nos prédécesseurs contes de Prouvence esté confirmés et à ce moyen en ont toujiours jouy et usé paiziblement comme ils sont encore de présent, mais ils doubtant que s'ils n'estoient par nous confirmés, rattiffiés et approuvés que en la jouissance au temps advenir on leur voulaist donner empêchement, requerant très-humblement nostre grace et libéralité, pour ce est-il que nous ce considéré, désirant de tout nostre cœur fere chose que soit agréable à la d. saincte Marie-Magdalléne, à ce qu'elle soit intéressée pour nous envers Dieu nostre créateur et estre participant aux bienfaicts de la d. église et ville de Sainct-Maxemin, pour ces causes et aultres considérations ad ce nous mouvant, avons tous et chacuns les d. priviléges, franchises, préhéminances, libertés, exemptions et statuts donnés et octroyés aux d. habitants de Sainct-Maxemin par nos dicts prédécesseurs contes de Prouvence, loués, confirmés, rattiffiés et approuvés et iceulx de notre grace spéciale, plaine puissance et aucthorité royale et provensale, louons, confirmons, rattiffions et approuvons pour par les d. manans et habitans du dict Sainct-Maxemin et leurs successeurs en jouir et user a toujiours, tout ainsi et par la forme et manière qu'il plaira, ainsi que leurs prédécesseurs en ont par devant deubuement et justement jouy et usé. Sy donnons en mandement par ces mesmes présentes à nos

amis et féaulx le grand seneschal, gouverneur de Prouvence ou à son lieutenant général de nostre conseil et de nostre cour du parlement, grand président, maîtres rationnaux et archivaires de nostre chambre et archives, résidant à Aix, et à tous nos aultres justiciers et officiers ou à leurs lieutenants présents et advenir et à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que de nos présentes grâce et confirmation, rattiffication, aprobation et de tout le contenu des présentes, ils fassent, souffrent et laissent les d. supplians, manans et habitans du dict lieu et leurs successeurs jouir et user plainement et paiziblement sans leur mettre ou donner, ni souffrir estre faict, mis ou donné aulcung trouble, destourbier et empêchement, le quel si faict, mis ou donné leur avoit esté ou estoit, les mettroient ou feroient mettre incontinent et sans dellay à plaine dellivrance et au premier estat, et à fin que ce soit chose ferme et stable à toujiours nous avons faict mettre notre scel à ces présentes. Donné à Marceille, du mois de janvier, l'an de grace mil cinq cent quinze, et de notre règne le deuxième. Par le roi, conte de Prouvence. S. Longueti, *contentor*. — Longuet.

Lettres patentes de François Ier portant que désormais le bailli de Saint-Maximin sera nommé viguier et les syndics consuls.

(1517 — 11 septembre.)

François, par la grâce de Dieu roy de France, conte de Prouvence, Forcalquier et terres adjassentes, à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. Humble supplication de nos chers et bien amés orateurs les religieux, prieur et couvent de Sainct-Maxemin et de la Baulme, et des bourgeois, manans et habitans de la d. ville du d. Sainct-Maxemin avoir reçeu, contenant comme icelle ville soyt et est l'une des bonnes villes de nostre dict pays de Prouvence, en la quelle est honorée et vénérée le précieux et digne corps de la benoiste et glorieuse Marie-Magdalléne, qui est l'ung des plus beaux et sumptueux relliques de tout le pays de Prouvence, et aultres beaux et précieux relliques de plusieurs saincts et sainctes qui repposent en l'église du dict Sainct-Maxemin, à cause de quoi et pour la

grande multitude de monde qui afflue chascun jour de toutes parts en icelle ville pour venerer et honnorer les d. relliques, la ville est grandement augmentée et le peuple accroist et multiplie en icelle chaque jour, tellement que la d. ville est pour le présent tenue et estimée une des bonnes et honnorables villes de nostre dict pays de Prouvence, et pour plus grande décoration de la dicte ville seroit chose très honorable et honneste que celluy qui est chef de justice pour nous en la d. ville qu'on nomme et appelle du nom de baille, ainsi que le chef de justice des petits villages et chasteaux du d. pays de Prouvence soit doresnavant nommé et appellé viguier, ainsi que les aultres chiefs de justice des aultres bonnes villes du d. pays. Aussi que ceulx qui seront pour chascun an commis au régime, gouvernement et administration des affaires d'icelle ville qui ont l'une des clefs du lieu où reppose le chef de la dicte dame Marie-Magdalléne, les quels on a acoustumé nommer et appeler syndics fussent doresnavant nommés et appellés consuls, ainsi que l'ont faict les gouverneurs de plusieurs aultres bonnes villes de nostre dict pays de Prouvence, et nous humblement leur octroyer nos lettres de grâce et provision. Sur ce, scavoir faisons que pour la grande et singulière dévotion que nous avons à la glorieuse Marie-Magdalléne, et affin que la d. ville de Sainct-Maxemin en la quelle comme dict est vénérée et honorée avec plusieurs aultres glorieux saincts et sainctes dont le corps et relliques y reposent, soit plus eslevée en auctorité et préhéminance, en l'honneur et réverance de la d. glorieuse dame. Avons de nostre certaine science, grâce spécialle, plaine puissance et auctorité royale et provensale, octroyé et octroyons, voullons et nous plaict que nostre chef de justice d'icelle ville que l'on appelle baille, soit doresnavant et à toujiours nommé et appellé viguier, ainsi que les aultres viguiers des aultres bonnes villes de nostre pays de Prouvence, et semblablement ceulx qui sont et seront le temps advenir commis au gouvernement des communes affaires de la d. ville de Sainct-Maxemin que on avait accoustumé appeler syndics, soient doresnavant et à toujiours appelés consuls, et les quels viguiers et consuls avons de nouvel crées et créons par ces d. présentes viguiers et consuls pour estre doresnavant dicts, nommés et appellés viguiers et consuls, ainsi que les aultres

viguiers et consuls des aultres bonnes villes de nostre dict pays de Prouvence. Toutesfois nous n'entendons en ce faisant, que les dicts viguiers et consuls ayent et ne jouissent d'aultres aucthorité, prérogatives, prééminance, franchises et libertés de juridiction que ainsi que ont acoustumé de jouir les d. bailes et syndics. Sy donnons en mandement par ces mêmes présentes à nostre grand seneschal et gouverneur de Prouvence ou à son lieutenant, à nos amés et féaulx les gens de nostre cour de parlement au dict pays de Prouvence, séant à Aix, et à tous nos aultres justiciers et officiers ou à leurs lieutenants et à chacun d'eulx, si comme à luy appartiendra que de nos présentes grâce, création, vouloir et octroy et de tout le contenu des d. présentes, ils fassent, souffrent et laissent les d. prieur et couvent, bourgeois, manans et habitants de la d. ville de Sainct-Maxemin, supplie nostre dict viguier et les dicts consuls qui seront cy apprès jouir et user plainement et paiziblement et à toujiours, sans leur fere mettre ou donner, ni souffrir estre faict, mis et donné, ors ni pour le temps advenir aulcung destourbier ou empechement, au contraire lequel ci faict, mis ou donné leur estoit, le feroit reparer et remettre incontinent et sans dellay à plaine dellivrance et au premier estat, et de ce tel est nostre plaisir; en tesmoing de ce nous avons faict mettre notre scel à ces présentes. Donné à Évreux, le XI[ieme] jour de septembre, l'an de grâce mil cinq cent dix-sept et de notre reigne le troizième. Par le roi, comte de Prouvence, messire Jehan Sollat, maistre des resquetes ordinaires de l'hostel et aultres présents. S. PARDYIS.

René, bastard de Savoye, conte de Villarre, Tende, etc., conseiller et chamberlan ordinere, grand séneschal, lieutenant général et gouverneur pour le roy en ces pays et contés de Prouvence, Forcalquier et terres adjassentes, vues par nous les lettres patentes du d. seigneur, données à Évreux, le onzième jour de ce présent mois de septembre, par les quelles lui a plu octroyer aux prieur, couvent et religieux de Sainct-Maxemin et de la Baulme et aux bourgeois, manans et habitans de la ville de Sainct-Maxemin, que pour les causes contenues es dictes lettres, son chef de justice d'icelle ville de Sainct-Maxemin que l'on falloit par cy devant appeller baille, fut doresnavant et à toujiours nommé et appelé

viguier, ainsi que les aultres viguiers des aultres bonnes villes de son d. pays de Prouvence, et semblablement que ceux qui sont et seront le temps advenir comis et esleus au gouvernement des communes affaires de la dicte ville de Sainct-Maxemin que on avoit acoustumé appeller syndics soient doresnavant et à toujiours appelés consuls, et les quels viguier et consuls il a de nouvel créés comme plus à plain est contenu es lettres du d. seigneur, les quelles à ces présentes sont attachées. Consentons en tant que avons pouvoir, l'intérinement et accomplissement d'icelles, et mandons par ces mêmes présentes à tous ceux aux quels elles s'adressent, qu'en suivant le bon plaisir du d. seigneur, ils fassent, souffrent et laissent les d. prieur et couvent, bourgeois, manans et habitans de la d. ville de Sainct-Maxemin et pareillement les d. viguiers et consuls quy seront cy appèrs, jouir et user plainement et paiziblement et à toujiours des grâce, creation, vouloir et octroy du dict seigneur sellon qu'il est contenu et plus à plain déclaré en ces d. lettres; et en tesmoing de ce nous avons signé ces d. présentes de nostre main et à icelles faict mettre nostre scel accoustumé. Donné à Montragard, le vingt-deuxième jour de septembre, l'an de grace mil cinq cent et dix sept. Le bastard de Savoye, par mon dict seigneur le conte, grand seneschal, lieutenant général et gouverneur pour le roy en Prouvence. — S. : Ricij.

René, bastard de Savoye, conte de Villarre, Tende, etc..., conseiller et chamberlan ordinaire du roy, grand seneschal, gouverneur et lieutenant général en ces pays et contés de Prouvence, Forcalquier et terres adjassentes, à tous présents et advenir en général et particulier, par la teneur des présentes scavoir faisons que veues en la souveraine cour de parlement de Provence les lettres royaulx obtenues de la part et à la requeste du p. prieur et frères relligieux du couvent de la Saincte-Magdallène de la ville de Sainct-Maxemin, ensemble des bourgeois, manans et habitans d'icelle ville du roy très crétien François, roy de France, conte de Prouvence, sur les officiers du vigueirat et consuls, obtenues et impétrées le vingtième jour du moys de septembre dernier, passé avec les lettres d'attache ensamblement attachées aux quelles ces mêmes présentes à leur requisition et mérites privés, au preallable la délibération

et advis de la cour sont d'abondant attachées. Nous anexant les comandements et bon plaisir de Sa Majesté avec les quallités es susd. lettres portées, avons ordonné que soient interinées en tant que pouvons, ainsi que par ces présentes concédons et vollons que soient exécutées sellon leur forme et teneur. Donné à Aix, le pénultième jour d'octobre, l'an de la Nativité de Nostre Seigneur mil cinq cent dix sept. Par le susd. grand séneschal, lieutenant général et gouverneur pour le roy au pays de Prouvence, à la vaccation de la cour où adsistaient messieurs George de Baumont, président, Pierre de Brandion, Benoist Duranti, Pierre Mathei, Simon de Tributis, George Duperier, Jehan Tornatoir, Anthoine d'Albert, Thomas Corriolis et François Guérin, conseillers du roy; Maurin a enregistré au dragon de la souveraine cour de Prouvence.

Daigne la souveraine cour anexer les lettres obtenues de la part du vénérable couvent de la Saincte-Magdallène de la ville de Sainct-Maxemin, sur la création du viguier et consuls. Données à Évreux, le xi[e] septembre, avec attache du seneschal, mil cinq cent dix sept. Soit concedé, anexe avec les quallités y contenues aux présentes lettres......

S. *Président;* de Bran., Durant., de Trib., Deperier, Tornat., d'Alb., Corriolis *et* Guerin.

[1] A nostre très-chier et très-amé couzin le duc de Bourbonnois et d'Auvergne, conestable de France, et à tous nos lieutenants et mareschaux, baillis, séneschaux, cappitaines de gens de guerre tant de nos ordonnances de pied que de nostre artillerie, ban et arrière-ban, archiers, piquiers, arballestriers, aventuriers et aultres gens de guerre de quelque estat qu'ils soient, et à tous comisssaires, comis et à comettre à fere les logis des d. gens de guerre et à leurs comis et dépputés, sallut et dillection : scavoir nous faizons que pour la bonne et singullière dévotion que nous avons à

[1] Nous suivons l'ordre chronologique dans l'insertion de ces pièces.

la glorieuse dame saincte Marie-Magdallène révérée et honorée es lieux, prieuré et couvent de Sainct-Maxemin et de la saincte Baulme, au quel lieu elle estant en ce monde fist sa pénitance l'espace de trente ans et plus et y fixa ses jours et en icelluy lieu pour les grands et singulliers miracles que icelle glorieuse saincte Marie-Magdallène faict chacun jour, afflue grand nombre de pellerins de diverses contrées et régions, désirant par ce favorablement traicter les relligieux, prieur et couvent de Sainct-Maxemin et de la saincte Baulme, qui jour et nuict ne cessent prier Dieu nostre Créateur pour la prospérité et sancté de nous et pour le bien de nostre royaulme, affin que soyons de plus en plus participants à leurs bonnes prières et oraisons. Pour ces causes, et en faveur de ce que y avons faict le voyage et pellerinage et aultres considérations quy à ce nous meut à avoir les d. lieu et prieuré de Sainct-Maxemin et de la Baulme, les d. relligieux, prieur et couvent, ensamble la d. ville de Sainct-Maxemin affranchis et exempts, affranchissôns et exemptons de logis et passage de tous nos gens de guerre, et iceulx avons prins et mis, prenons et mettons par ces présentes, en nostre protection, suretté et sauvegarde spéciales. Sy voullons, vous mandons et déffendons très-expressément que au dict prieuré et couvent, ni en la dicte ville de Sainct-Maxemin et lieu de la Baulme, vous ne loger ni souffrir loger aulcuns des d. gens de guerre, ny demeurer en garnison, ny aussi y prendre fourrages, pains, vins, fruits, chairs, poullalhes, foins, palhes, avoynes, ni aultres biens, vivres et choses quelconques, et ne les constragner et faictes constraindre à payer aulcuns vivres ni aultres choses, ny fere contribuer es aultres lieux, villes et places de nostre dict pays, sinon que ce soyt du bon gré et consentement des d. prieurs, religieux et couvent, et des manans et habitans de la dicte ville de Sainct-Maxemin et de la Baulme, en payant raizonnablement. Sachans tous ceulx quy sont trouvés faizant ou avoir faict le contrere que nous en fairons telle et sy griefve punition, que ce sera exemple à tous aultres. Et voullons et ordonnons ces présentes lettres de sauvegarde estre signiffiées et publiées par nostre plus prochain juge des d. lieux, le quel mestra et faira mestre et affiger nos panonceaulx et bastons royaulx par tous les lieux dessus dicts, affin que nul

n'en puisse préthendre cause d'ignorance. Donné à Amboise, soubs le scel de nostre secret, le seizième jour de may, l'an de grâce mil cinq cent dix-huict. Par le roy, messire Addam, seigneur du Rocher, maistre des requestes ordinere de l'ostel et aultres présents, S. SEDOIN.

René, bastard de Savoye, conte de Villare, Tende, etc..., conseiller et chamberlan ordinere du très-chrestien roy François, et pour luy aux contés de Prouvence, Forcalquier et terres adjassentes, grand seneschal, gouverneur et lieutenant général, à tous en général et particulier, scavoir faisons la teneur des présentes que veues en la souveraine cour de parlement de Prouvence les lettres patentes du roy, obtenues de Sa Majesté, à la requeste du vénérable et dévot couvent royal de la saincte Marie-Magdallène de la ville de Saint-Maxemin et des habitants d'icelle, portant affranchissement et exemption de contributions à toutes sortes de gens de guerre, données à Amboise, sous le sceau du conseil privé, le seiziesme jour du moys de may dernier passé, quy sont à ces mesmes présentes attachées, ayant eu sur icelles la dellibération et advis de la cour, concédons et permettons en tant que pouvons, puisque tel est le bon plaisir du roy, que icelles soient intérinées et anexées sellon leur forme et teneur, encore nous plaist et voullons qu'elles soient exécutées sellon leur forme et teneur. Donné à Aix le quatrième jour du mois de jung l'an mil cinq cent dix-huit, par le d. grand seneschal, lieutenant et gouverneur général, sur la délibération et advis de la cour ou estoient M. de Villiers son lieutenant, George de Baumont, prézident, Pierre Mathei, Simon de Tributis, Jehan Tornatoris, Anthoine d'Albert, François Guérin, Anthoine Imbert, conseillers du roy. Marini a enregistré. — S. SOULLET.

Plaise concéder anexe et enregistration des lettres royaulx obtenues en faveur du dévot couvent de la saincte Magdallène et des habitans de la ville de Sainct-Maxemin, données à Amboise le seizième jour de may, cy la communauté du dict Saint-Maxemin ne soit tenue à contribuer à gens de guerre.

Teneur du décret.

Soyt concédé anexe. — Donné à Aix le quatrième jour de jung mil cinq cent dix-huit. . . . .

En foy de quoy et tesmoniage avons faict extraire des archifs du roy ces présentes, et nous sommes signés et mis nos sceaulx. Donné à Aix, en la cour royalle des comptes, le segond jour du moys de may, l'an de l'incarnation de Nostre Seigneur mil cinq cent quarante-sept. — Signé Honoratus, Arbaudus, Vitallis, Borilli.

Franchise de la foire de la quinzaine après Pâques, accordée par François Ier.

(Octobre 1520.)

François, par la grace de Dieu roi de France, conte de Prouvence, Forcalquier et terres adjacentes, scavoir faisons à tous, présents et à venir, nous avoir reçu l'humble supplication de nos chers et bien amés les manans et habitants de la ville de Sainct-Maxemin en nostre dict pays et conté de Prouvence, contenant que le dimanche 15e jour après Paques charnelles, il y a certaine foire qui est tenue au dict lieu de Sainct-Maxemin, et au dict jour de dimanche 15e jour après Paques, y a pardon général en l'église du dict Sainct-Maxemin, auquel afflue grand multitude de peuple, et pour ce qu'il n'est licite ni convenable de tenir foire ni marché public ainsi qu'il se faict au dict jour de dimanche, remise ou commutée au lendemain jour de lundy, et elle estre continuée et augmentée de deux aultres jours ensuivant, et par ainsi icelle foire durer 3 jours, à scavoir : le lundy, mardy et mercredy, nous humblement requérant sur ce impartir nostre grâce; pourquoi nous ces choses considérées inclinants à la supplication et requête des d. suppliants, aussi que les saints dimanches sont totalement ordonnés au service de Dieu, pour ces causes et autres à ce nous mouvans, la dicte foire qui a esté par ci-devant tenue au dict lieu de Sainct-Maxemin, au dict jour de dimanche, 15e d'après Paques charnelles, avons pour le dict jour sup-

primé et icelle remise et commise au lundy, et au dict jour de lundy et semblablement le mardy et mercredy ensuivant. Avons ordonné et establi, remis, ordonnons et establissons foire au dict lieu de Sainct-Maxemin pour aux dicts trois jours de lundy, mardy et mercredy après le dict dimanche de Paques charnelles estre tenue, entretenue et continuée à toujours.

Ces dicts trois jours durant, tous marchands puissent aller et venir, séjourner et retourner, vendre, acheter et eschanger toutes marchandises licites et permises; et d'icelles, tout en allant, séjournant et retournant, jouir et user de tous les droits, priviléges, franchises et libertés qu'ils ont aux aultres semblables foires du pays, pourvu qu'il n'y ait aux dicts jours aultres foires à quatre lieues à la ronde.

Donné à Blois au mois d'octobre, l'an de grâce 1520, et de notre règne le 6e [1].

Ratification du privilége d'exemption du logement des gens de guerre, par Henri II, roi de France.

(1549 — 17 septembre.)

Henry, par la grâce de Dieu roy de France, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, à nos amés et féaulx les gens de nostre cour de parlement de Provence, nostre lieutenent général et gouverneur pour nous au dit pays, et à tous ceux qui ces présentes lettres verront

[1] Criées de la foire :

L'on fa assaber à touto persouno que lou Rey segnour nouestro, à qui Diou douno longo vido, a baillat fiero francho à la villo de Sant Maximin en Prouvenço, per tous lieus à jamais et perpétuallament, tous lous ans durant tres jours, sabei : lou luns, lou mars et lou mecres après lou dimenche de la quinzeno de Pasques, lou quel es lou pardon de Santo Mario Magdaleno en la gleizo deins lou loué de Sant Maximin emés tous lous diès privilégis, franchises et libertas de fiero francho, et qué an lous autres fieros franchos d'alprésent pais et comtat de Prouvenco, et partout lous marchands li pouedoun anar librament et faïre portar, vendré et entournar leis marchandisos licitos et permésos, gausir et usar de las libertas, frachises et priviléges de la dicto fiero francho, etc.

salut. Comme pour la bonne et singulière dévotion qu'avons à la glorieuse dame saincte Marie-Magdaleine réverée et honnorée ez lieux et prieuré de nostre ville de Sainct-Maximin, au quel lieu son corps fut enseveli après la pénitence par elle faite au lieu de la Saincte-Baume, et pour les causes, raisons et considérations qui à ce auraient meu nostre très-honnoré seigneur et père le roy, que Dieu absolve, plus amplement en ses lettres de privilége et exemptions données à Amboise soubs le scel de son secret le seizième jour de may mil cinq cent dix-huit, dont le double est attaché sous le contrescel de nostre chancellerie, il ait de sa bonne volonté, propre mouvement, plain pouvoir, authorité royale et provensale, affranchy les dicts prieur, religieux, manans et habitans de la dicte ville du dict Saint-Maximin, du logis et passage de ses gens de guerre tant à pied qu'à cheval, et de ne y prendre pain, vin ny aultres vivres et vituailles, ny contribuer aux aultres villes et places du dict pays, les quels couvent, prieur, religieux, manans et habitans, et ville du dict Sainct-Maximin et de la Saincte-Baulme, aurions prins et mis par nos dictes lettres en nostre protection et saulvegarde, quant à ce comme plus à plain y est contenu et mentionné, des quelles lettres, priviléges, franchises et exemptions, les dicts manans en auraient joui et usé paiziblement, quant au passage et logement des gens de guerre logés ou passants ez aultres lieux du dict pays et circumvoisins de la dicte ville, jusque à ce que par les procureurs de nostre dict pays de Provence et certains syndics d'aulcuns lieux de nostre dict pays où estoient logés ou passants certains gens de guerre, de nos dicts gens de guerre tant à pied que à cheval, auroient été troublés et molestés en la jouissance de leurs dicts priviléges, franchises, exemptions et saulvegarde, contre la forme et préjudice des dictes lettres auroient esté les dicts manans constraints par les dicts procureurs du pays, syndics des dicts lieux et aultres commissaires députés par nostre dict lieutenant et gouverneur à fere pourvoir et fournir des vivres aux dicts gens d'armes, et à fere cottisation des despens, frais, mises et foulles faictes par nos dicts gens de guerre au dict pays, aux quels auroient esté constraints contribuer et satisfere, sous couleur de ce que par les dictes lettres n'auroit esté faitte aulcune men-

tion de la dicte cottisation, et que n'auroit esté derogué aux droits, et loyx faisant au contraire. Les quels tels priviléges, franchises et exemptions, sans expresse dérogation des dicts droits sont nulles et de nul effet, ensamble de ce que les dictes lettres ne seroient adressantes à vous nostre lieutenent et gouverneur, au quel domage et intérêts des dicts manans, préjudice et infractions de leur dicts priviléges, franchises et exemptions, et à nostre très-grand regret et desplaisir, nous requerants sur ce nostre provision pourquoy nous ces choses considérées et aussy considéré les grands charges, dommages et boulements des maisons qui a esté faicte en nostre dicte ville qui est au grand passage des gens de guerre et camp allant et venant de delà les monts, et que ont souffert les dicts manans ces années passées et du temps que la guerre a eu cours en nostre dict pays, et aultres considérations à ce nous mouvant, de nostre propre mouvement, certaine science, plaine puissance et authorité royale et provensale, avons dict et déclaré, disons et déclarons par ces présentes, voulons, ordonnons et nous plaict, que les dicts supliants soient affranchis et exempts, et de nouveau les exemptons et affranchissons suivant les dictes lettres de nostre dict feu seigneur et père, néantmoins comme dict est, les avons rattifiées, approuvées et confirmées par ces présentes, des d. logis et passages de nos gens de guerre tant à cheval que à pied, de la contribution des vivres, vituailles, dépenses et foulle des dicts gens de guerre faictes ou à faire en nostre dict pays, sans qu'ils puissent estre compris à la dicte cottisation faicte ou à faire des dicts despens et foulle par les procureurs du dict pays et commissaires députés à la dicte cottisation, nonobstant tout ce que dessus et les loyx, status et ordonnances faisant au contraire, par les quelles soit dict telles franchises, exemptions et immunités estre invalables, aux quelles avons expressément par ces présentes de nostre certaine science, plaine puissance et authorité royale et provensale, de grâce spéciale dérogé et dérogeons. Si donnons en mandement à vous et à chascun de vous susnommés comme vous appartiendra sceller nos dictes lettres de nostre dicte déclaration, privilége et exemption y mentionnés, faire lire, publier et enregistrer, ez registres de nostre dicte cour de parlement et archifs de nostre cham-

bre des comptes d'Aix et des dictes lettres et contenus en icelles faictes et permettre les dicts prieur, religieux, manans et habitans de nostre d. ville, jouir et user entièrement et paiziblement selon leur forme et teneur, sans que aulcun destourbier ou empeschement leur soit baillé par les dicts gens de guerre, procureurs ou aultres du dict pays, aux quels avons expressément prohibés et deffendu les troubler et empeschement donner pour l'advenir, car ainsy nous plaict, nonobstant tous droits ou lettres quelconques à ce contraires. Donné à Compiègne le dix-septième jour de septembre, l'an de grâce mil cinq cent quarante-neuf et de nostre reigne le troisième. Par le roy, comte de Provence, maistre Pierre de Planis, maistre des requestes de l'hostel présent. Signé BURGENSIS à l'original.

Registrés ez registres du bureau des finances de la généralité de Provence, suivant l'ordonnance d'iceluy du dix-sept octobre mil six cent soixante un, par nous conseiller secrétaire du roy, greffier au dict bureau soubsigné. Signé TRAVERSERII à l'original.

Confirmation des priviléges par Henri III.

(Décembre 1574.)

Henry, par la grace de Dieu roy de France et de Polongne, conte de Prouvence, Forcalquier et terres adjacentes, à tous présants et advenir, salut; nous avons receu l'umble supplication de nos chers et bien amés les orateurs, relligieux, prieur du couvent de Sainct-Maximin, de la Baulme, et des bourgeois, manans et habitants du d. Sainct-Maximin, contenant que par nos prédécesseurs, roys de France et contes de Prouvence, leur ont esté donnés plusieurs beaulx priviléges d'exemption, franchises et libertés, continuées et confirmées par nos prédécesseurs, mesme par nostre très-cher seigneur et fraire le feu roy Charles, dernier décédé, que Dieu absolve, desquels ils ont tousjours jouy et usé jusques à présent, qu'ils doubtent que pour raison du décès de nostre d. feu seigneur et fraire, ou aultrement sy l'on vouloist troubler et empescher

par cy après la jouissance d'iceulx, s'ils ne leur estoient par nous confirmés comme ils nous en ont très humblement supplyé et requis. Nous à ces causes inclinant liberallement à la supplication et requeste des d. supplians, pour leur donner moyen de continuer à la bonne volunté, subjection et obéissance qu'eulx et leurs prédécesseurs ont tousjours monstré par effet à nous et nos prédécesseurs. Avons aux d. supplians continué et confirmé et approuvé, continuons, confirmons et approuvons tous et chacun des s. d. priviléges, exemptions, franchises et libertés cy attachées soubs le contrescel de nostre chancellerie, pour y jouyr par eulx et leurs successeurs plainement, paiziblement et perpetuellement, tant et si advant, qu'ils en ont cy devant duement et justement jouy et usé, jouyssent et usent encore de présant. Sy donnons en mandement par ces mêmes présantes à nos amés et feaulx les gens tenant nostre cour de parlement à Aix, seneschal du d. Prouvence ou son lieutenant, et à tous nos amés justiciables et officiers qu'il appartiendra, que de nos présants continuation, confirmation et contenu cy-dessus, ils fassent, souffrent et laissent les d. suppliants jouyr et user plainement, paiziblement et perpetuellement, sans leur faire ni à leurs successeurs aucun trouble ou empeschement, au contraire lesquels sy faicts, mis ou donnés leur estoient, laissent ou fassent mettre incontinent et sans delay, à plaine et entière délivrance, et au premier estat et deub; car tel est nostre plaisir, et afin que ce soyt chose ferme et stable à tousjours, nous avons faict mettre nostre scel royal à ces d. présentes, sauf en autres choses nostre droict et l'autruy en toutes. Donné en Avignon, au moys de décembre, l'an de grâce mil cinq cent soixante-quatorze, et de notre règne le premier. Et au reply d'icelle, par le roy, conte de Prouvence, ... etc. Scellées du grand sceau de cire verte, avec attaches de soye rouge.

Confirmation du privilége d'exemption du logement des gens de guerre, par Henri III [1].

(1578 — 3 juin.)

Henry, par la grace de Dieu roy de France et de Pologne, conte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Le feu roy François, nostre très honnoré seigneur et ayeul, que Dieu absolve, pour la singulière dévotion qu'il avoit à la glorieuse saincte Marie Magdalene et au célèbre et tant appreuvé voyage qui se faict de toutes parts de la chretienté, à l'imitation de la pénitence qu'elle a faicte à la ville de Sainct-Maximin de la Baulme, au dict pays de Provence, auroit par ses lettres patentes du vingt deux mars mil cinq cent quatorze, et avec closes du dix sept may mil cinq cent dix huit, exempté, quitté et affranchi les dits lieux de la Baulme, prieur, religieux, couvent et habitans de la ville de Sainct-Maximin, de toutes garnisons, logements des gens de guerre, et de payer ou fournir aucuns vivres, solde ou munitions pour les garnisons des autres villes et places du dict Provence, comme plus au long est porté par les dictes lettres, desquelles exemptions ils ont toujiours jouy, sinon depuis quelques années, même durant les troubles qui ont eu cours en cesluy notre royaume, qu'ils ont esté troublés et empêchés en la jouissance d'iceux contre les vouloir et intention de nostre feu seigneur et ayeul, de nos prédécesseurs, roys, et de nous, qui pour démonstrer la bonne et saincte dévotion aux dicts lieux et religieux, vivants orateurs de la Baulme, manans et habitans de Sainct-Maximin, par nos lettres patentes du mois de décembre mil

[1] M. l'abbé Faillon, dans le tome II de son ouvrage sur l'*Apostolat des saints de Provence*, a inséré des lettres patentes portant exemption de loger les gens de guerre pour les religieux et les habitants de la Sainte-Baume et de Saint-Maximin. — Ces lettres, conçues presque dans les mêmes termes, sont à la date du 8 août 1576.

Nous avons retrouvé aussi dans les archives communales une copie des lettres patentes accordées à la ville de Saint-Maximin par le roi Henri III, pour la *franchise des droits de lods et trezain et de ceux d'amortissement* (du 10 mars 1578). Mais ce document, détérioré et rongé en partie, ne peut être reproduit.

cinq cent septante quatre, leur aurions confirmé généralement tous et chascun leurs priviléges et exemptions, sans exprimer particulièrement l'exemption de la dicte solde et contribution des gens de guerre, qui est un de leurs principaux priviléges qu'on leur voudroit faire perdre s'ils n'avoient de nous sur ce particulière déclaration qu'ils nous ont très humblement supplié et requis leur octroyer. Sçavoir faisons que nous n'avons pas moins de dévotion à ce sainct lieu et à sa conservation et continuation des bonnes prières et oraisons qui s'y font journellement, nous croyons d'y participer comme nos prédécesseurs, désirant maintenir les dicts prieurs, religieux, orateurs, couvent de la Baulme, ville et habitans de Sainct-Maximin en leurs priviléges, franchises et exemptions, avons dict et déclaré, disons et déclarons par ces présentes que par nos dictes lettres du mois de décembre mil cinq cent quatorze, de confirmation de leurs dicts priviléges, franchises et exemptions, nous avons entendu et même encore entendons, voulons et nous plaît qu'ils soient quittés, exempts et affranchis de toutes garnisons et logements des gens de guerre, tant de pied que de cheval, de quelque qualité et nation qu'ils soient, ensemble de toutes contributions de vivres, soldes et entretenements des gens de guerre, qui se font ou fairons soit pour tenir garnison aux aultres villes, ou pour estre à la campaigne du dict pays de Provence, et pour quelques causes et raisons que ce soit, et dont en tant que besoin seroit, attendu aussi qu'ils se sont toujiours conservés à leurs propres despens soubs nostre obéissance, nous les exemptons et affranchissons (en suivant la bonne volonté de nostre feu seigneur et ayeul) de grâce spéciale, plaine puissance et authorité royale par ces présentes, desquelles et de leurs aultres, mandons à notre amé et féal chevalier de nostre ordre, gouverneur et lieutenant général au dict pays de Provence, capitaines, chefs et conducteurs, leurs lieutenants, commissaires députés et à députer, et à tous nos aultres officiers et justiciers présents et advenir, qu'il appartiendra, que de nos présentes déclarations, vouloirs, intentions, et de tout ce contenu cy dessus ils fassent, souffrent et plaisent jouir et user plainement et paiziblement et perpetuellement, sans souffrir ou permettre qu'il leur soit fait, mis ou

donné aulcun trouble et empeschement, au contraire, que si fait, mis ou donné leur estoit, le fassent incontinent et sans delay réparer et remettre au premier estat et des contrasvenans aux présentes, souffrir d'y obéir, tout ainsy qu'il appartiendra, par toute voye et manière deue et raisonnable, nonobstant que ces dictes exemptions ayent esté arrompues et violées par quelque temps que ne voullons leur pouvoir nuire ou préjudicier en aulcune manière, car tel est nostre plaisir; en tesmoin de ce, nous avons faict mettre notre scel à ces dictes présentes. Donné à Paris, le troisième jour de juin, l'an de grâce mil cinq cent soixante dix huit, et de nostre reigne le cinquième. Par le roy en son conseil, Duvair, maistre des requestes ordinaire de lhostel, présent. Signé Burlart, à l'original.

Confirmation des priviléges de la ville de Saint-Maximin par Louis XIII[1].

(Décembre 1522.)

Louys, par la grace de Dieu roy de France et de Navarre, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, à tous présents et advenir salut. Receue avons l'humble supplication de nos chers et bien amés les consuls, bourgeois, marchands et habitans de notre ville de Saint-Maximin au dit pays, contenant que nos prédécesseurs roys, comtes de Provence, leur ont cy devant donné et octroyé et accordé plusieurs beaux priviléges, franchises et libertés, et entre autres ils auroient esté affranchis de tous droits qui se lèvent sur toute sorte de marchandises, de leyde, péage, passage, pulvérage, droits d'inquants, lodz, cens, trezains, latte simple et niée, droits d'usage et de pasturage, ez bois et forets des environs du terroir de la ditte ville, sans que les gentilhommes ou seigneurs circonvoisins ny leurs subjets les en puissent priver ou donner aucung trouble ou empêchement, exemption de toutes garnisons

[1] Les rois de France, comme les comtes de Provence, confirmaient les priviléges de Saint-Maximin; mais nous n'avons pu retrouver dans les archives communales les lettres patentes de tous nos souverains.

et logement des gens de guerre tant de cheval que de pied, de quelque nation, qualité et profession qu'ils soient, les quels priviléges, franchises, libertés et exemptions leur auroient été confirmés de temps en temps par nos dits prédécesseurs roys et comtes de Provence, et en auroient toujours joui sans aucung trouble jusques à présent, que les commissaires par nous députés pour la revente de notre domaine au dit pays les auroient fait assigner par devant eux pour voir procéder à la reveue de ce qui leur a esté cy devant concédé dépendant de notre dit domaine, et par leur sentence du vingt-trois février mil six cent vingt un auroient ordonné que tous les droits que les suppliants ont francs seroient mis à l'enchère vendu à notre profit, de laquelle sentence les consuls de la d. ville se seroient portés pour appellants en notre cour de parlement du dit pays de Provence comme juges naturels de leurs dits priviléges, et parce que par la commission des dits commissaires pour la revente de notre domaine, nous nous sommes réservé et à notre conseil la connoissance des appellations qui seront interjetées de leurs sentences et jugements, nostre ditte cour auroit fait refus de les vouloir recevoir appellants s'il ne leur est sur ce pourveu de nos lettres d'attributions de juridiction, les quelles ils nous ont très humblement supplié et requis leur vouloir octroyer, continuer et confirmer les dits priviléges. A ces causes, en considération des saintes reliques qui sont dans la ditte ville de Saint-Maximin dont les dits suppliants sont gardiens, n'étant porté de moindre piété, religion et dévotion envers Dieu et ses saints, que nos dits prédécesseurs, et en considération de notre joyeuse entrée en la ditte ville avons à iceux consuls, bourgeois, manans et habitants de la ditte ville de Saint-Maximin, en tant que besoin seroit, loué, ratifié, confirmé et approuvé, louons, ratifions, confirmons et approuvons par ces présentes pour ce signées de notre main, tous et chacungs les dits priviléges, franchises, libertés et exemptions pour par eux leurs successeurs en jouir et user plainement et paisiblement et perpétuellement tout ainsy qu'ils ont cy devant bien et deuement joui et usé, jouissent et usent encore à présent, sans qu'ils puissent être troublés ny empêchés en la jouissance d'iceux ny de partie par qui que ce soit, ny que les dits commissaires par nous

députés pour la revente de notre dit domaine au dit pays puissent procéder à aucune revente des choses susdittes ainsi à eux accordé dont nous avons entendu les réserves et excepter, comme par les dittes présentes nous les exceptons et réservons, et les avons receues et recevons appellants de la ditte sentence des dits commissaires, et les tenons pour bien et deuement relevés, pour procéder sur le quel appel les avons renvoyés et renvoyons en notre dite cour de parlement de Provence, à la quelle à cette fin avons attribué toute cour, jurisdiction et connoissance, et icelle interditte et deffendue juridiction et deffendons à tous autres juges quelconques nonobstant que par notre dit édit, nous soyons réservés et à notre conseil la cognoissance des appellations interjettées des dits commissaires. Sy donnons en mandement à nos amés et féaux conseillers les gens tenants notre ditte cour de parlement, chambre de nos comptes, aides et finances, présidents et trésoriers généraux de France au dit pays, et à tous nos autres justiciers et officiers qu'il appartiendra chacun en droit, soy que de nos présentes lettres et intention et de tout le contenu cy-dessus ils fassent, souffrent et laissent jouir et user les dits suppliants et leurs successeurs plainement, paisiblement, perpétuellement, sans permettre ny souffrir que leur soit fait, mis ou donné ores ny à l'avenir aucung trouble ny empêchement, au contraire en quelque sorte et manière que ce soit, lequel si faict mis ou donné leur estoit, ils fassent réparer et remettre incontinent et sans délai à plaine et entière délivrance et au premier estat et deub, nonobstant quelconques édits, ordonnances, restrictions, mandements, deffenses, actes et lettres à ce contraires, aux quelles pour ce regard seulement et sans tirer à conséquence nous avons dérogé et dérogeons par ces dittes présentes, ensemble aux dérogatoires des dérogatoires y contenus, car tel est notre plaisir, et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons faict mettre notre scel à ces dittes présentes, sauf en autres choses nostre droit et l'autrui en toutes. Donné à Lyon au mois de décembre, l'an de grâce mil six cent vingt-deux et de notre reigne le treizième, signé Louys; et sur le reply : Par le roy, comte de Provence, Phelipeaux, et scellées sur lacs de soye du grand sceau de cire verte.

Vérification.

Sur la requeste présentée par les consuls et communauté de la ville de Saint-Maximin, tendante à fin de vérification et d'entérinement des lettres patentes de confirmation de leurs priviléges, veu la ditte requeste appointée le seizième de ce mois de mars mil six cent vingt trois pour estre monstrée au procureur général du roy, la réponse de l'avocat n'empêchant la ditte vérification pour en jouir par les supliants, ainsy qu'ils en ont cy devant joui sans préjudice des droits du roy et du tiers non ouy, lettres patentes données à Lyon au mois de décembre mil six cent vingt-deux, signées Louys et sur le reply : Par le roy, comte de Provence, Phelipeaux, scellées sur lacs de soye du grand scel de cire verte, autres lettres patentes de confirmation des priviléges touchant l'exemption du logement des gens de guerre, de la franchise des marchandises, leyde, péage, passage, pulvérage, droits d'inquants, lods, cense, trezain, latte simple et niée, et autres droits y énoncés, du mois de may mil six cent douze, arrest de vérification et confirmation des priviléges du douze février mil six cent treize, la requeste ce jourd'hui rechargée tout considéré, la chambre ayant égard à la ditte requeste a vérifié et entériné, enterine et vérifie les dites lettres patentes de confirmation de priviléges tant et si avant qu'ils en ont bien et deuement joui et usé, jouissent et usent de présent, et au surplus suivant la forme et teneur des dittes lettres qui seront registrées ez registres des archifs de Sa Majesté; faict en la chambre des comptes, cour des aydes et finances du roy en Provence, séant à Aix, le vingt-quatrième mars mil six cent vingt-trois. Collationé.

Confirmation des priviléges de la ville de Saint-Maximin par Louis XIV.

(Mars 1660.)

Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes; à tous présents et à venir, salut : nos chers et bien amez les consuls, bourgeois, marchands et habi-

tans de nostre ville de Saint-Maximin en nostre dit pays nous ont très-humblement fait remontrer que les rois nos prédécesseurs leur ont octroyé plusieurs beaux et grands priviléges, et entre autres l'exemption des logemens des gens de guerre, de la contribution à leur subsistance, et du régalement et cottisation de leur dépense, ainsi qu'il apert par les lettres patentes d'Henry II, du 17 septembre 1549, et par celles d'Henry III, du 3 juin 1578, comme aussi l'affranchissement de tous droits qui se lèvent sur toute sorte de marchandises, de leyde, péage, passage, pulverage, droits d'inquant, lods, cens et tresain, late simple et niée, droit d'usage et pasturage aux bois et forests des environs du terroir de la dite ville, ainsi qu'il est plus au long porté par les lettres patentes du feu roy nostre très-honoré seigneur et père d'heureuse mémoire, du mois de décembre 1622, tous les quels priviléges leur ayant esté confirmés de règne en règne, comme il se voit par les dites lettres, et autres cy attachées, sous le contre séel de nostre chancellerie, et en ayant toujours bien et deuëment joüy jusques à présent, les exposans nous ont très-humblement suplié de leur vouloir faire la mesme grâce que leur ont faite nos prédécesseurs rois, et de leur octroyer pour cet effet nos lettres de confirmation sur ce nécessaires : à quoy inclinans bien volontiers pour la satisfaction qui nous reste de l'affection et fidélité qu'ils ont toujours témoignée à nostre service.

A ces causes, désirans favorablement traiter les dits exposans, nous, de nos grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, avons continué, confirmé et aprouvé, continuons, confirmons et aprouvons par ces présentes, signées de nostre main, tous et un chacun les susdits priviléges et exemptions : et sur ce que les exposans nous ont aussi représenté que de temps immémorial les consuls de nostre dite ville ont toujours pris séance après le vignier d'icelle, et qu'ils craignent d'y estre inquietés, sous prétexte qu'ils n'en ont pas obtenu des rois nos prédécesseurs aucuns titres : sur cela, nous voulans, pour la dévotion que nous avons à sainte Magdelene, et la vénération que nous avons pour des précieuses reliques qui reposent en nostre ville de Saint-Maximin, donner aux dits exposans des marques plus particulières de la bienveuillance dont

nous les honorons, de nos mesmes grâces et autorité que dessus : nous voulons et entendons par ces dites présentes, que les consuls de nostre ville continuent à prendre sceance tant dans l'église qu'aux processions, et autres actions de cérémonie immédiatement après le viguier d'icelle, et que les procez que la communauté de nostre ville pourra avoir par cy-après ne puissent estre tirés hors des jurisdictions de leurs juges naturels; excepté toutesfois ceux qu'ils pourroient avoir contre les personnes privilégiées, ou avec les fermiers de nos droits pour raison d'iceux, pour joüir par les dits exposans des dits priviléges, franchises, libertez, exemptions, immunitez, droits et prééminences, ensemble leurs successeurs, ainsi qu'ils en ont bien et deüement jouy, et qu'ils en jouissent encores de présent.

Si donnons en mandement à nos amez et féaux conseillers, les gens tenans nostre cour de parlement de Provence à Aix, cour des comptes, aydes et finances, présidens et trésoriers généraux de France au dit lieu, sénéchaux du dit pays, ou leurs lieutenans, et à chacun d'eux en droit soit ainsi qu'il apartiendra, que ces présentes ils fassent enregistrer, et du contenu en icelles jouir et user pleinement, paisiblement et perpetuellement les dits exposans et leurs successeurs, sans leur donner ni souffrir leur estre fait, mis ou donné aucun empêchement au contraire, *car tel est nostre plaisir :* et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous avons fait mettre nostre séel à ces dictes présentes, sauf en autre chose notre droit, et l'autruy en toutes. Donné à Aix, au mois de mars l'an de grâce mil six cens soixante, et de nostre règne le dix-septième. Signé Louis, et plus bas, Par le roy, comte de Provence, de Loménie[1].

[1] Il existe dans les archives communales plusieurs exemplaires imprimés des lettres patentes de Louis XIV pour la confirmation des priviléges de la ville.

Confirmation des priviléges de la ville de Saint-Maximin par Louis XV.

(1742 — 7 mars.)

Extrait des registres du conseil d'État, sur la requête présentée au roy en son conseil par les consuls, bourgeois, marchands et habitants de la ville de Saint-Maximin en Provence, contenant qu'en considération des preuves de la fidélité inviolable que cette ville a donnée à ses anciens souverains, comtes de Provence, et depuis roys de France, leurs successeurs, il leur a été accordé plusieurs priviléges, immunités et exemptions dans lesquels ils ont été successivement maintenus et confirmés de règne en règne, et notamment par les lettres patentes du feu roy, du mois de mars mil six cent soixante, et dans la confiance où sont les suplians que le zèle qu'ils ont toujours témoigné pour le service de Sa Majesté leur a mérité qu'elle leur donnât des marques de la satisfaction qu'elle en a, ils ont recours à ses bontés pour qu'elle veuille bien les confirmer dans les dits priviléges, franchises, immunités et exemptions. A ces causes, requièrent les supliants qu'il plaise à Sa Majesté les confirmer dans l'exemption de logement de gens de guerre et de toute attribution et cotisation à la subsistance et dépense des troupes, ensemble dans l'exemption de tous droits de leydes, péages, passages, pulvérages, droits d'inquant et de lattes simples ou niées, et de tous cens, lods et traizains, en outre dans le droit d'usage et pasturage dans les bois et forests des terrains voisins de la dite ville de Saint-Maximin, dans l'exemption de toutes tailles ou questes sous la redevance annuelle de douze deniers par chaque famille, dans le droit de tenir une foire les lundi, mardi et mercredi de chaque année après la quinzaine de Pasques, et que deux jours avant la tenue de la dite foire, pendant les trois jours qu'elle tiendra et deux jours après, les consuls de Saint-Maximin seront autorisés à connoître et à décider sommairement les contestations qui pourront survenir entre les particuliers qui fréquenteront la dite foire, ainsi qu'à faire arrester les malfaiteurs et réprimer par forme de police

et de correction tous ceux qui y troubleront le bon ordre et le repos public, que conformément aux lettres patentes du mois de mars mil six cent soixante, les dits consuls continueront à prendre séance tant dans l'église qu'aux processions et autres cérémonies immédiatement après le viguier de la ville, et que les procès que la communauté d'icelle pourra avoir dans la suite ne pourront être tirés hors des jurisdictions de ses juges naturels, excepté toutefois ceux qu'elle pourra avoir contre des priviléges ou avec des fermiers des droits de Sa Majesté et pour raison d'iceux, et que sur l'arrêt qui interviendra toutes lettres nécessaires seront expédiées. Veu la dite requête ensemble l'avis du s. intendant en Provence, ouy le rapport du s. Orry, conseiller d'État, et ordinaire au conseil royal, controleur général des finances, LE ROY EN SON CONSEIL ayant aucunement égard à la dite requête, a confirmé et confirme les suplians dans l'exemption de tous droits de leydes, péages, passages, pulvérages, droits d'inquant et de lattes simples et niées et de tous cens, lods et ventes, ensemble dans le droit d'usage et pasturage dans les bois et forets des terroirs voisins de la dite ville de Saint-Maximin, dans le droit de tenir chaque année une foire, les lundi, mardi et mercredi après la quinzaine de Pasques, VEUT ET ENTEND Sa Majesté que deux jours avant la tenue de la dite foire, pendant qu'elle tiendra, et les deux jours qui la suivront, les consuls de la dite ville prennent connoissance et décident sommairement les contestations qui pourront y survenir entre les particuliers qui la fréquenteront, fassent arrêter les malfaiteurs et répriment par forme de police et de correction tous ceux qui pourroient y troubler le bon ordre et le repos public, et seront sur le présent arrêt toutes lettres patentes nécessaires expédiées. Fait au conseil d'État du roy, tenu à Versailles le huitième jour d'aoust mil sept cent quarante un. Signé De Rougni. Collationné.

Lettres patentes sur arrêt pour les consuls et habitans de la ville de Saint-Maximin, portant confirmation de privilége.

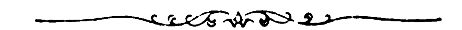
Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement de Provence à Aix, et notre cour des comptes, aides et finances en la dite ville, présidents, trésoriers de France et généraux de nos finances au dit lieu, et tous amés nos officiers qu'il appartiendra, salut. Nos chers et bien amés les consuls, bourgeois, marchands et habitants de la ville de Saint-Maximin nous ont fait représenter qu'en considération des preuves de la fidélité inviolable que la dite ville a données à ses anciens souverains, comtes de Provence, et depuis aux roys nos prédécesseurs, leurs successeurs, il leur a été accordé plusieurs priviléges, immunités et exemptions dans les quels ils ont été successivement maintenus et confirmés de règne en règne, et notamment par les lettres patentes du feu roy notre très honnoré seigneur et bisayeul, du mois de mars mil six cent soixante, et dans la confiance où ils sont, que le zèle qu'ils ont toujours témoigné pour notre service leur avoit mérité que nous leur donnions des marques de la satisfaction que nous en avons, ils auroient à recourir à notre bonté pour que nous voulions bien confirmer dans les dits priviléges, franchises, immunités et exemptions, et sur la requête qu'ils nous présentent à cet effet, seroit intervenu arrêt en notre conseil, le huit aoust de l'année dernière, par lequel ayant aucunement égard à la dite requête, ils auroient été confirmés dans différens priviléges, exemptions, droits de foire et autres, et ordonné que par l'exécution du dit arrêt toutes lettres nécessaires leur seroient expédiées. A CES CAUSES, voulant favorablement traiter les exposans, de l'avis de notre conseil qui a vû l'arrêt rendu en iceluy le huit aoust dernier, dont l'expédition est ci-attachée sous le contre-scel de notre chancellerie, nous conformant à iceluy, avons confirmé et confirmons par ces présentes signées de notre

main, les exposans dans l'exemption de tous droits de leydes, péages, passages, pulvérages, droits d'inquants et de lattes simples et niées, et de tous cens, lods et ventes, ensemble dans le droit d'usage et pasturages dans les bois et forets des terroirs voisins de la ville de Saint-Maximin, dans le droit de tenir chaque année une foire, les lundi, mardi et mercredi après la quinzaine de Paques, voulons et entendons que deux jours avant la tenue de la dite foire, pendant qu'elle tiendra et les deux jours qui la suivront, les consuls de la dite ville prennent connoissance et décident sommairement les contestations qui pourront y survenir avec les particuliers qui la fréquenteront, fassent arrêter les malfaiteurs et répriment par forme de police et de correction tous ceux qui pourroient y troubler le bon ordre et le repos public. Sy vous mandons que ces présentes vous fassiez registrer et du contenu en icelles jouir et user les dits exposants et leurs successeurs, habitants de la dite ville, pleinement et paisiblement, cessant et faisant cesser tous troubles et empêchemens contraires, car tel est notre plaisir. Donné à Versailles le neuvième jour de mars, l'an de grace mil sept cent quarante deux, et de notre règne le vingt septième. Signé Louis, à l'original, et plus bas : Par le roy, comte de Provence, signé Phelippeaux, à l'original.

Surannation sur lettres patentes sur arrêt portant confirmation de priviléges pour les consuls et habitans de la ville de Sainct-Maximin.

Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, comte de Provence, Forcalquier et terres adjacentes, à nos amés et féaux conseillers les gens tenant notre cour de parlement de Provence à Aix, et notre cour des comptes, aides et finances en la dite ville, présidens, trésoriers de France et généraux de nos finances au dit lieu et autres nos officiers qu'il appartiendra, salut. Nos chers et bien amés les consuls, bourgeois, marchands et habitans de la ville de Saint-Maximin, nous ont fait représenter que par nos lettres patentes du neuf mars mil sept cent quarante deux, sur arrêt intervenu en notre conseil le huit aoust précédent, nous

les avons confirmés dans l'exemption de tous droits des leydes, péages, passages, pulvérages, droits d'inquants et de lattes simples et niées, et de tous cens, lods et ventes, ensemble dans le droit d'usage et paturages dans les bois et forets des terroirs voisins de la dite ville de Saint-Maximin, dans le droit de tenir chaque année une foire les lundi, mardi et mercredi après la quinzaine de Paques, voulant et entendant que deux jours avant le terme de la dite foire, pendant qu'elle tiendra et les deux jours qui la suivront, les consuls de la dite ville prennent connoissance et décident sommairement les contestations qui pourront y survenir avec les particuliers qui la fréquenteront, fassent arrêter les malfaiteurs et répriment par forme de police et de correction tous ceux qui pourroient y troubler le bon ordre et le repos public; mais comme vous pourriez faire difficulté de procéder à l'enregistrement de nos dites lettres à cause qu'elles se trouvent surannées, ils nous ont fait supplier de leur accorder nos lettres sur ce nécessaires. A CES CAUSES, voulant favorablement traiter les exposans, NOUS VOUS MANDONS ET ENJOIGNONS par ces présentes signées de notre main, que vous ayez à procéder à l'enregistrement de nos dites lettres patentes ci attachées sous notre contrescel, et du contenu en icelles faire jouir et user les dits exposans pleinement et paisiblement, nonobstant et sans vous arreter à leur surannation, que nous voulons ne leur nuire ni préjudicier, et dont nous les avons de notre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, relevé et relevons par ces dites présentes, car tel est notre plaisir. Donné à Fontainebleau, le premier jour d'octobre, l'an de grâce mil sept cent quarante trois, et de notre règne le vingt neuvième. Signé LOUIS, à l'original. Par le roi, comte de Provence. Signé PHELIPPEAUX, à l'original.



La communauté de Saint-Maximin, comme en général toutes les communautés de Provence, était une famille qui se gouvernait elle-même, qui s'imposait ses lois et veillait à ses intérêts; elle avait une existence propre et se faisait à elle-même sa constitution politique, son règlement municipal. Aussi ce règlement est pour nous un monument historique d'une véritable importance, car il nous déroule la vie sociale de nos pères et les droits dont ils jouissaient.

On conserve dans les archives communales un grand nombre de ces règlements, et nous n'avons que l'embarras du choix pour la reproduction de l'un d'eux.

Nous croyons devoir insérer celui de 1653, c'est-à-dire des premières années du règne de Louis XIV, avant l'époque où le gouvernement central entre souverainement dans l'administration des villes et y consomme leur assujettissement[1].

Il existe entre ces règlements certaines variantes, mais tous exposent à notre respect et à notre admiration l'organisation municipale de nos aïeux et le mécanisme de leurs institutions. Ils prouvent une fois de plus que les usages et les droits de ce temps étaient loin de mériter tout le dédain qui leur a été plus tard prodigué.

[1] « En France, la liberté municipale a survécu à la féodalité. Lorsque déjà les seigneurs n'administraient plus les campagnes, les villes conservaient encore le droit de se gouverner. On en rencontre, jusque vers la fin du dix-septième siècle, qui continuent à former comme de petites républiques démocratiques, où les magistrats sont librement élus par tout le peuple et responsables envers lui, où la vie municipale est publique et active, où la cité se montre encore fière de ses droits et très-jalouse de son indépendance.

Les élections ne furent abolies généralement pour la première fois qu'en 1692. Les fonctions municipales furent alors mises *en offices*, c'est-à-dire que le roi vendit, dans chaque ville, à quelques habitants, le droit de gouverner perpétuellement tous les autres. » (A. de Tocqueville, *l'Ancien Régime et la Révolution*, liv. II, ch. III.)

Articles pour servir de règlement général en la maison commune de la ville de Sainct-Maximin.

Premièrement en ce quy concerne le nombre des consulz qui doibvent estre faictz en la dicte ville, y sera en nombre de deux ou trois, il en sera faict rapport par le commissaire, et ceppandant par provision il ne sera procédé qu'à la création de deux.

Le conseil général sera compozé des consulz et conseillers modernes et des consuls et conseillers des deux années précédantes.

Le conseil ordinaire sera compozé des consulz, des six conseillers, ung trésorier et ung greffier, les quels greffier et trésorier n'auront point de voix dellibérative dans le dict conseil.

L'eslection des consuls et administrateurs sera faicte le dimanche de Quasimodo [1], et ad ces fins le conseil sera assamblé à son de trompe et cry publiq de l'aucthorittó du viguier, dans la maison commune, à six heures du matin, où les consuls et conseillers de la dicte année et des deux précédantes ce randre avec le viguier hiront toulz enssamble à l'esglize parroissiale de la dicte ville, et après reviendront dans la maison commune, dans le quel conseil général pourra entrer toulz ceulx qui ont esté auparadvant consulz et conseillers de la dicte maison commune et qui posséderont actuellement sur le cadastre *trois livres*, pour les quelles trois livres ils seront allivrés deux ans auparadvant, comme aussi toulz les aultres particuliers de la dicte ville possédant *deux livres* cadastralles et qui seront allivrés deux ans auparadvant à la charge que si randront dans une heure dès que la cloche de l'orrolloge aura sonné, la quelle ad ces fins sonnera une heure durant, la quelle passée ne pourront point entrer.

Le nom et surnom de toulz ceulx quy ce trouveront dans la maison commune, à l'esclusion des consulz et conseillers modernes et des deux

[1] Dans le siècle dernier, l'élection avait lieu le dimanche après la Conception de la Sainte Vierge, et les consuls élus entraient en exercice le 1er janvier suivant.

Depuis 1664, les consuls furent toujours au nombre de trois; le premier article du règlement fut modifié dans ce sens.

années précédentes, seront escriptz dans des billets esgaux par le greffier du conseil et par luy remis dans une bouitte à la veue de toulte l'assemblée, et apprès que les d. billets auront esté justifiées par toulte l'assemblée, et ce faict on mandera venir ung pettit enffant au dessoubs de l'âge de sept ans, le quel tirera ung billet, icelluy remettra ez mains du s^r viguier, et le dict s^r viguier ez mains des dictz sieurs consulz et iceulx ez mains du greffier, entre les mains du quel les adsistants le pourront aller voir si bon luy semble, et sera le nom de celluy escript dans le billet escript sur ung papier, et apprès le pettit enffant tirera ung aultre billet et continuera jusques à ce qu'il en aye tiré jusques au nombre de *seize*, et tout le dict nombre ayant esté tiré ainsi que dessus, on *veriffiera les billets* qui restent dans la dicte bouitte, toulz les quels à l'excluzion des seize seront deschirés, et toulz les adsistants à l'excluzion des d. seize sortiront de la maizon de la ville, et apprès estre sortis on remettra toulz les billets des d. seize dans la dicte bouitte, et le dict pettit enffant tirera ung billet des d. seize, et le nom dont sera escript sortira de la maison de ville et ainsi jusques au nombre de sept, de fasson que n'en demeurera que neuf dans la dicte bouitte, les quels seront les eslecteurs, et pour cest effaict le dict pettit enffant tirera toulz les d. billets l'ung apprès l'autre, et le premier qui viendra sera le premier eslecteur et prandra la première place, le second eslecteur prandra la seconde place, et ainsi consequutivement des autres.

Toulz les quels presteront serment entre les mains du viguier de procéder à l'eslection du nouveau estat sellon Dieu et leurs conssiances, et ce faict les d. eslecteurs prandront leur place suivant l'ordre de leurs billets tirés, et le premier d'iceulx fera nomination de la charge de premier consul d'une personne de condiction et d'ansienne famille cappable de la dicte charge et qui sera allivré *six livres deux ans auparadvant* au cadastre et qui n'ait point de parants au degré cy apprès inséré des consulz et administrateurs et trésorier *sortant de charge*, le quel nommé sera approuvé par ballottes secrettes par les autres eslecteurs, et estant approuvé sera escript par le greffier sur le libvre des deslibérations, s'il est rejetté fera nomination d'ung autre jusques à ce que soit approuvé.

Le second et troizième eslecteur nomera pareillement le chascung pour la dicte charge de premier consul de la personne de la qualitté, condiction et allivrement susd, le chascung des quels sera pareillement approuvé ou rejetté en la manière susdicte et escript dans le libvre.

Les quels trois nommés et appreuvés pour la charge de premier consul seront escripts pour le chascung de ses trois nominateurs dans trois billets differants, et iceulx mis en trois boulles chascung séparément et les d. boulles seront par eulx mises dans une bouitte, et après avoir esté meslés, en sera tiré ung par un pettit enffant qui le remettra ez mains du premier eslecteur, et le dict eslecteur le remettra ez mains du viguier, lequel l'ouvrira en présence des eslecteurs et apprès le lira publiquement et le remettra ez mains du greffier qui en escripra le nom, et celluy qui ce trouvera nommé sera le premier consul. Les second et troisième eslecteurs pourront voir les autres billets et apprès les avoir justifiés on les deschirera.

Les quatre, cinq et six eslecteurs, par l'ordre de leurs billets, feront pareillement nomination l'ung apprès l'autre pour la charge de second consul, d'une personne le chascung de la qualitté et condiction susdite allivrés de *quatre livres* cadastralles et non parants comme dessus, lesquels seront pareillement appreuvés ou rejettés à la forme du premier consul, et leurs noms escripts par les trois eslecteurs dans ung billet, et le dict billet dans trois boulles, et les dictes boulles dans une bouitte et sera tiré comme dessus, et le premier sera le second consul, et les autres billets seront deschirés apprès avoir esté vériffiés.

Les sept, huit et neuf eslecteurs procéderont à la nomination des trois conseillers de la qualité et condiction susdite, allivrés *trois livres* et non parants comme dict est pour estre premier, second et troisième conseillers, lesquels seront appreuvés ou rejettés par ballottes secrettes à la fasson des consuls sans estre tirés au sort, et prandront garde les d. eslecteurs de nommer les premiers conseillers de personnes les plus calliffiées, et que les subséquants ne puissent pas se plaindre d'estre nommés apprès eulx. Ce faict, le premier, second et troisiéme eslecteurs suivant l'ordre de leurs billets feront trois autres nominations pour les autres trois con-

seillers à la forme susdite, et prandront garde que ce soit d'une qualitté ung plus moindre que les precedants, à ceste fin qu'ils se puissent plaindre.

Les quatrième, cinquième et sixième eslecteurs procéderont à la nomination des auditeurs des comptes, le chascung qui seront appreuvés ou rejettés, à la forme des conseillers de la mesme qualitté et condiction et non parants des administrateurs.

Le septième eslecteur nommera le cappitaine de la ville, qui sera de bonne condiction aux gaiges de cent livres, moyennant les quelles sera obligé d'avoir la bande de viollons, fere le guet et traicter la jeunesse, adsister au vandredi sainct lhors qu'on monstre la saincte Ampoulle, adsistera aux jeux de joye aux quels sera donné ung flambeau, pourra porter l'espée toulte l'année, et dans l'eglize et aux processions aura séance immédiatement apprès les consuls [1].

Le huitième nommera le trésorier, et seront l'ung et l'autre appreuvés ou rejettés, et sera le dict trésorier allivré *quatre livres cadastralles*.

Le neufième nommera le premier extimateur à la mesme forme que les conseillers si-dessus qui sera allivré à *deux livres cadastralles*, homme expert au faict des extimes.

Le premier eslecteur nommera le second extimateur à la forme que dessus.

Les second et troisième eslecteurs nommeront chascung ung poiseur de

[1] L'art. 59 du règlement de 1664 est ainsi conçu :

Le capitaine de la ville sera payé pour chacune feste de la quinzaine de Pasques et de la Sainte-Magdelaine la somme de 30 livres, et outre ce lui appartiendra toutes les pelottes de la ville, moyennant quoi il sera obligé d'avoir la bande de violons aux dits jours pour marcher aux processions qu'on a accoutumé de faire aux dites festes, auxquels jours il marchera avec la plus belle compagnie qu'il lui sera possible, avec la relique de sainte Magdelaine, faisant marcher au devant douze hommes armés de leurs épées et d'une pertuizane, chacun appartenant à la dicte communauté, et les dicts hommes des plus qualifiés de la ville pour l'honneur de la sainte, et desquels le dict capitaine se chargera en les recevant de son devancier, et assistera encore le vendredy sainct avec les mêmes personnes armées, comme dit est, dans l'église pendant la *tenue du miracle de la sainte Ampoule* et jusques à ce que la dicte relique soit enfermée; il en fera de mesme aux autres jours de l'année auxquels la sainte Ampoule fera le mesme miracle.

denrrées à la forme que dessus, qui seront de personnes cappables et suffizantes au faict des pois et mesures et allivrées *deux livres cadastralles*, les quels poiseurs seront obligés chasque sepmaine d'accompagner les consuls, peser le pain des bollangers, et au cas que le pain ne soit de pois, il sera confisqué pour la première fois, et pour la seconde fois oultre la dicte confiscation le dict bollanger sera mulcté de six livres, les quels poiseurs seront aussi tenus de prandre garde si le boucher de la communauté contrevient à son contract, fraude le pois ou vand une chair pour autre, au quel cas pourront lui confisquer la dicte chair pour la première fois, et pour la seconde fois le d. boucher sera mulcté de la peine de six livres appliquables comme celle qui est establie contre le bollanger, ce qui sera admis par les consuls, le tout par authorité du viguier aux despans des dellinquans.

Les nottaires royaux de ceste ville seront greffier de la maison commune à tour de rolle, et escripront les dellibérations du conseil et enchères et dresseront le cazarnet des tailles, prandront les constracts et quitances de la communauté et donneront extraict du tout aux gaiges de trente six livres.

Et ce faict la dicte assamblée se retirera, et le premier jour du mois de may le conseil ordinaire sera crié et assamblé à la mesme heure où les d. nouvaux consuls, conseillers et autres, seront mandés de venir par le vallet de ville et presteront le serment entre les mains du viguier, en présance des administrateurs sortant de charge, et iceulx consuls nouveaux recepvront leurs chapperons et marques consulleres des mains des précedants, et toulz enssamble s'en hiront dans l'eglize paroissiale de ceste ville pour randre gràce à Dieu suivant la coustume.

Le conseil ordinaire de la dicte ville sera composé du conseil moderne et vieux jusques au nombre de seize, et les douze pourront deslibérer des afferes de la communauté, et sera subrogé aux absants yceulx qui ont esté si devant consuls et premiers conseillers, et oultre ce ils pourront entrer les autres qui ont esté si devant consuls et premiers conseillers et autres apparants de la ville allivrés de *trois livres* sachant lire et escripre.

Le conseil général sera composé comme dict est du conseil *moderne et vieux,* et enfin d'aultres faisant le nombre de vingt quatre, et sera subrogé aux absants des personnes qui ayent esté consuls ou premiers conseillers, les quelles subrogations seront faictes tant à l'ung que à l'aultre conseil par les consuls et conseillers modernes, *l'ung apprès l'autre* jusques au nombre susd., et les vingt pourront deslibérer, oultre ce ils pourront entrer touts les aultres qui ont esté consuls et premiers conseillers apparents de la dicte ville *allivrés de trois livres.*

Le conseil général pourra dellibérer des afferes importantes de la dicte communauté, comme impositions des tailles, capages, empruns, bails à ferme, réception des cautions, prix faicts, repparations, vantes, transactions et dépputtations hors de la province, intanter procès, logement des gens de guerre, payement d'iceulx, afferes du collége royal de la dicte ville et differants contre le couvent, et de touttes afferes importantes, à peine de nullité de ce qui sera faict au contrere.

Les extimateurs ne pourront prandre pour leurs vacations aux extrémités mandamantalles au plus esloigné du terroir que huict sols, au moings éloigné quatre sols, aux plus proches deux sols.

Aux extimes et collocations de plus de trente livres en bas, ne pourront prandre pour chascung que douze sols, et les extimes et collocations excedant trente livres ne pourront estre faicts que par les consuls vieux qui seront extimateurs des honneurs, et pourront les d. consuls appeller ung des extimateurs, et au cas que les d. extimateurs procedassent à aulcune extime et collocation excédant trente livres, le rapport sera déclairé nul et iceulx condamnés à l'amaude de six livres, lesquels extimateurs et consuls vieux en la dicte qualitté des extimateurs des honneurs procéderont aux dictes extimes et collocations.

Les poiseurs et extimateurs n'auront point de séance au conseil.

Au premier conseil, les consuls modernes feront aussi nomination de *deux scindics* de la plaine et terroir de cette ville, qui seront aussi appreuvés du conseil par pluraritté d'oppinions, les quels seront personnes de condiction allivrées comme les consuls, auront intandance sur tout le terroir, et pour prouvoir à la vuidange des eaux pluvialles et

aultres repparations nécessaires, dont ils dresseront estat sur les particuliers contribuables qui représanteront à ung conseil général, pour estre dellibérée et résolleue la levée des deniers nécessaires pour fere les repparations qui par eulx ont esté arrestées et résolleues, et ensuite mizes aux enchères pour estre deslivrées à celluy qui en fera la condiction meilleure; les quelles impositions seront exigées par le trésorier de la communauté, le quel payera suivant les mandats qui luy seront adressés par les susd. scindics, qui seront puis apprès appreuvés par le conseil, et des quels deniers le trésorier dressera et randra compte par entrée et issue.

Le trésorier exigera les rantes, revenus et tailles des bestails suivant les estats qui lui seront expédiés par les consulz et administrateurs, et les chargements qui lui seront faicts par le conseil.

Nul ne pourra estre premier consul qu'il n'ayt esté second ou si-devant appreuvé et ballotté, ce qui sera observé inviollablement à l'advenir, sans tirer à conséquance sy pour sy devant n'a esté appreuvé pour la dicte charge de premier consul, excepté les nobles et les docteurs qui seront d'ansienne famille de la ville, de la quallité requise, âgés de *trente ans* et possédant en biens immeubles *six livres cadastralles*, et seront allivrés deux ans auparadvant la dicte création [1].

Nul ne pourra estre second consul qu'il ne soit de la qualitté requise et qu'il n'ayt esté autreffois conseiller dans la maison commune, et possède en biens immeubles *quatre livres cadastralles*, allivré deux ans auparadvant la dicte création.

Les conseillers seront de la qualitté requise, et posséderont en biens immeubles *trois livres cadastralles*.

Ne pourront estre nommés aux dictes charges dans une mesme année, père et fils, honcle et nepveu, cousins germains de consanguinitté, beau-père, beau-fils, ny les nouveaux habittants qui n'auront dix ans d'habitation.

[1] Dans les derniers règlements, le premier consul devait être noble, avocat ou docteur en médecine.

Le trésorier ne sera parant ny allié aux consuls au degrés des administrateurs modernes.

Ne pourront entrer aux dictes charges les prevenus de crimes, debitteurs, comptables, fermiers cautions et cautions subsidiaires et appreuvant la gestion des comptables, les plaidants contre la communauté, enffants de famille, mineurs de vingt-cinq ans.

Ce treuvant dans ung conseil pour oppiner père et fils, beau-père et beau-fils, frères et beaux-frères, n'auront qu'*une voix* quand elles seront semblables.

Sortiront du conseil ceux contre les quels on vouldra dellibérer, ou contre un des parents aux susd. degrés.

Les consuls modernes, ung mois apprès l'establissement en leur charge, feront l'inventaire des saintes relliques.

Et le second consul moderne aura les clefs de la sainte Magdaleine et sainctes relliques, ouvrira et fermera les portes ayant le chapperon, et en son absance remettra les clefs au premier consul, sera aussi le trésorier du collége.

Les consuls modernes et les deux premiers conseillers modernes vacqueront au chargement et deschargement du cadastre, dresseront les cayers et estat des debtes, procéderont aux enchères et deslivrances, et seront représentés au conseil advant de passer aulcung contract.

Ne pouvant recepvoir aulcung enchérisseur sans caution, adsisteront enssamble aux facteures des billettes.

Les dellibérans, appreuvant les cautions dans le conseil et hors du conseil, en respondront comme *collocateurs* et cautions subsidiaires.

Ne pourront les d. administrateurs fere aulcunes impositions sans avoir discutté la bourse commune.

Les consuls modernes ne pourront fere mandats excedant *seize sols*, qu'il ne soit signé par eux et par les consuls vieux et conseillers modernes, ou la plus grande partie d'iceulx, lesquels mandats excédant seize sols seront appreuvés et ratiffiés au conseil.

Ne pourront *intanter procès sans l'advis* d'ung ou plusieurs advocats,

lequel sera rapporté au conseil pour, suivant icelluy, estre deslibéré ce qu'il sera à fere par raison.

Ne pourront aussi fere aulcunes depputations hors de la ville, sans delliberation précédente.

Ne pourront prethandre les consuls et administrateurs modernes et les depputés de la communauté hors de la ville à cheval, que quarante huict sols et vingt quatre sols pour les jours de subjour.

Les consuls modernes sortant de charge seront *recteurs de l'Hostel-Dieu,* entendront le compte du trésorier du dict hostel, feront les afferes d'icelluy et poursuivront les procès où ils seront intantés, feront mandats ainsi qu'ils treuveront nécessaires pour subvenir à la nourriture et sollagement des pauvres et réparations qu'il faudra fere au dict hostel, le tout sans sallère, fors que allant dehors ne pourront prethandre que leur despanse conformément au rélleglement de la communauté que si quarante huict sols à cheval et vingt quatre sols de subjour.

Les consuls modernes sortant de charge seront aussi extimateurs des honneurs.

Sera payé aux consuls modernes pour chascung cinquante quatre livres, sçavoir : six livres pour impugner le compte du trésorier, six livres pour le maure mettre [1], six livres pour la dresse des estats, et quinze livres pour les paines et vacations durant l'année, vingt une livres pour le chapperon.

Sera donné aux consuls vieux pour chascung vingt quatre livres, six livres pour la dresse des estats, six livres pour l'extime des defvans, six livres pour le nombre du bestail menu, six livres pour l'extime des plantiers qui se feront annuellement dans le terroir, les quels ne pourront estre mis es livre que quatre ans apprès avoir esté plantés.

Les conseillers auront les mesmes gages.

Les appellants vuideront les dictes appellations à leurs despans.

Les consuls ne pourront rentrer aux charges que *six ans apprès*

[1] Pour le chargement et déchargement du cadastre appelé vulgairement *maure mettre.*

leurs charges finies, les conseillers, poiseurs, extimateurs et trésoriers *quatre ans*.

Les poiseurs et extimateurs auront six livres de gaiges pour chascung.

Le trésorier aura cinquante livres de gages moyennant quoy fornira le loage du grenier et le papier, oultre son droict d'exaction et la taille du bestail à cinq pour cent, et randra compte huict jours apprès sa charge finie.

Ne pourront les consuls et administrateurs fere aulcung don gratuit soubz quel prétexte que ce soit.

Ne pourront aussi les consuls modernes fere assambler le conseil nouveau qu'on appelle *Courlany* pour y delliberer des afferes de la communauté, ny fere aulcune despanse pour ce subjet.

Les consuls sortant de charge seront tenus de faire connoître aux consuls modernes les afferes des procès de la dicte communauté et les débiteurs d'icelle, et ad ces fins leur remettront tous les papiers qu'ils auront de la dicte communauté.

Le trésorier ne pourra payer aulcune somme contenue en parcelle de quelle nature que ce soit qu'elle n'ait esté represantée au premier conseil général, à peyne de radiation.

Et pour esviter les fréquantes députtations qui se font à la ville d'Aix soubs pretexte de procès, il y sera restably ung sollicitteur aux gaiges tels que seront accordés.

Nous soubsignés accordons les articles si-dessus et supplions trèshumblement vous monseigneur M. Jean de Laidet, conseiller du roi en la cour et commissaire à la dépputation, de les vouloir fere sortir à son plein et entier effaict, et les fere authoriser à la cour.

Faict à Sainct-Maximin, le sixième juing mil six cent cinquante trois, et pour les autres articles qui y ont esté donné d'ung costé et d'aultre, il en sera faict rapport à la cour pour y prouvoir ainsi qu'il appartiendra.

Signés de Porchères d'Arbaud, consul; L. Nielly, consul; Mayolli, consul vieux; Concordan, consul vieux; Vilhon, conseiller; L. Rigaud, conseiller; Joseph Porte, conseiller; de Brangis; Jean Deaux; M. Guichard; M. Maynier.

Nous, conseiller et commissaire, attendu le conssantement général, avons ordonné qu'il en sera faict rapport à la cour pour estre veu et authorisé, et ceppandant avons ordonné qu'il sera executté cellon sa forme et teneur. Faict à Saint-Maximin, le six juing mil six cent cinquante trois. Signé MOLET.

Enregistré es registres des lettres royaux de la cour du parlement de Provance, suivant l'arrest d'icelle du seize juing mil six cent cinquante trois. Signé ESTIENNE.

FIN.

OUVRAGES PUBLIÉS SOUS LES AUSPICES DE M. LE DUC DE LUYNES :

GRANDE CHRONIQUE DE MATTHIEU PARIS, traduite en français et annotée par A. HUILLARD-BRÉHOLLES, précédée d'une introduction par M. le duc de LUYNES, membre de l'Institut. Paris, 1840-1841. 9 volumes in-8°. Prix . . . . 30 fr.

RECHERCHES SUR LES MONUMENTS ET L'HISTOIRE DES NORMANDS ET DE LA MAISON DE SOUABE DANS L'ITALIE MÉRIDIONALE, publiées par les soins de M. le duc de LUYNES, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres; texte par A. HUILLARD-BRÉHOLLES, traducteur de *Matthieu Paris*; dessins par VICTOR BALTARD, architecte. Paris, 1844; imprimerie Panckoucke. 1 vol. grand in-folio avec 35 planches. Prix, cartonné. . . . . 90 fr.

CHRONICON PLACENTINUM ET CHRONICON DE REBUS IN ITALIA GESTIS, historiae stirpis imperatoriae Suevorum illustrandae aptissima, ad fidem Parisiensis et Londinensis codicum nunc primum recensuit, edidit et praefatione instruxit J.-L.-A. HUILLARD-BRÉHOLLES. Auspiciis et sumptibus H. DE ALBERTIS DE LUYNES, unius ex Academiae Inscriptionum sociis. Parisiis, 1856; excudebat Henricus Plon. 1 vol. in-4°. Prix : 15 fr.

HISTORIA DIPLOMATICA FRIDERICI SECUNDI, sive constitutiones, privilegia, mandata, instrumenta quae supersunt istius imperatoris et filiorum ejus. Accedunt epistolae paparum et documenta varia. Collegit, ad fidem chartarum et codicum recensuit, juxta seriem annorum disposuit et notis illustravit J.-L.-A. HUILLARD-BRÉHOLLES, in archivo Caesareo Parisiensi archivarius. Auspiciis et sumptibus H. DE ALBERTIS DE LUYNES, unius ex Academiae Inscriptionum sociis. Parisiis, excudebat Henricus Plon. 6 volumes in-4°. Onze tomes ont paru de 1853 à 1860. Prix de chaque tome. . . . . 16 fr.

INTRODUCTION A L'HISTOIRE DIPLOMATIQUE DE L'EMPEREUR FRÉDÉRIC II, par J.-L.-A. HUILLARD-BRÉHOLLES, archiviste aux archives de l'Empire, membre du comité des travaux historiques et des sociétés savantes. Paris, 1859; typographie de Henri Plon. 1 vol. in-4° (*tirage à part*). Prix. . . . . 12 fr.

PARIS. TYPOGRAPHIE DE HENRI PLON, IMPRIMEUR DE L'EMPEREUR, RUE GARANCIÈRE, 8.



Stanford University Libraries
3 6105 010 245 491



F/T APR 25 1996